



First Session
Thirty-ninth Parliament, 2006-07

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Agriculture and Forestry

Chair:
The Honourable JOYCE FAIRBAIRN, P.C.

Friday, June 8, 2007

Issue No. 31

**Sixty-third and
sixty-fourth meetings on:**
Rural poverty in Canada

WITNESSES:
(*See back cover*)

Première session de la
trente-neuvième législature, 2006-2007

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de l'*

Agriculture et des forêts

Présidente :
L'honorable JOYCE FAIRBAIRN, C.P.

Le vendredi 8 juin 2007

Fascicule n° 31

**Soixante-troisième
et soixante-quatrième réunions concernant :**
La pauvreté rurale au Canada

TÉMOINS :
(*Voir à l'endos*)

THE STANDING SENATE COMMITTEE
ON AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Joyce Fairbairn, P.C., *Chair*

The Honourable Leonard J. Gustafson, *Deputy Chair*

and

The Honourable Senators:

Biron	* LeBreton, P.C.
Callbeck	(or Comeau)
Harb	Mahovlich
* Hervieux-Payette, P.C.	Oliver
(or Tardif)	Segal
Lavigne	St. Germain, P.C.

*Ex officio members

(Quorum 4)

Changes in membership of the committee:

Pursuant to rule 85(4), membership of the committee was amended as follows:

The name of the Honourable Phalen substituted for that of the Honourable Senator Mercer (*June 7, 2007*).

The name of the Honourable Harb substituted for that of the Honourable Senator Peterson (*June 7, 2007*).

The name of the Honourable Lavigne substituted for that of the Honourable Senator Phalen (*June 7, 2007*).

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT
DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Présidente : L'honorable Joyce Fairbairn, C.P.

Vice-président : L'honorable Leonard J. Gustafson

et

Les honorables sénateurs :

Biron	* LeBreton, C.P.
Callbeck	(ou Comeau)
Harb	Mahovlich
* Hervieux-Payette, C.P.	Oliver
(ou Tardif)	Segal
Lavigne	St. Germain, C.P.

*Membres d'office

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité :

Conformément à l'article 85(4) du Règlement, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit :

Le nom de l'honorable sénateur Phalen est substitué à celui de l'honorable sénateur Mercer (*le 7 juin 2007*).

Le nom de l'honorable sénateur Harb est substitué à celui de l'honorable sénateur Peterson (*le 7 juin 2007*).

Le nom de l'honorable sénateur Lavigne est substitué à celui de l'honorable sénateur Phalen (*le 7 juin 2007*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

MANIWAKI, QUEBEC, Friday, June 8, 2007
(76)

[*English*]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 8:36 a.m., this day, in Room Robert Coulombe, in the Centre Château Logue of Maniwaki, the Chair, the Honourable Joyce Fairbairn, P.C., presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Fairbairn, P.C., Harb, Lavigne, Mahovlich and Segal (5).

In attendance: Marc Leblanc and Marc-André Pigeon, Analysts, Parliamentary Information and Research Services, Library of Parliament.

Also in attendance: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on Tuesday, May 16, 2006 the committee continued its consideration of rural poverty in Canada. (*For complete text of Order of Reference, see proceedings of the committee, Issue No. 6.*)

WITNESSES:

Fédération des producteurs de bois du Québec:

Jean-Pierre Dansereau, Director General.

Fédération québécoise des coopératives forestières:

Gérard Szaraz, Strategic Development Adviser.

As an individual:

Jeannot Beaulieu.

Mani-Jeunes:

Gaston Robitaille, Chairman of the Board.

Centre Jean Bosco de Maniwaki:

Philippe Larivière, Coordinator.

Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forêt:

Denise Julien, Director General.

As an individual:

Jacques Grondin.

Centre local de développement:

Benoit Labrecque, Advisor, Development of Forestry Industry.

L'Équipe des bénévoles de la Haute Gatineau:

Dorothée St-Marseilles, Coordinator.

The Chair made an opening statement.

Mr. Dansereau, Mr. Szaraz and Mr. Beaulieu each made a statement and, together, answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

MANIWAKI (QUÉBEC), le vendredi 8 juin 2007
(76)

[*Traduction*]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 8 h 36, dans la salle Robert Coulombe du Centre Château Logue de Maniwaki, sous la présidence de l'honorable Joyce Fairbairn, C.P. (*présidente*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Fairbairn, C.P., Harb, Lavigne, Mahovlich et Segal (5).

Également présents : Marc Leblanc et Marc-André Pigeon, analystes, Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le mardi 16 mai 2006, le comité poursuit son étude sur la pauvreté rurale au Canada. (*Le texte complet de l'ordre de renvoi figure au fascicule n° 6 des délibérations du comité.*)

TÉMOINS :

Fédération des producteurs de bois du Québec :

Jean-Pierre Dansereau, directeur général.

Fédération québécoise des coopératives forestières :

Gérard Szaraz, conseiller au développement stratégique.

À titre personnel :

Jeannot Beaulieu.

Mani-Jeunes :

Gaston Robitaille, président du conseil d'administration.

Centre Jean Bosco de Maniwaki :

Philippe Larivière, coordonnateur.

Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forêt :

Denise Julien, directrice générale.

À titre personnel :

Jacques Grondin.

Centre local de développement :

Benoit Labrecque, conseiller au développement de l'industrie forestière.

L'Équipe des bénévoles de la Haute Gatineau :

Dorothée St-Marseilles, coordonnatrice.

La présidente fait une déclaration d'ouverture.

MM. Dansereau, Szaraz et Beaulieu font chacun une déclaration puis, ensemble, répondent aux questions.

Mr. Larivière and Mr. Robitaille each made a statement and, together, answered questions.

At 10:26 a.m., the committee suspended.

At 10:39 a.m., the committee resumed.

Ms. Julien and Mr. Grondin each made a statement and, together, answered questions.

At 11:35 a.m., the committee suspended.

At 11:47 a.m., the committee resumed.

Ms. St-Marseilles and Mr. Labrecque each made a statement and, together, answered questions.

At 12:26 p.m., the committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

MM. Larivière et Robitaille font chacun une déclaration puis, ensemble, répondent aux questions.

À 10 h 26, la séance est interrompue.

À 10 h 39, la séance reprend.

Mme Julien et M. Grondin font chacun une déclaration puis, ensemble, répondent aux questions.

À 11 h 35, la séance est interrompue.

À 11 h 47, la séance reprend.

Mme St-Marseilles et M. Labrecque font chacun une déclaration puis, ensemble, répondent aux questions.

À 12 h 26, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

MANIWAKI, QUEBEC, Friday, June 8, 2007
(77)

[English]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 1:31 p.m., this day, in Room Robert Coulombe, in the Centre Château Logue of Maniwaki, the Chair, the Honourable Joyce Fairbairn, P.C., presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Fairbairn, P.C., Harb, Lavigne and Segal (4).

In attendance: Marc Leblanc and Marc-André Pigeon, Analysts, Parliamentary Information and Research Services, Library of Parliament.

Also in attendance: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on Tuesday, May 16, 2006 the committee continued its consideration of rural poverty in Canada. (*For complete text of Order of Reference, see proceedings of the committee, Issue No. 6.*)

WITNESSES:

As individuals:

The Honourable Wayne Easter, P.C., M.P.

Darlene Lannigan, Assistant — Maniwaki, Office of Lawrence Cannon, M.P.

George Lafontaine, Political Assistant for Stéphanie Vallée, M.N.A. for Gatineau.

Outaouais-Laurentides Beef Producers:

Gib Drury, President.

MANIWAKI (QUÉBEC), le vendredi 8 juin 2007
(77)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 13 h 31, dans la salle Robert Coulombe du Centre Château Logue de Maniwaki, sous la présidence de l'honorable Joyce Fairbairn, C.P. (*présidente*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Fairbairn, C.P., Harb, Lavigne et Segal (4).

Également présents : Marc Leblanc et Marc-André Pigeon, analystes, Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le mardi 16 mai 2006, le comité poursuit son étude sur la pauvreté rurale au Canada. (*Le texte complet de l'ordre de renvoi figure au fascicule n° 6 des délibérations du comité.*)

TÉMOINS :

À titre personnel :

L'honorable Wayne Easter, C.P., député.

Darlene Lannigan, assistante — Maniwaki, Bureau de Lawrence Cannon, député.

George Lafontaine, attaché politique de Stéphanie Vallée, député de Gatineau.

Syndicat des producteurs de bovins de l'Outaouais et des Laurentides :

Gib Drury, président.

L'Entraide de la Vallée / Table de sécurité alimentaire:

Fabienne Lachapelle.

As individuals:

Dominique Bherer, Veterinarian.

Bernard Fortin, Representative, Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada.

Fred McGregor.

The Chair made an opening statement.

Ms. Lannigan, Mr. Lafontaine and Mr. Easter, P.C., M.P., made a statement and, together, answered questions.

At 2:10 p.m., the committee suspended.

At 2:12 p.m., the committee resumed.

Mr. Drury, Ms. Lachapelle, Mr. Bherer, Mr. McGregor and Mr. Fortin made a statement and, together, answered questions.

At 2:58 p.m., the committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

L'Entraide de la Vallée / Table de sécurité alimentaire :

Fabienne Lachapelle.

À titre personnel :

Dominique Bherer vétérinaire.

Bernard Fortin, représentant, Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier.

Fred McGregor.

La présidente fait une déclaration d'ouverture.

Mme Lannigan, M. Lafontaine et M. Easter, C.P., député, font une déclaration puis, ensemble, répondent aux questions.

À 14 h 10, la séance est interrompue.

À 14 h 12, la séance reprend.

M. Drury, Mme Lachapelle, MM. Bherer, McGregor et Fortin font une déclaration puis, ensemble, répondent aux questions.

À 14 h 58, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

La greffière du comité,

Jessica Richardson

Clerk of the Committee

EVIDENCE

MANIWAKI, QUEBEC, Friday, June 8, 2007

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 8:36 a.m. to examine and report upon rural poverty in Canada.

Senator Joyce Fairbairn (*Chairman*) in the chair.

[*Translation*]

The Chairman: Good morning and welcome. The members of the committee are pleased to be in Maniwaki, a town that has a rich and significant past and legacy.

Last May, the committee was authorized to study rural poverty in Canada. Last fall, we heard from a certain number of expert witnesses who gave us an overview of poverty in Canada.

[*English*]

We are now in the midst of the second phase of our research where we are meeting with rural Canadians in rural Canada. We have travelled to every province in Canada and we will be visiting the three northern territories in the fall.

Maniwaki's history and economy is tied closely to the forest industry, which in recent years, has endured numerous layoffs and mill closures with devastating consequences on our forest-dependent communities across this country. These communities face lower property values, an exodus of youth, the closure of local businesses, increased stress, health problems, a loss of services, and even a loss of schools. Often, it is the most disadvantaged who are the most affected.

Even for communities that have retained their mills, the continued appreciation of the Canadian dollar, the further possibilities of structural changes and global competition have contributed to a higher sense of anxiety about the future.

[*Translation*]

Rural Canada must face significant challenges, but there is hope and there are solutions. That is why we are here in Maniwaki this morning. We want to listen to your concerns, your stories, your ideas and your successes.

I have the pleasure of welcoming our first witnesses this morning: Jean-Pierre Dansereau, Director General, Fédération des producteurs de bois du Québec; Gérard Szaraz, strategic development advisor, Fédération québécoise des coopératives forestières.

[*English*]

Jeannot Beaulieu is appearing as an individual.

We are very glad to have all of you here. Welcome from all our colleagues.

TÉMOIGNAGES

MANIWAKI (QUÉBEC), le vendredi 8 juin 2007

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 8 h 36 pour examiner, en vue d'en faire rapport, la pauvreté rurale au Canada.

Le sénateur Joyce Fairbairn (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Français*]

La présidente : Bonjour et bienvenue. Les membres du comité sont heureux d'être à Maniwaki, une ville qui soutient un passé et un héritage riche et important.

En mai dernier, le comité a été autorisé à examiner la pauvreté rurale au Canada. L'automne dernier, nous avons entendu un certain nombre de témoins experts qui nous ont brossé un tableau global de la pauvreté au Canada.

[*Traduction*]

Nous en sommes à la deuxième étape de notre recherche qui nous permet de rencontrer les Canadiens en milieu rural au Canada rural. Nous nous sommes rendus dans toutes les provinces du Canada et, à l'automne, nous irons dans les trois territoires du Nord.

L'histoire et l'économie de Maniwaki sont étroitement liées au secteur forestier, qui, depuis les dernières années, subit de nombreuses mises à pied et la fermeture d'usines de pâtes et papiers. Les conséquences pour les communautés qui dépendent de la forêt sont dévastatrices partout au pays. Ces communautés doivent faire face à une baisse de la valeur de leurs biens immobiliers, à l'exode des jeunes, la fermeture des entreprises régionales, beaucoup plus de stress, des problèmes de santé, une perte de services et même la fermeture d'écoles. Souvent ce sont les moins nantis qui sont les plus touchés.

Pour les communautés dont les papetières continuent à fonctionner, l'appréciation continue du dollar canadien, la possibilité d'autres changements structurels et une concurrence internationale accrue ne font qu'exacerber l'angoisse au sujet de l'avenir.

[*Français*]

Le Canada rural doit affronter des défis importants, mais il y a de l'espoir et des solutions. C'est pourquoi nous sommes ici à Maniwaki ce matin. Nous voulons entendre vos préoccupations, vos histoires, vos idées et vos succès.

J'ai le plaisir ce matin de recevoir nos premiers témoins : Jean-Pierre Dansereau, directeur général, Fédération des producteurs de bois du Québec; Gérard Szaraz, conseiller de développement stratégique, Fédération québécoise des coopératives forestières.

[*Traduction*]

Jeannot Beaulieu comparait à titre personnel.

Nous sommes très contents que vous soyez tous ici. Au nom de tous nos collègues, je vous souhaite la bienvenue

[Translation]

Jean-Pierre Dansereau, Directeur Général, Fédération des producteurs de bois du Québec: Madam Chairman, I would first of all like to thank you for the invitation. It is also a pleasure for us to be here in Maniwaki.

I would like to add that as well as being the Director General of the Fédération des producteurs de bois du Québec, I am also the Secretary-Treasurer of the Canadian Federation of Woodlot Owners. I have limited experience of rural poverty, but I would like to talk to you about forestry in the private sector, what we more and more often call family forest owners, and the role that they can play in the development of rural communities.

I sent you a document that summarizes the vision developed by the Fédération des producteurs de bois over the last few months. I will work from it to make a short presentation. I will not read it in its entirety.

On the first page, we point out the significant economic benefits that private forests can have, despite the fact that they are small properties of roughly 40 hectares. Therefore, there is limited income for each individual, but when we add up all of this economic activity, it is very significant. It is a fundamental economic activity. Forestry production is the social base of an entire sector of the economy, the forestry industry. Private forestry in Quebec, by providing 20 per cent of the supply, supports a significant part of this activity which represents billions of dollars. The private forest owners are seriously affected by the forestry crisis. Plants are closing, no longer taking in product, and are obliged to drastically reduce prices, which has a harsh effect on forestry producers. In some regions, people are even unable to sell goods. There are therefore businesses whose very survival is currently at risk.

In our sector, facing the consolidation that everyone says is necessary to the industry, we also have fears concerning our future potential to put wood on the market, therefore to continue to contribute to economic activity in rural areas.

Private forests also host recreational activities such as hunting and fishing, and are an important source of environmental goods and services for the population, as well as generating economic activity through the harvesting of wood. This is probably not sufficiently recognized.

On page 2, we explain among other things, the efficiency of the forestry sector. Over the last 30 or 40 years in Quebec, private forest owners have participated in forestry management plans. Instead of simply harvesting their forests, they have cultivated them. This has produced some conclusive results. We have been able to show over the last few years that we have increased forest productivity by 33 per cent when we deal with softwood. It would be possible to produce even greater increases in productivity if we continue, if we invest more. It would be interesting to do so in the southern forests. They are close to the factories, to

[Français]

Jean-Pierre Dansereau, directeur général, Fédération des producteurs de bois du Québec : Madame la présidente, je voudrais d'abord vous remercier de l'invitation. C'est un plaisir pour nous aussi d'être présents ici à Maniwaki.

J'aimerais rajouter qu'en plus d'être directeur général de la Fédération des producteurs de bois du Québec, je suis aussi le secrétaire-trésorier de la Fédération canadienne des propriétaires de boisés. J'ai une expérience limitée en matière de pauvreté rurale, mais j'aimerais vous parler de la foresterie en milieu privé, ce qu'on appelle de plus en plus la foresterie familiale et du rôle qu'elle peut jouer dans le développement des communautés rurales.

Je vous ai fait parvenir un document qui résume la vision développée par la Fédération des producteurs de bois au cours des derniers mois. Je vais m'en inspirer pour vous faire une courte présentation. Je n'en ferai pas la lecture complète.

À la première page, on met en évidence les retombées économiques importantes que peuvent avoir les forêts privées, malgré le fait qu'elles soient de petites propriétés d'une quarantaine d'hectares. Donc, des revenus limités pour chacun des individus, mais lorsqu'on agrège l'ensemble de cette activité économique, c'est très important. C'est une activité économique qui est à la base. La production forestière est une assise de toute une filière économique, la filière de l'industrie forestière. La forêt privée au Québec, en fournissant 20 p. 100 de l'approvisionnement, va soutenir une partie importante de cette activité qui représente des milliards de dollars. Les propriétaires de forêts privées sont gravement affectés par la crise forestière. Les usines ferment, cessent leur réception, doivent abaisser les prix de façon très importante, ce qui affecte durablement les revenus des producteurs forestiers. Dans certaines régions, il existe même une incapacité de faire des ventes. Il y a donc des entreprises dont la survie est en jeu actuellement.

Dans notre secteur, face à la consolidation que tout le monde dit nécessaire de l'industrie, on a aussi des craintes quant à nos possibilités futures à mettre des bois en marché, donc de continuer à contribuer à l'activité économique dans les milieux ruraux.

Plus qu'une l'activité économique avec la récolte de bois, la forêt privée est un lieu d'activités récréatives de chasse et de pêche et un lieu important pour fournir des biens et des services environnementaux à la population. Cela n'est probablement pas assez reconnu.

À la page 2, on met en évidence entre autres l'efficacité de l'activité sylvicole. Depuis 30, 40 ans au Québec, les propriétaires de forêts privés se sont engagés dans des programmes d'aménagement. Au lieu de simplement récolter leurs forêts, ils les ont cultivées. Cela donne des résultats probants. On a pu démontrer que dans les dernières années, on a augmenté la productivité des forêts de 33 p. 100 quand on s'intéresse aux résineux. Il serait possible aussi d'augmenter encore plus largement cette productivité si on continue, si on investit plus. C'est intéressant de le faire dans les forêts méridionales. Elles sont

the population. The infrastructure is in place to facilitate productivity. Rather significant gains in productivity are therefore possible.

Forestry planning also allows us to deal with environmental issues. Maintaining biodiversity, limiting the erosion of embankments, and protecting the quality of the air, the water and landscapes: These are the environmental goods and services I was referring to earlier on.

On page 3, we set out our vision. In summary, there is a sentence in the middle of the first paragraph that states:

Political momentum, along with improvements to the programs offered to woodlot owners, will allow for an increase in the impact of the efforts made on behalf of rural communities from an economical, environmental and social perspective.

How can we achieve this? The owners of large forests must be convinced of the importance of actively managing their woodlots for production or conservation purposes, rather than simply being landowners who use up their properties; they must use them for the good of society by developing and properly managing them. There must obviously be some compensation that covers the environmental goods and services provided. This is a challenge because all of society benefits, but no one individual wants to pay for clean air. They take it for granted. How can we ask that of individuals and how can we compensate them for their services?

You will also find other aspects, such as the need to protect investments that have been agreed to, increase forestry efforts, explore new ways of cultivating trees, non-forest biomass products that we can find in significant amounts, but that pose challenges in terms of harvesting and processing.

This last point is not insignificant, that is the need to reassure the population of the sustainability of forestry efforts, of the acceptability of forestry practices that have been in question in the public's mind, that unfortunately create a link between very large-scale forestry operations on public land and smaller-scale operations in private forests.

On the following page, we talk about means of implementation, how forestry management planning and the increase in opportunities can go hand in hand. This assumes investment, financial resources over long periods of production. The cycle of forestry production spans a 50-year period and that can reach 90 years for certain species. It is difficult to reconcile the lifespan of an individual or a family with the lifespan of a forest.

Government action therefore remains necessary in order to establish a climate that is conducive to forestry investments and to make up for the shortcomings of the market. Unfortunately, the amounts received for wood sales in the forest do not allow for

près des usines, près de la population. Les infrastructures sont en place pour faciliter la productivité. Il y aurait donc des gains de productivité assez importants à obtenir.

L'aménagement aussi permet de rencontrer des enjeux environnementaux. Le maintien de la biodiversité, la réduction de l'érosion des berges, la protection de la qualité de l'air, de l'eau et des paysages. Ce sont donc les biens et services environnementaux dont j'ai parlé un peu plus tôt.

À la page 3, vous trouverez l'exposé de nos éléments de vision. En résumé, il y a une phrase qui dit, au milieu du premier paragraphe :

Un élan politique jumelé à des améliorations aux programmes offerts aux propriétaires de boisés permettrait d'accroître l'impact des efforts déployés sur les communautés rurales à la fois du point de vue économique, environnemental et social.

Comment peut-on y parvenir? Il faut convaincre les propriétaires qui détiennent ces importantes superficies, d'avoir une gestion active de leurs boisés pour la production ou pour des fins de conservation, plutôt que de simplement être des propriétaires fonciers qui consomment leurs propriétés; il faut qu'ils les mettent à contribution pour le bien de la société en les développant et à les aménageant. Il faut évidemment obtenir une rémunération qui couvrira les biens et les services environnementaux qui sont fournis. C'est un défi parce que l'ensemble de la société en profite, mais aucun de ces individus n'a envie de payer pour de l'air pur. Ils les prennent pour un acquis. Comment peut-on demander cela à des individus et comment peut-on les rémunérer pour ces services?

Vous retrouverez d'autres éléments, telle la nécessité de protéger les investissements qui sont consentis, accroître les efforts sylvicoles, explorer de nouvelles formules de cultures d'arbres, de produits forestiers non ligneux qu'on peut retrouver de façon assez abondante, mais qui posent des défis au niveau de la récolte et de la transformation.

Le dernier point n'est pas négligeable, celui de rassurer la population sur la durabilité des interventions en forêts, sur l'acceptation des pratiques forestières qui ont été remises en question dans l'esprit du public qui, malheureusement, fera un lien entre les opérations forestières à très grande échelle sur des terres publiques et les opérations à plus petite échelle au niveau des forêts privées.

À la page suivante, nous parlons des moyens de mise en œuvre, comment l'aménagement des forêts et l'augmentation de la possibilité forestière peuvent se faire. Cela suppose des investissements, des ressources financières sur de longues périodes de production. L'échelle de production forestière, représente plus de 50 années et cela peut atteindre pour certaines espèces 90 années. Il est difficile de réconcilier l'horizon de temps de la vie d'un individu, d'une famille avec la durée de vie d'une forêt.

L'intervention gouvernementale demeure donc nécessaire pour établir un climat propice aux investissements forestiers et combler les failles du marché. Malheureusement, les prix reçus pour la vente de bois en forêt ne permettent pas de rémunérer à la fois le

compensation for the work, and the cultivation of these forests. The markets are geared to the harvesting of wood that grows naturally, that is to say in conditions that exists elsewhere on the planet, in the southern hemisphere, where growth conditions are much more favourable than they are here.

With our existing means, there are things that can be done. I feel it is important to emphasize things that are within the purview of the federal government here before this Senate committee; some parts of the solution involve the federal, provincial or even municipal government. I draw your attention particularly to the role that the taxation of income must play in encouraging owners to participate in forestry works. Some relatively simple changes could be made to promote the use of these properties. The first of these changes, because we are discussing small properties, would be to make the idea of a reasonable expectation of making a profit more understandable when we are working on a small scale. I will not go into the details at this point, but if you have any questions. I would be pleased to answer them.

As for income averaging measures, forestry production, as I said earlier happens over a long period of time. When an owner has a small property, many years can go by without his having any income, but once the logging starts, it very quickly generates significant income that is taxed at the very highest level. There are therefore some owners who are reluctant to pay all that income tax. There are problems at that level.

One very technical point, but one wherein you could play an important role, is the provincial government's tax on forestry operations. You may ask me: "Why recommend an intervention in an area of provincial jurisdiction?" This tax on forestry operations is aimed at net incomes of \$10,000 and more for operators and it is simply a transfer mechanism between the federal and provincial governments. As operators — and Jeannot is surely one of these — they must pay this tax and then ask for a refund from the federal government for two-thirds of it, and the provincial government for the remaining third. This is a useless administrative inconvenience for sums that are, we believe, ridiculous, and marginal on the scale of governmental budgets. We are talking about a few dozen millions of dollars whereas the administrative costs, both for individuals, businesses and the government apparatus, greatly exceed the benefits. If you could intervene and have this simplified, it would be greatly appreciated by the operators.

Among the other elements that are also identified in our list, the property tax system could probably also play a role in protecting investments or helping woodlot owners in the event of natural disasters. When there is a blowdown, or a fire, investments that have been maintained over decades can disappear overnight, which represents a significant economic disaster. We must develop means of defraying the costs and

travail et la culture de ces forêts. Les marchés sont plus établis soit en fonction de récolter un bois qui pousse naturellement, soit en fonction de conditions qui existent ailleurs sur la planète, dans l'hémisphère sud là où les conditions de croissance sont beaucoup plus favorables qu'ici.

À l'intérieur des moyens existants, il y a une série de moyens. J'ai trouvé important d'insister devant ce comité sénatorial sur des éléments qui sont plus à la portée du gouvernement fédéral; certains des éléments de solutions s'adressent au gouvernement fédéral, provincial ou même municipal. J'attirerais particulièrement votre attention sur le rôle que devrait jouer la fiscalité des revenus dans l'incitation des propriétaires à faire des travaux sylvicoles. Des changements relativement simples pourraient être apportés pour favoriser l'utilisation des milieux. Le premier de ces changements, parce qu'on parle de petites propriétés, c'est de rendre plus compréhensible la notion d'expectative raisonnable de profits lorsqu'on travaille à petite échelle. Je n'entrerai pas immédiatement dans les détails, mais si vous avez des questions, je me ferai un plaisir de répondre.

Au sujet des mesures d'étalements du revenu : la production forestière, je l'ai dit tout à l'heure, se fait sur une longue période. On va être de nombreuses années sans revenus quand on est propriétaire d'une petite propriété, mais quand la coupe forestière se fait, cela génère rapidement d'importants revenus qui sont taxés aux niveaux les plus élevés. Il y a donc certains propriétaires qui hésitent à envoyer tous les revenus à l'impôt. Il y a des problèmes de ce côté.

Un point très technique, mais vous pourriez jouer un rôle important, c'est la taxe sur les opérations forestières du gouvernement provincial. Vous me direz alors « pourquoi recommander une intervention dans un champ de compétence provinciale? » Cette taxe sur les opérations forestières vise les revenus nets de 10 000 \$ et plus pour les opérateurs et c'est simplement un mécanisme de transfert entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Comme opérateurs — et Jeannot est sûrement un de ceux-là — ils doivent payer cette taxe et ensuite en demander le remboursement au gouvernement fédéral pour les deux tiers, et au gouvernement provincial pour l'autre tiers. C'est une complication administrative inutile pour des sommes qui sont, nous croyons, ridicules, marginales à l'échelle des budgets des gouvernements. On parle de quelques dizaines de millions de dollars alors que les coûts administratifs, à la fois pour les individus, les entreprises et l'appareil gouvernemental, doivent dépasser très largement les revenus. Si vous pouviez intervenir et simplifier cela, ce serait très apprécié des opérateurs.

Les autres éléments qui sont identifiés dans notre liste, probablement que la fiscalité foncière pourrait jouer aussi un rôle sur la façon de protéger les investissements ou d'aider les propriétaires forestiers en cas de catastrophe naturelle. Lorsqu'il y a un chablis, un feu, des investissements qui ont été soutenus pendant des décennies peuvent disparaître dans un instant, cela représente une catastrophe économique importante. Comment

services for woodlot owners who adhere to environmental values, and help them to develop ways in which the properties can serve the environment as well.

We have shown that it is possible to base government policies and programs on the setting of objectives, not only by making funds available for the pleasure of doing so, but by taking specific goals into consideration in terms of cubic metres produced, the hectares managed, and the services rendered.

I conclude by drawing your attention to the link between agriculture and forestry, and your concern with poverty in rural areas. Historically, there has been a strong connection between family forestry and agriculture. Because of specialization, this connection has tended to die out somewhat over the last few years. We now see an opportunity to strengthen those connections. These two activities are easily complementary, and can help families to stay in rural areas, to make a living there and to see the economic spin-offs.

The second link I would draw your attention to is that between city life and country life. There is a growing shift in the ownership of private forests. Many professionals, people from urban areas, are buying wooded properties in order to get back to nature. Often, they are not aware of the realities of living in the country; they have values that are not necessarily those of their new communities; however, they are not impervious to those values. With incentives, they will become interested in enhancement, in the active management of their forests, and they will have a better understanding of the rural reality. They can be wonderful ambassadors in the urban areas so that certain realities become known.

Gérard Szaraz, Strategic Development Advisor, Fédération québécoise des coopératives forestières: Thank you, Madam Chairman, for allowing the Fédération québécoise des coopératives forestières to present its perspective on rural poverty.

I will limit myself to the one-page sheet that was distributed to you this morning as a guide to my presentation. To put things into context, our study on poverty starts “upstream from processing plants,” as we say, that is to say, in the forests where we find workers carrying out their jobs in harvesting and forest planning; in businesses, including of course forestry cooperatives and other development companies, as well as forestry communities which are also very present in the forestry sector. I see rural poverty as being connected to social and human capital. I remind you that the OECD defined human capital as the knowledge, skills, competencies and attributes embodied in individuals that facilitate the creation of personal, social and economic well-being; social capital represents the networks and norms, the values, the shared convictions that facilitate cooperation within and between groups. In the era of sustainable development, we talk a lot about the environmental dimension, the economic dimension, but the dimension of social human capital is equally important. Poverty can therefore potentially be

développer des moyens pour défrayer les coûts et services pour les propriétaires forestiers qui ont des valeurs environnementales et les aider à développer des servitudes pour que leurs propriétés puissent servir l’environnement aussi.

On a mis en évidence qu’il est possible de baser des politiques gouvernementales, des programmes d’intervention sur l’établissement de cibles, pas seulement de rendre des sommes disponibles pour le plaisir de le faire, mais de viser des cibles précises en termes de mètre cube produits, en termes d’hectares aménagés, en termes de services rendus.

Je terminerai en attirant votre attention sur le lien entre l’agriculture et la foresterie, et votre préoccupation de la pauvreté en milieu rural. Historiquement, il y a un lien fort entre la foresterie familiale et l’agriculture. Avec la spécialisation, ce lien a eu tendance à s’estomper dans les dernières années. On voit maintenant l’occasion de renforcer ces liens. Les deux activités sont facilement complémentaires, et peuvent aider des familles à demeurer dans les milieux ruraux, à y gagner leur vie, à avoir des retombées économiques.

Le deuxième lien sur lequel j’attirerais votre attention est celui de la ruralité/urbanité. De plus en plus, on remarque une évolution chez les propriétaires de forêts privées. Beaucoup de professionnels, de gens des milieux urbains font l’acquisition de propriétés forestières pour se rapprocher de la nature. Souvent, ils ne sont pas au courant de la réalité en milieu rural; ils ont des valeurs qui ne sont pas nécessairement celles de leur communauté d’accueil, par contre, ils ne sont pas étanches à ces valeurs. Avec des mesures intéressantes, ils vont s’intéresser à la mise en valeur, à la gestion active de leurs forêts, et avoir une meilleure compréhension de la réalité rurale. Ils peuvent être des ambassadeurs intéressants dans les milieux urbains pour faire connaître certaines réalités.

Gérard Szaraz, conseiller au développement stratégique, Fédération québécoise des coopératives forestières: Merci, madame la présidente, de permettre à la Fédération québécoise des coopératives forestières d’apporter son point de vue sur la pauvreté rurale.

Je vais m’en tenir à la feuille recto verso qui vous a été remise ce matin comme guide de présentation. Pour ce qui est de la mise en perspective, notre examen de la pauvreté se fait, appelons-le en amont des usines, c’est-à-dire à partir de la forêt l’où on retrouve des travailleurs qui exercent leur métier à la fois de récolte et d’aménagement forestier; des entreprises dont bien sûr les coopératives forestières et autres aménagistes, ainsi que les communautés forestières qui sont également très présentes dans le milieu forestier. Je vois la pauvreté rurale comme étant reliée au capital social et humain. Je rappelle que l’OCDE définit le capital humain comme étant les connaissances, les aptitudes, les compétences et les caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel; le capital social représente les réseaux et les normes, les valeurs, les convictions communes qui facilitent la coopération au sein de groupes et entre ces derniers. À l’ère du développement durable, on parle beaucoup de la dimension environnementale, de la dimension économique, mais la dimension du capital social humain est également importante.

seen as an erosion of this capital. When we talk about forestry cooperatives that are institutions that come from collective entrepreneurship, these are businesses that contribute to the fabric of social capital. People, workers, are potentially through their actions very significant players in strengthening this capital and in difficult situations, they can be affected.

The premise of my presentation is to say that forests will be healthy and productive to the degree that the people who work in them are healthy and productive. These same forests are an important source for local and regional development. That is the background.

A few words about forestry cooperatives: these are mainly forestry workers' cooperatives, workers who own their businesses and whose primary objective is to provide employment for their members. These companies are rooted in their communities. The oldest cooperatives are over 65 years old, are a product of the economic crisis of the 1930s, and were created in order to provide jobs to farmers. An analysis of the survival rate of cooperatives shows that they are much more deeply rooted than private-sector businesses. They have greater longevity. They contribute a great deal to regional development because the benefits are not paid out to an anonymous shareholder who often lives very far away. They provide salaries to people who live there, through the purchase of goods and services and the reinvestment of the capital produced by the workers. There are 41 members of the FQCF. This includes approximately 4,200 workers with sales last year of \$310 million. These cooperatives planted over 1 billion trees in Quebec over the last 20 years. They are responsible for over 50 per cent of the silviculture of public forests. They harvest approximately 15 per cent of the timber. Some are involved in processing, others have nurseries or work outside of the wood-production sector as such, in the harvesting of medicinal products, of mushrooms, et cetera.

I will set out in five points the current situation concerning problems in the Quebec forestry sector from the perspective of the forestry cooperatives. One very important component for the cooperatives is the ability of our forestry system to create forest values. The processing of wood in plants creates value; however, there are deficiencies insofar as the creation of values in the forest is concerned, whether it be in healthy and productive forests, in businesses, or in workers who are fully utilized in the creation of these forestry values. Why? This is partly because of the standardized products market, where more and more wood is sought at a lower and lower cost. We have a great deal of difficulty justifying quality forestry production in seeking new markets, when looking at volume alone. The forest remains because it has been developed or designed with the processing plant in mind and this is a cost to be reduced rather than a resource that we seek to maximize. Essentially in the current situation, no one, not the government nor the businesses have a framework that allows them to be interested or motivated in

La pauvreté peut donc être vue comme potentiellement une érosion de ce capital. Lorsqu'on parle de coopératives forestières qui sont des institutions issues de l'entrepreneuriat collectif, ce sont des entreprises qui contribuent au tissu du capital social. Les personnes, les travailleurs également, sont potentiellement, par leurs actions, des acteurs très importants pour renforcer ce capital et dans les situations difficiles, ils peuvent être affectés.

La prémisse de ma présentation est pour dire que les forêts seront en santé et productives, dans la mesure où les personnes qui y oeuvrent seront également en santé et productives. Ces mêmes forêts sont une source importante pour le développement local et régional. C'est la toile de fond.

Quelques mots sur les coopératives forestières, ce sont principalement des coopératives de travailleurs forestiers, propriétaires de leurs entreprises et qui ont pour but principal de fournir de l'emploi à ses membres. Ce sont des entreprises enracinées dans leur milieu. Les coopératives les plus vieilles ont plus de 65 ans, sont issues de la période de la crise économique des années 1930 pour fournir de l'emploi aux agriculteurs. Une analyse du taux de survie des coopératives montre que celles-ci sont beaucoup plus enracinées que les entreprises du secteur privé. Elles ont une longévité plus grande. Elles contribuent beaucoup au développement des régions puisque les bénéfices ne sont pas remis à un actionnaire anonyme situé bien souvent hors frontières. Elles fournissent des salaires aux personnes qui y vivent, en achats de biens et services locaux et en des réinvestissements du capital produit par les travailleurs. Il y a 41 coopératives forestières qui sont membres de la Fédération québécoise. Cela regroupe environ 4 200 travailleurs pour un chiffre d'affaires de 310 millions de dollars l'année dernière. Ces coopératives ont planté plus d'un milliard d'arbres au Québec au cours des 20 dernières années. Elles réalisent plus de 50 p. 100 des travaux d'aménagements forestiers en forêt publique. Elles récoltent environ 15 p. 100 du bois. Certaines sont impliquées dans la transformation, d'autres ont des pépinières ou agissent à l'extérieur du secteur de production de bois comme tel, dans les récoltes de produits médicinaux, des champignons, et cetera.

Je vous exposerai en cinq points la situation actuelle en regard de la problématique du secteur forestier québécois, du point de vue des coopératives forestières. Un élément très important pour les coopératives est la capacité de notre régime forestier à créer de la valeur en forêt. La transformation des bois en usine crée de la valeur, par contre, il y a des déficiences dans la création de la valeur en forêt, soit des forêts saines et productives, des entreprises, des travailleurs qui sont pleinement mis en valeur par cette création de valeur en forêt. Pourquoi? En partie par le marché de produits standardisés, où l'on recherche de plus en plus de bois à un coût de moins en moins élevé. On a beaucoup de difficulté à justifier une production de la qualité en sylviculture dans la recherche de marché, sur le plan des volumes essentiellement. Le bois reste puisqu'il est aménagé ou perçu à partir de l'usine de transformation et c'est un coût à minimiser plutôt qu'une ressource dont on cherche à maximiser les résultats. Essentially dans la situation actuelle, personne, ni le gouvernement, ni les entreprises n'ont un cadre qui leur permet

improving production. Therefore, if the forest creates no value, how can the people who live off it develop themselves? That is my first point.

The second point concerns making forestry developers responsible. Currently, we in Quebec as well as across Canada are living in a world where forestry developers are businesses that harvest the forest through subcontractors on a short-term basis. These are seasonal contracts. The accountability is on a very limited performance. There again, one might wonder how the workers and the businesses can develop their abilities if they can only function on a precarious, short-term basis.

The third point which we care a great deal about will be the economic benefits for the communities. In the 1940s, there were some 100,000 people working in the forests, on log driving, and mainly on harvesting. There are approximately 16,000 people working in this area today in Quebec. Mechanization, specialization and a longer work season have of course contributed to that, but nevertheless we can see there has been a significant decrease. For your information, over the last five years, there has been a 40 per cent decrease in labour in the forestry cooperatives. The Maniwaki region where hardwood thus been cut for a long time has experienced to this very great difficulty.

We talk a lot about the dependency of communities. Currently, the forestry communities — and I am taking this from a study done in British Columbia — are destabilized because of economic considerations, but also because of structural considerations within the forestry sector, due in part to the concentration and consolidation of the wood products industry. We could talk about the “Wal-Martization” of the forest as a result of the specialization and the dependency on the commodities markets, which demand more and more volume at lower and lower costs, as well as the control of the territory that is increasingly happening from a distance. Forestry decision-makers are moving further and further away from the forests, even beyond our frontiers, in government and big businesses. There again, how can we avoid a rural exodus and the decay of our communities with a forestry regime that takes these values into account? As far as having confidence in forestry management is concerned, you have had the opportunity through a previous study to see on a Canadian scale that the forestry practices and policies have been brought into disrepute. In terms of forestry culture, Quebec, Canada is a forest nation; but is the forest really at the heart of our cultures? Of course, this has a disastrous effect on the perception of forestry work. Every day we hear forestry workers telling their children not to work in the forest, because the work is difficult and is not socially valued. How then can we rebuild this trust?

My final point concerns the business model and industrial configuration. Currently, we have a single forestry management model that has been given to the forestry industry. We can see that the competitiveness of the industry is at stake. Worldwide trends ensure that we will have more and more difficulty doing so.

de s'intéresser ou d'être motivés à améliorer la production. Donc, si la forêt ne crée pas de valeur, comment peuvent se développer ceux qui en vivent? C'est mon premier point.

Le deuxième point concerne la responsabilisation des aménagistes. Présentement, nous vivons au Québec, et à l'échelle canadienne également, dans un mode où ceux qui aménagent la forêt, qui récoltent la forêt sont des entreprises qui sont à sous-traitance à court terme. Ce sont des contrats saisonniers. Les responsabilités sont celles d'exécution très limitée. Là aussi, on peut se demander comment les travailleurs et les entreprises peuvent développer leurs capacités si on évolue dans la précarité dans un horizon à très court terme.

Le troisième point qui nous tient à cœur, ce sont les retombées pour les communautés. Dans les années 1940, on parlait de 100 000 personnes qui travaillaient en forêt, à la drave, à la récolte principalement. Aujourd'hui au Québec, c'est environ 16 000 personnes. Bien sûr, la mécanisation, la spécialisation, la durée de travail plus longue contribuent beaucoup à cela, mais on voit qu'il y a quand même une diminution importante. Pour votre information, dans les cinq dernières années, il y a eu une diminution de 40 p. 100 de la main d'œuvre dans les coopératives forestières. La région de Maniwaki où la forêt feuillue a été longuement exploitée est témoin de cette très grande difficulté.

On parle beaucoup de dépendance de communautés. Présentement, les communautés forestières — je m'inspire d'un travail réalisé en Colombie-Britannique — sont déstabilisées en raison de considérations conjoncturelles, mais aussi à cause de considérations structurelles du secteur forestier, attribuables en partie à la concentration et la consolidation de l'industrie des produits du bois. On pourrait dire la « Wal-Martization » de la forêt en raison de la spécialisation et de la dépendance aux marchés de commodités, qui demandent de plus en plus de volume à des coûts de plus en plus bas, ainsi qu'un contrôle du territoire qui est réalisé de plus en plus à distance. Les décideurs de la forêt s'éloignent de plus en plus de la forêt, même à l'extérieur de nos frontières par le gouvernement et les grandes entreprises. Là aussi, comment éviter l'exode rural et la dévitalisation des communautés par un régime forestier qui tient compte de ces valeurs? En ce qui concerne la confiance en la gestion forestière, vous avez eu l'occasion, dans un examen précédent, de voir à l'échelle canadienne qu'il y a un discrédit des politiques et des pratiques forestières. Sur le plan de la culture forestière, le Québec, le Canada est un pays forestier, est-ce qu'on a vraiment la forêt au cœur de nos cultures? Bien sûr, cela a une conséquence désastreuse sur la valorisation du travail en forêt. On entend tous les jours les travailleurs forestiers dirent à leurs enfants d'éviter de travailler en forêt parce que, le travail est difficile et qu'il y a un discrédit sur le plan social. Comment alors établir un lien de confiance?

Mon dernier point est celui du modèle d'affaires et de la configuration industrielle. Présentement, on a un seul modèle de gestion forestière confié à l'industrie forestière. On voit que la compétitivité de cette industrie est mise en jeu. Les tendances mondiales font qu'on aura de plus en plus de difficultés à le faire.

We know that diversity is a good principle in nature to ensure the survival of species, but diversity is also good for our business and the way in which we manage the forest.

I will take a few minutes to talk to you about the forestry workers who are at the very heart of our concerns. We are talking about the people who plant the trees, who maintain the forest and who are mainly in charge of the harvesting. We can say that they are the final link in the chain between the market, the industry and the forest. Their front-line role includes a lot of risk transfer that they must assume, but not necessarily a share of the wealth. I must even emphasize that they are ignored. The Quebec government through the Ministry of Natural Resources published statistics two days ago concerning job losses in the forestry sector that amounted to 10,000 people, however they do not account for the people who work in the forest. Working conditions are often difficult, and annual income is very low. There has been no real growth in compensation. The work is difficult, often paid at a flat rate, according to production. For a senator who is well aware of the VO2 max or workload, forestry workers who work manually make an effort that is 78 per cent higher than those in the industrial sector. They would probably make very good hockey players, but we understand that forestry work is very difficult. The unemployed period for silviculture workers and manual cutters, that is to say 4,000 or 5,000 people, varies from 19 to 28 weeks; they are caught in an unemployment-work cycle, and a situation where the work periods are shorter and shorter. It is what we call the black hole, a longer and longer time period when employment insurance has been exhausted and the return to work has not yet been achieved.

The population is aging and newcomers are not in place. Registrations in professional training for forestry development have decreased by 40 per cent over the last six years.

In conclusion, future perspectives, as Bernard Derome would say, if present trends continue, are the following: plant closures, consolidation, job losses, and loss of communities. We know that currently in Abitibi, there are many forestry workers who are retraining in the mining and hydroelectric sectors. These are people who will not necessarily return to the sector. The vision of the forestry cooperatives however remains positive. We want to create added value in the forest to the benefit of the workers, communities, regional, provincial and national economies. The forest can be seen as a social project: healthy forests, industry vitality, use of the land and regional development, supporting workers and moving from harvesting to cultivation of the forest, where our forestry workers will truly be the gardeners of our heritage.

In three or four points, what can we do in the short term? The industry's competitiveness is a key point and we have to work to reduce the cost of wood; the consolidation of the industry is necessary, we recognize that. It will be difficult, but in order to be competitive, it must be done; adapting and modernizing the management plan and diversifying markets; attempting to get out

On sait que la diversité est un bon principe dans la nature pour assurer la subsistance des espèces, mais la diversité est aussi bonne pour nos affaires et de la façon dont on gère la forêt.

Je prends deux minutes pour vous parler des travailleurs forestiers qui sont quand même au cœur de nos préoccupations. On parle de gens qui plantent des arbres, qui entretiennent la forêt et qui sont principalement affectés à la récolte. On peut dire que c'est le dernier maillon de la chaîne entre le marché, l'industrie et la forêt. Leur rôle d'exécuteur comprend beaucoup de transferts de risques qui leur sont acheminés, mais pas nécessairement un partage de la richesse. Je dois même vous souligner qu'ils sont ignorés. Le gouvernement du Québec, par le ministère des Ressources naturelles, a émis, il y a deux jours, les statistiques quant aux pertes d'emplois dans le secteur forestier à l'échelle de 10 000 personnes, par contre on ne comptabilise pas les personnes qui travaillent en forêt. Les conditions de travail sont difficiles, et le revenu annuel est très bas. Il y a une absence de réelle évolution de la rémunération. Le travail est difficile, bien souvent rémunéré à forfait, selon la production. Pour un sénateur qui connaît bien le VO2 max ou la charge de travail, les travailleurs forestiers, ceux qui travaillent manuellement, font un effort de 78 p. 100 supérieur comparé à ceux du secteur industriel. Cela ferait probablement de très bons joueurs de hockey, mais on comprend que le métier forestier est très difficile. La période sans emploi des ouvriers sylvicoles et des abatteurs manuels, soit 4 000 ou 5 000 personnes, s'étend de 19 à 28 semaines; ils sont pris dans le cycle chômage-travail, et dans une situation où les périodes de travail sont de plus en plus courtes. C'est ce qu'on appelle le trou noir, la période de plus en plus longue où le chômage est épuisé et le retour au travail n'est pas encore réalisé.

Le vieillissement de la population et la relève ne sont pas au rendez-vous. Les inscriptions dans la formation professionnelle en aménagement forestier ont diminué de 40 p. 100 ces six dernières années.

En conclusion, les perspectives d'avenir, comme dirait Bernard Derome, si la tendance se maintient sont : fermetures d'usines, consolidation, pertes d'emplois, et perte des communautés. On sait qu'en Abitibi présentement, il y a beaucoup de travailleurs forestiers qui se recyclent dans le domaine des mines ou dans le secteur hydroélectrique. Ce ne sont pas des personnes qui vont nécessairement revenir dans le secteur. La vision des coopératives forestières est malgré tout positive. On veut créer plus de valeur en forêt au profit des travailleurs, des communautés, d'économies régionales, provinciales et nationales. La forêt peut être vue comme un projet de société : des forêts en santé, vitalité de l'industrie essentielle, une occupation du territoire et le développement des régions, la valorisation des travailleurs et le passage d'un mode de cueillette à la culture de la forêt où nos travailleurs forestiers seront vraiment les jardiniers de notre patrimoine.

En trois ou quatre points, que pourrait-on faire à court terme? La compétitivité de l'industrie est un élément central et il faut travailler à réduire le coût du bois; la consolidation de l'industrie, on le reconnaît, est nécessaire. Ce sera difficile, mais pour être compétitif, il faut le faire; adapter et moderniser le cadre de gestion et diversifier les marchés; tenter de se sortir de notre

of the infernal or unbearable commodities market cycle; making developers accountable, those that work in the forest; working on and improving social acceptance of forestry practices. We talk about climate change, and wood being a green product as compared to cement, steel or plastics. We have a lot of advertising to do on that side; finally, the management framework has to be brought closer to the ground, the making of certain decisions must be decentralized in order to counter the effect of headquarters that are farther and farther away from the forest, so that the people who actually live there can also participate in the making of these decisions.

Jeannot Beaulieu, as an individual: I thank you for giving me the opportunity to talk about what I call the great distress that the forestry regions of Quebec are currently experiencing.

First of all, I will introduce myself as a maple and forestry producer. We run a maple stand of 23,000 taps and we cultivate 940 hectares of forest. The business has existed since 1985. It employs three people full-time and two on a seasonal basis. I should say “employed,” because since the beginning of the forestry crisis, two of the full-time employees have had to go on employment insurance, and one of them had her claim rejected.

I can state that over the last 13 years, we were independent of employment insurance as we worked year round. I can assure you that this is not the norm in my region. I am a model of rural viability. One could consider that we are a model of rural viability because of our structure and our activities which are forestry cultivation and the production of maple syrup, but there are not many of us in Quebec who live off the forest in this way. I believe that forest tenure has to change in certain regions where the nearby public forest is easily accessible. Having been a tenant farmer, in the model forest of the Lower St. Lawrence for five years, I can tell you that the tenant farmer formula is viable, as an owner, but not as a renter — because the tenant farmers were renters on the territories.

So it would be feasible to put forestry workers on 1,000-hectare units so that they in turn can earn a living. It would be their responsibility to earn income by managing the forest and ensuring income for future years. In this fashion, large tracts of land, which are frequently over-exploited by industry, could be transformed into forest gardens where micro-forestry practices are used, to ensure that no wood substance is lost as a result of a large territory being managed by one manager. You would have proud people, with roots in the community. For subsequent generations, I believe that the future of the regions depends on sharing the wealth with the people who live there so that first of all, the land can be developed and we can develop the tremendous pride of woodlot owners who care for the forest on a daily basis, thereby providing for the future of our descendants.

Today I care for the forest myself, but primarily for my children, having the great privilege of working together with my son, passing on this passion over the years. But today, I can proudly say that I am doing this for my descendants because a few days ago I became a grandfather. I would like to even take this

cycle infernal ou vicieux du marché des commodités; responsabiliser les aménagistes, ceux qui travaillent en forêt; travailler une meilleure acceptation sociale des pratiques forestières. On parle des changements climatiques, le bois comme étant un produit vert par rapport au béton, l'acier et les plastiques. Il faut faire beaucoup de promotions de ce côté; finalement, il faut rapprocher le cadre de gestion du terrain, décentraliser certaines prises de décisions pour contrer l'effet des sièges sociaux qui s'éloignent de plus en plus de la forêt pour que les gens qui vivent de la forêt puissent également participer à leurs décisions.

Jeannot Beaulieu, à titre personnel : Je vous remercie de me donner l'occasion de m'exprimer sur ce que j'appelle la grande détresse que vivent présentement les régions forestières du Québec.

D'abord, je me présente comme un producteur acérico forestier. Nous exploitons une érablière de 23 000 entailles et nous cultivons 940 hectares de forêt. L'entreprise existe depuis 1985. Elle emploie trois personnes à temps plein et deux sur une base saisonnière. Je devrais plutôt dire « employait », car depuis le début de la crise forestière, deux des personnes à temps plein ont dû être mises au chômage, dont une qui a été refusée.

On peut dire que dans les 13 dernières années, nous avons été indépendants de l'assurance-emploi en travaillant tout au long de l'année. Je peux vous assurer que ce n'est pas fréquent dans ma région. Je suis un modèle de viabilité rurale. On peut considérer qu'on est un modèle de viabilité rurale par notre structure et nos activités qui sont la culture forestière et la production de sirop d'érable, mais nous sommes peu nombreux au Québec à vivre de la forêt de cette façon. Je crois que la tenure forestière devrait changer dans certaines régions où la forêt publique à proximité est facilement accessible. Pour avoir été métallé, sur la forêt modèle du Bas St-Laurent durant cinq années, je peux vous dire que la formule de métallage est viable, comme propriétaire, mais pas comme locataire — parce que les métalliers étaient locataires sur des territoires.

Donc, il serait possible d'installer des agriculteurs forestiers sur des unités de 1 000 hectares pour qu'ils puissent en vivre. Ce serait leur responsabilité de tirer un revenu en cultivant la forêt et s'assurer un revenu pour les années futures. De cette façon, de grands territoires, qui sont bien souvent surexploités par l'industrie, pourraient devenir des jardins forestiers où l'on y pratique de la micro foresterie, de façon à ce qu'aucune matière ligneuse ne se perde à cause du trop vaste territoire sous la gestion d'un seul gestionnaire. Vous auriez des gens fiers, enracinés dans le milieu. Pour des générations à venir, je crois que l'avenir des régions passe par le partage des richesses avec les gens du milieu pour les valoriser d'abord, et développer une grande fierté d'être propriétaires de forêts qu'on cultive chaque jour, et ce, en assurant l'avenir de nos descendants.

La forêt, je la cultive aujourd'hui pour moi, mais je la cultive surtout pour mes enfants, ayant le grand privilège d'y travailler avec mon fils, lui ayant transmis cette passion au fil des années. Mais aujourd'hui, je peux dire avec fierté que c'est pour mes descendants puisque je suis grand-père depuis quelques jours. Je

opportunity to circulate the photo of one of the wonders of the world because, in my opinion, a human being is the most marvellous wonder of the world.

We have to guarantee the future of the rural regions by giving the people who live there an opportunity to earn a living from the forest. In my opinion, managing the forest is a privilege that must be shared with many more people. I go to sleep every evening knowing that I have improved part of the land.

Caring for the forest is a passion for me, but it is first and foremost a profession.

Senator Segal: I would like to thank our three witnesses for their contribution to our research. Our committee is in the process of finding ways to make recommendations to the government in order to improve the plight of our rural regions in Canada, including the agriculture and the forestry sector. Mr. Dansereau, you referred to the property tax system in terms of taxation. If you had an opportunity to make a key recommendation to make a change that would help the members of your federation, what would your main suggestion to the federal government be?

Mr. Dansereau: My comment did not pertain to property taxes, but to income tax. The recommendation would be very simple. It would be to recognize that a woodlot owner, who has the forestry development plan for his property and implements it, be recognized as someone who has a reasonable hope of turning a profit, even if it is in the long term. Right now, the tax authorities can tell a taxpayer, "You're making significant investments, these are micro-business expenditures, but they are expenditures. Since you will not see any income until 30 or 40 years, we will not recognize this investment and you will not be able to deduct them from another source of income."

Senator Segal: Generally speaking, for small- or medium-sized businesses, not so much in the forestry sector but in the manufacturing sector, governments allow for some depreciation every year which provides some measure of flexibility in terms of cash assets. Are you looking for some way to ensure that forestry workers will have an opportunity to use this annual deduction?

Mr. Dansereau: The deductions are not necessarily annual. Indeed, what we are looking for is more certainty. If I, as a small woodlot owner, do some work, I declare a loss the year I do the work because I will not be getting any income until decades down the road. The tax department may recognize the loss for some years and then come back, four or five years later, and no longer recognize this expense and seek a significant reimbursement from the woodlot owner. This same individual, when he calculates his sales income for wood in 10, 20 or 30 years, will be taxed at the maximum rate because the income may be high, and he will not have benefited from the expense deduction. There is too much time between the expenses and the income. Inflation will depreciate the value of the expenses to the point that when the income is realized, the net income will be very significant and will be taxed. If it were possible to deduct income expenses from other sources, this would be a major incentive, and it would

vais même en profiter pour faire circuler la photo d'une des merveilles du monde parce que pour moi, je considère qu'un humain c'est la plus belle merveille du monde.

Il faut garantir l'avenir des régions rurales en donnant aux gens du milieu la possibilité de s'enrichir à partir de la forêt. Gérer la forêt pour moi est un privilège qui se doit d'être partagé avec beaucoup plus de gens. Je m'endors chaque soir en ayant l'assurance que j'ai amélioré une partie de la terre.

Cultiver la forêt pour moi, c'est une passion, mais c'est avant tout une profession.

Le sénateur Segal : Je veux remercier nos trois témoins de leur collaboration à notre recherche. Notre comité est en train de trouver une façon de faire des recommandations au gouvernement pour améliorer le sort des régions rurales au Canada, y compris l'agriculture et le secteur forestier. Monsieur Dansereau, vous avez cité le système de taxation foncière au niveau de la fiscalité. Si vous aviez l'occasion de faire une recommandation clé pour un changement afin d'aider les membres de votre fédération, quelle serait votre suggestion primordiale au fédéral?

M. Dansereau : Elle ne concernerait pas la taxation foncière, mais la taxation des revenus. Cette recommandation serait bien simple. Ce serait de reconnaître qu'un propriétaire forestier, qui détient un plan d'aménagement forestier pour sa propriété, et qui le met en œuvre, soit reconnu comme ayant un espoir raisonnable de profit, même si c'est à long terme. Actuellement, les autorités fiscales peuvent aller voir un contribuable et lui dire, « Vous faites des investissements importants, ce sont des dépenses micro entreprise, mais des dépenses. Mais comme vos revenus vont être dans 30 ans, 40 ans, on ne les reconnaît pas et vous ne pouvez les déduire d'un revenu d'une autre source. »

Le sénateur Segal : En général, pour les petites ou moyennes entreprises, pas tellement dans le monde forestier, mais dans l'industrie de manufacture, les gouvernements facilitent une certaine dépréciation chaque année qui donne une certaine liberté de caisse au point de vue d'argent en main. Est-ce ce qu'on chercherait un façon de faire pour donner aux forestiers l'occasion d'avoir cette déduction annuelle?

M. Dansereau : Les déductions ne sont pas nécessairement annuelles. En fait, ce qu'on recherche c'est de lever l'incertitude. Si je suis, moi, propriétaire d'une petite propriété, je fais des travaux, je déclare des pertes l'année de ces travaux parce que les revenus vont venir dans des décennies. Les autorités fiscales peuvent les reconnaître pendant un certain nombre d'années et revenir quatre ou cinq ans après et ne plus reconnaître ces dépenses et réclamer des remboursements importants au propriétaire. Ce même propriétaire quand il va calculer ses revenus de ventes de bois dans dix, 20 ou 30 ans, sera imposé au maximum parce que les revenus peuvent être importants, et il n'aura pas pu bénéficier de la déduction des dépenses. L'espace de temps entre les dépenses et le revenu est trop long. Le jeu de l'inflation va déprécier la valeur des dépenses si bien que quand les revenus vont se faire, les revenus nets seront très importants et seront imposés. Si on permettait la déduction des dépenses des

provide the woodlot owner with an opportunity to invest. Society will benefit from the future economic spin-offs, once the lumber gets into the production chain. The change is very simple to make.

Senator Segal: Mr. Szaraz, I would like to ask you a question about worker training. You discussed the problem of unemployment; when the economic cycle is down, many workers leave the forest and that creates a problem when the cycle bounces back. With respect to the training and programs available in CEGEPs, in forestry colleges, in your opinion, are we replacing our workers, creating a new generation, or is everything done on a very informal basis without any government involvement in preparing future forestry workers?

Mr. Szaraz: Yes, as far as forestry workers are concerned, although we do have well-established professional training programs at the college level, and university technician training, I think that the situation is changing. Values are changing and programs must be better adapted. Businesses, such as the cooperatives, often realize that young people who are prepared for physical work in the forest study in an artificial bubble, and when it is time to actually work in the field, it is very difficult. We know that the work is paid at a set rate. You get so much per hectare, so much per cubic metre. A person who begins and who is not very productive has high costs and is unsuccessful.

In think that it is important to promote coop business internships; I am not talking about forestry cooperatives, but rather a cooperative formula between the training institutions and the businesses to enable people to gradually acquire on-the-job skills.

The Lower St. Lawrence area has had some interesting experiences in mixed compensation to enable people to start with a base salary and then gradually work up to payment based on performance.

There is another very important aspect, still in its infancy, but important, and that is to develop a wide-range of skills. Certain forestry work is done in a particular season. We are dealing with cultural barriers. A logger has a very different personality from a tree planter. We need to what I would call professionalize forest trades, equip people so that they are more versatile. Increasingly, in the forestry sector, we are getting past this notion of viewing the forest simply as a pile of wood, so to speak; now we see it as an area for recreation, tourism, wildlife. So tomorrow's forester will be an individual who can cover all of these features. With multidisciplinary training, this person will be able to do something else when one part of the sector is experiencing difficulties.

Senator Segal: Mr. Beaulieu, first of all I would like to congratulate you on the new arrival in your family.

revenus d'autres sources, ce serait une mesure incitative majeure, et une possibilité d'investir au propriétaire. La société en bénéficiera par les retombées économiques futures, lorsque le bois produit entrera dans la chaîne de production. Le changement est très simple à faire.

Le sénateur Segal : Monsieur Szaraz, je veux vous poser une question sur la formation des travailleurs. Vous avez parlé du problème de chômage, quand le cycle économique est réduit, beaucoup de travailleurs vont quitter la forêt et cela crée un problème quand le cycle revient. Du point de vue de la formation et des programmes qui sont disponibles dans les cégeps, dans les collèges d'agriculture forestière, est-ce que, à votre avis, on est en train de remplacer nos travailleurs, de créer une nouvelle génération ou est-ce que ceci reste quelque chose de très informel sans aucune implication gouvernementale dans la préparation des gens de la foresterie pour l'avenir?

M. Szaraz : Oui, que ce soit pour des travailleurs forestiers, bien qu'il existe des programmes bien établis de formation professionnelle au niveau collégial, de formation de techniciens au niveau universitaire, je pense que la situation change. Les valeurs changent et les programmes doivent être mieux adaptés. Du point de vue des entreprises, par exemple, comme les coopératives, souvent on se rend compte que les jeunes qui sont préparés pour le travail manuel en forêt, étudient dans une bulle artificielle et lorsque le test du terrain arrive, c'est très dur. On sait que le travail est rémunéré à forfait, tant par hectare, tant par mètre cube. La personne qui commence et qui n'est pas très productive, a des coûts très élevés et ne réussit pas.

Je pense que c'est important de favoriser des stages en entreprises, une formule coopérative, pas coopérative forestière, mais entre le milieu de la formation et les entreprises pour amener les gens graduellement à acquérir les métiers sur le terrain.

On peut voir dans le Bas Saint-Laurent des expériences intéressantes de rémunération mixte pour amener les gens à avoir une base de départ puis graduellement aller vers un paiement au rendement.

Il y a un autre aspect qui est très important, on le commence à peine, mais il est important, c'est de développer la polyvalence des métiers. Il y a certains travaux forestiers qui se font dans une saison particulière. On fait face à des barrières culturelles. Quelqu'un qui est bûcheron ou quelqu'un qui plante des arbres, c'est deux personnalités bien différentes. Il faut amener de plus en plus, ce que j'appellerais la professionnalisation des métiers en forêt, à doter les gens d'une plus grande polyvalence. De plus en plus dans le secteur forestier, on parle que cela dépasse la notion de tas de bois, pour utiliser cette expression, mais c'est aussi un milieu récréotouristique; c'est la faune. Alors, on peut imaginer que notre forestier de demain sera une personne qui pourra toucher à tous ces aspects. Avec une formation multidisciplinaire, elle sera capable, lorsqu'une partie du secteur est en difficulté, de faire autre chose.

Le sénateur Segal : Monsieur Beaulieu, félicitations premièrement pour la nouvelle arrivée dans votre famille.

If a young girl or boy is interested in the forestry sector and wants to get involved, asks you for advice, says, "I am young, I am very interested in forestry. I am going to move to a region where there is forestry and I am going to start out myself," what advice would you give to this young man, to this young girl, so that they could be successful in the industry?

Mr. Beaulieu: Under the current circumstances, for someone who wants to purchase a woodlot and derive an income from it, it is practically impossible given the value of forest properties. Even if the forestry properties have this value, I think that there should be some specific programs for forest investment. Indeed, I put this question to the Financière agricole du Québec, I asked how long a managed forest, such as the ones we manage in our region, lasts. I was told that the forest would last forever. So then I asked them why they only wanted to finance it over one generation. I think that we need to have programs that would help people finance these properties for more than one generation, and after, we need to make it easier to transfer these properties from one generation to the next, not just to our descendants. We would also transfer part of the debt which is, in my opinion, much more attractive for those who are there right now and even for the descendants because they will have an interest in keeping it.

It is not easy. For a young person who wants to get started, this is where sharing the wealth comes into play. All of the public forests around our municipalities are easily accessible. If you want to use my example, you would hire five individuals. If you had 10 like me in my municipality, you would hire 50 individuals. Not many people are left. It would be a bigger employer than the sawmill.

Senator Segal: If we use the example of Canada Mortgage, which, along with the banks, finances the purchase of houses for young people with mortgages over 25 or 30 years, we need an instrument to help young people starting out in the forestry sector by providing them with a manageable funding period.

Mr. Beaulieu: Exactly, a new program, which would be tailored to forestry production. The farmer who has made a mistake today by planting his seeds can recover next year. But in forestry, you do not have that option. You have to be sure that you are making the right decision because the results will be visible in 15 years.

[English]

Senator Mahovlich: Has this area been affected by the softwood lumber deal that was set a year ago, and if it has, were you involved?

Mr. Dansereau: I will try to give an answer. Unfortunately, we are not from this area of Quebec. I represent private forest owners across the province.

I would say that the entire Quebec forest industry has been hit hard by the softwood lumber dispute. Even the hardwood industry has been hit because in our forests in most instances, the

Si une jeune fille ou un jeune garçon s'intéresse à l'industrie forestière, veut s'impliquer, vous demande conseil, vous dit, « Je suis jeune, je suis bien intéressé dans le monde forestier. Je m'en vais dans une région forestière et je veux commencer moi-même » quel conseil donneriez-vous à ce jeune homme, à cette jeune fille, pour se préparer à réussir dans l'industrie?

M. Beaulieu : On peut dire, que dans le contexte actuel, quelqu'un qui voudrait acquérir de la forêt pour en vivre, c'est pratiquement impossible par rapport à la valeur des propriétés forestières. Même si les propriétés forestières ont cette valeur, je pense qu'il devrait y avoir des programmes spécifiques pour investir en forêt. Je posais justement la question à la financière agricole du Québec, combien de temps ça dure une forêt aménagée ou cultivée comme on la cultive chez nous. On me disait que ça durait tout le temps. Alors, je dis pourquoi on s'obstinerait à vouloir la financer sur une génération. Je pense qu'il faudrait des programmes qui aideraient à financer, pour plus d'une génération, ces propriétés et après, faciliter le transfert de génération en génération, pas juste à nos descendants. On transférerait aussi une partie de la dette ce qui, à mon avis, serait beaucoup plus intéressant pour ceux qui sont là présentement et même pour les descendants parce qu'ils vont quand même avoir un intérêt à la garder.

Ce n'est pas facile. Pour un jeune qui veut venir s'installer, c'est de là que je vois un partage de la richesse. Toutes les forêts publiques autour de nos municipalités sont facilement accessibles. Si on prend mon exemple, on engage cinq personnes. Si on en mettait dix comme moi dans ma municipalité, on engagerait 50 personnes. Il ne reste plus grand monde. Ce serait un employeur plus important que l'usine de sciage.

Le sénateur Segal : Si on fait référence à l'exemple de l'Hypothèque centrale du Canada, qui finance l'acquisition des maisons des jeunes avec des banquiers sur 25 ou 30 ans, il faut avoir un instrument pour aider les jeunes à commencer leur vie dans le monde forestier avec une période de financement facile à gérer.

M. Beaulieu : Exactement, un nouveau programme, qui serait vraiment axé sur la production forestière. L'agriculteur qui fait une erreur aujourd'hui en plantant sa semence, l'année prochaine, il peut se reprendre. Mais en foresterie, tu ne peux pas le faire. Il faut que tu t'assures de prendre la bonne décision parce que les résultats seront visibles dans 15 ans.

[Traduction]

Le sénateur Mahovlich : Est-ce que cette région a été touchée par l'accord sur le bois d'œuvre conclu il y a un an, et dans l'affirmative, y avez-vous participé?

M. Dansereau : Je vais essayer de vous répondre. Malheureusement, nous ne venons pas de cette région du Québec. Je représente les propriétaires forestiers privés partout au Québec.

Je dirais que tout le secteur forestier québécois a été durement touché par le conflit du bois d'œuvre. Même le secteur du bois franc a été affecté parce que, dans la plupart des cas les

people who go in the woods have to harvest both hardwoods and softwoods. If the market goes drops in one type of wood, the other one has some difficulty.

The industry here in the Outaouais region has been one of the hardest hit in the province. Both the softwood and the hardwood industry, which is very important here, have experienced very severe problems.

One important reason why the hardwood industry is suffering is that the high quality of hardwood that the industry needs is getting rare. We have not invested enough in cultivating the forests; this is an error made in the past. It is something that should be addressed.

Senator Mahovlich: Is that a province-wide problem?

Mr. Dansereau: The problem is not just here; I would not be surprised to see the same problems across the country. It is clear that we have not invested enough. We have to go further and further away to get the wood. We have to go up North. The wood has not grown fast enough and the quality is not high enough.

Senator Mahovlich: It takes more time to cultivate hardwood than softwood.

Mr. Dansereau: Yes, hardwood takes a lot longer.

Senator Mahovlich: You were saying there are fewer and fewer people involved in lumbering and milling forests. Do you see corporations taking over the small wood lots similar to what is happening in Alberta and the West where corporations are taking over farmland? It seems that more and more corporations are buying up all the hectares for farmland. Is that happening in the forestry industry here in Quebec?

Mr. Szaraz: Yes, I think there is a major trend if we look at the production of commodities for markets where the price is set and you have to be a cost leader. One solution that is always seen as the magic solution is to consolidate and become larger. That is why I called it the "Wal-Martization" of the forests. We have this major trend taking place.

In addition, we have other products and this is where we have to be proactive. We have small-scale industries that have identified some interesting niches of specific products and they can be competitive. I think they are part of the solution for the future.

We have the two dimensions. We also have a competition between the two dimensions. Presently, it is the largest companies that are controlling management, but we hope that those smaller-scale operations will develop.

travailleurs forestiers chez nous coupent à la fois le bois franc et le bois d'œuvre. Si la demande pour un type de bois baisse, l'autre type s'en ressent.

L'industrie ici dans l'Outaouais a été l'une des plus durement touchées dans la province. Le secteur du bois d'oeuvre et celui du bois franc, qui est très important ici, ont tous les deux connu de graves problèmes.

Une raison importante qui explique les difficultés que connaît le secteur du bois franc, c'est que le bois franc de haute qualité recherché par l'industrie se fait de plus en plus rare. Nous n'avons pas investi suffisamment dans le reboisement; c'est une erreur du passé qu'il faut corriger.

Le sénateur Mahovlich : S'agit-il d'un problème à l'échelle provinciale?

M. Dansereau : Le problème n'est pas unique à cette région; je ne serais pas étonné d'apprendre que les mêmes problèmes existent partout au pays. Il est évident que nous n'avons pas investi de façon adéquate. Il faut couvrir des distances de plus en plus grandes pour trouver du bois à abattre. Nous devons nous rendre dans le Nord. Les arbres n'ont pas poussé assez vite et la qualité n'est pas assez élevée.

Le sénateur Mahovlich : Il faut plus longtemps pour faire pousser des arbres de bois franc que des arbres de bois résineux.

M. Dansereau : Effectivement, le bois franc prend beaucoup plus de temps.

Le sénateur Mahovlich : Vous disiez donc qu'il y a de moins en moins de travailleurs qui participent à l'exploitation forestière et aux activités de sciage. À votre avis, est-ce que les grandes sociétés s'emparent des petits boisés, comme on le voit en Alberta et dans l'Ouest, où les grandes sociétés mettent la main sur les terres agricoles? Il me semble que de plus en plus de grandes sociétés achètent toutes les terres agricoles. Est-ce que la même chose se produit ici, au Québec, dans le secteur forestier?

M. Szaraz : Oui, je crois qu'il s'agit d'une tendance importante si l'on considère la production des denrées pour les marchés où le prix est établi et où on doit offrir les coûts les plus faibles. Une solution, toujours perçue comme la solution magique, c'est la fusion et l'expansion. C'est pourquoi j'ai parlé de la « Wal-Martization » des forêts. C'est une tendance importante qui se manifeste.

De plus, nous avons d'autres produits et nous devons nous montrer proactifs à leur égard. Nous avons des industries de petites dimensions qui ont identifié des créneaux intéressants pour des produits précis. Ces industries peuvent être concurrentielles. D'après moi, elles représentent en partie la solution de demain.

Il y a donc deux volets qui se font également concurrence. À l'heure actuelle, ce sont les grandes entreprises qui ont la mainmise sur la gestion, mais nous espérons que ces exploitations à petite échelle vont se développer.

Senator Mahovlich: Do you feel that individual owners are more responsible than corporations in replenishing the forests? Some corporations, I understand, are very concerned about our forests and do a fairly good job.

Mr. Szaraz: Yes. We can see that through the certification process. It is also a matter of marketing, being good corporate citizens. We have good examples. It also depends on the context or the policy obligations they must follow.

There is room to move. What we would like to see is the people who are most progressive and most active gain more acceptance and more place and that their solution be taken up by others. In the present conflict and difficult situation, it seems that the larger competitors have a bigger share and a bigger say in the solutions to those problems.

Mr. Dansereau: Some of the best managed lands in Canada are owned by industry, by companies, but you probably will find that the land belongs to them. The same companies acting on private lands and public lands might have different ways of doing business.

I point that out because if the land is privately owned the owner has a vested interest in making it productive. If the conditions are there — and Mr. Beaulieu is a fine example of this — to allow him to make a living out of it, he will manage his land to keep it in good shape for his grandchildren. He will only go there and do bad operations if he is forced to buy in the market conditions and even then, knowing the man, I do not think he would do that, but some people might have to, especially when they have payments to make. They will go into the woods, harvest, and make it themselves. Private ownership is certainly a fact in pushing people to good management.

Senator Mahovlich: Mr. Beaulieu, you are a maple grower. How is the maple syrup industry these days? I know the prices have increased because I buy maple syrup. Is there plenty of maple syrup available?

[Translation]

Mr. Beaulieu: I would say that the maple syrup industry has, over the past five years, made very significant progress as far as its organization is concerned. A sales agency was established five years ago, along with a quota system for controlling production because we had an inventory of 60 million pounds of syrup, which is viewed today as a syrup reserve. We are always dealing with nature and sometimes we do not understand why nature does what it does. This year, for instance, we had a very small production in certain regions, the temperature was hovering too close to the freezing point, with the result that we produced 15 million pounds less than our 70 million pound production in Quebec. That dipped into our syrup reserve. However, that did enable development to occur. Other producers are going to want to set up shop and increase our production to 100 per cent because we were limited to 75 per cent of our capacity. However, I would say that this is a sector that has evolved tremendously over the past five years.

Le sénateur Mahovlich : Lorsqu'il s'agit de reboiser les forêts, croyez-vous que les propriétaires privés sont plus responsables que les grandes sociétés? Si j'ai bien compris, certaines grandes sociétés se préoccupent beaucoup de nos forêts et font du bon travail.

M. Szaraz : Oui. Le processus d'accréditation en témoigne. C'est également une question de marketing, en montrant que l'on agit de façon socialement responsable. Nous avons de bons exemples. Cela dépend également du contexte ou des obligations de la politique qu'elles doivent suivre.

Une certaine latitude existe. Nous aimerions que les gens les plus progressistes et les plus actifs, se taillent une plus grande place et se voient acceptés davantage pour que d'autres leur emboîtent le pas. Dans le contexte de conflit actuel, il me semble que ce sont surtout les gros concurrents qui jouent un rôle primordial dans la solution de ces problèmes.

M. Dansereau : Certaines des terres les mieux gérées au Canada appartiennent à l'industrie, aux entreprises, mais vous constaterez sans doute que ces terres leur appartiennent. Ces mêmes entreprises, si elles exploitent des terres privées et publiques, pourraient se comporter d'une toute autre façon.

Je vous le signale parce qu'il est dans l'intérêt d'un propriétaire de boisé privé de s'assurer du bon rendement de sa terre. Si les bonnes conditions existent — et M. Beaulieu en est un bon exemple — pour lui permettre d'en tirer un revenu, il va prendre bien soin de sa terre pour que ses petits-enfants puissent en profiter. Il exploitera sa forêt de mauvaise façon seulement s'il est contraint de le faire à cause du marché et, même alors, je ne pense pas qu'il le ferait, mais certains seraient obligés de se comporter ainsi, surtout s'ils doivent payer des traites. La propriété privée est certes un facteur qui encourage les gens à pratiquer une bonne gestion.

Le sénateur Mahovlich : Monsieur Beaulieu, vous êtes acériculteur. Comment se porte l'industrie acéricole ces jours-ci? Je sais que les prix ont monté parce que j'achète du sirop d'érable. Y a-t-il une bonne réserve de sirop d'érable?

[Français]

M. Beaulieu : On pourrait dire que l'industrie acéricole dans les cinq dernières années a fait, dans l'organisation, de très grands progrès. On a installé une agence de vente il y a cinq ans après un système de contingentement pour contrôler la production parce qu'on avait 60 millions de livres de sirop en inventaire, ce que l'on considère aujourd'hui comme une réserve de sirop. On fait toujours affaire avec la nature et parfois la nature a des raisons qu'on ne comprend pas. Entre autres, cette année, avec une production vraiment petite pour certaines régions, une température trop près du point de congélation, cela a fait qu'on a produit 15 millions de livres de moins sur une production de 70 millions de livres au Québec. Cela vient gruger une réserve de sirop. Par contre, cela permettra le développement. D'autres producteurs vont pouvoir s'installer et augmenter notre production à 100 p. 100, parce qu'on était limité à 75 p. 100 de notre capacité. Par contre, je dirais que c'est une production qui a beaucoup évolué dans les cinq dernières années.

Senator Lavigne: Thank you for coming here and providing us with your comments on ways to improve the forestry worker sector.

Mr. Dansereau said that the government should change the way allocations are made with respect to logging so as to give people a better way to declare expenses when filing taxes, making it possible for them to perhaps derive more adequate income from the wood harvested. When you replant, do you replant all of the land? How much does replanting cost?

Mr. Beaulieu: Currently replanting is included in the regular development program. That means that it does not cost the owner anything to replant the forest.

Senator Lavigne: It is the government that pays.

Mr. Beaulieu: It is the government that pays.

Senator Lavigne: The provincial or federal government?

Mr. Beaulieu: The provincial government.

Senator Lavigne: Is this done in cooperation with the federal government or is this done by the provincial government alone?

Mr. Beaulieu: That is a good question. Perhaps Jean-Pierre can answer. But no, I think that it is the provincial government.

Mr. Dansereau: It is only the provincial government. The federal government withdrew in 1995, I believe, from the federal-provincial agreements that made it possible to fund such programs. Moreover, that caused quite a problem. There was a significant shortcoming. The federal government used to pay 50 per cent of the cost of these programs.

I would add something else. When I talked about allocation, I was referring to small woodlots. An average owner has, generally speaking, 40 hectares. For someone like Mr. Beaulieu, who owns several hundred if not thousands of hectares, a distinction must be made. For someone like him, the most attractive tax measure would no doubt be to remove Quebec's logging tax. That would release him from certain administrative obligations.

Senator Lavigne: Is this a Government of Canada or Government of Quebec logging tax?

Mr. Dansereau: This tax is levied by the Government of Quebec, but it is a mechanism established in agreement with the Government of Canada for transfer of funds.

I must confess that I would appreciate it if you could help us understand where this comes from and why. When we ask provincial officials, they find it difficult to find out why this tax was created. The data provided to us talks about some \$20 million in revenue for the Government of Quebec, which needs to be clarified. It is really a mechanism which transfers money from the federal government to the provincial government, which comes along with administrative costs, declaratory obligations and ridiculous forms that operators have to fill out with respect to their gains.

Le sénateur Lavigne : Merci d'être ici, de venir nous faire part de vos commentaires sur les possibilités d'améliorations dans le milieu des producteurs forestiers.

M. Dansereau disait que le gouvernement devrait s'impliquer dans l'étalement de la coupe du bois pour permettre à la personne de mieux mettre ses dépenses sur les impôts et d'avoir des revenus peut-être plus adéquats de sa coupe de bois. Quand vous reboisez, est-ce que vous reboisez tout le terrain? Combien coûte le reboisement?

M. Beaulieu : Le reboisement présentement est inclus à l'intérieur du programme d'aménagement régulier. Ce qui veut dire que cela ne coûte rien au propriétaire pour reboiser sa forêt.

Le sénateur Lavigne : C'est le gouvernement qui paie.

M. Beaulieu : C'est le gouvernement qui paie.

Le sénateur Lavigne : Est-ce le gouvernement provincial ou fédéral?

M. Beaulieu : C'est le gouvernement provincial.

Le sénateur Lavigne : Est-ce en coopération avec le fédéral ou seulement le provincial?

M. Beaulieu : C'est une bonne question. Peut-être que Jean-Pierre peut répondre. Mais non, je pense que c'est le gouvernement provincial.

M. Dansereau : C'est seulement le gouvernement provincial. Le gouvernement fédéral s'est retiré en 1995, je crois, des ententes fédérales/provinciales qui permettaient de financer ces programmes. Cela avait d'ailleurs causé tout un problème. Il y avait un manque à gagner important. Le gouvernement fédéral payait 50 p. 100 des coûts des programmes.

Je rajouterais un élément. Quand je parlais d'étalement, je faisais référence à la petite propriété forestière. Un propriétaire moyen, en général, a 40 hectares. Pour un entrepreneur comme M. Beaulieu, qui possède plusieurs centaines sinon des milliers d'hectares, il y a une distinction à faire. Probablement que pour lui, la mesure la plus intéressante du point de vue fiscal serait d'enlever la taxe sur les opérations forestières au Québec. Ce qui le libérerait de certaines obligations administratives.

Le sénateur Lavigne : Est-ce que c'est une taxe d'opération du gouvernement du Canada ou du gouvernement du Québec?

M. Dansereau : C'est une taxe du gouvernement du Québec, mais qui est un mécanisme établi en accord avec le gouvernement du Canada pour un transfert de fonds.

Je vous avoue que si vous pouviez nous aider à comprendre d'où ça vient et pourquoi. Quand on interroge les responsables au provincial, ils ont de la difficulté à retrouver les justifications de la mise en place de cette taxe. Les données qu'on nous a fournies parlent d'une vingtaine de millions de dollars en revenus pour le gouvernement du Québec, ce serait à clarifier. C'est carrément un mécanisme, qui transfère de l'argent du fédéral au provincial, qui demande des coûts administratifs, des obligations de déclarations et de remplir des formulaires pour les opérateurs qui sont ridicules en regard des gains qui sont faits.

Senator Lavigne: With respect to taxes, the GST, the QST, can they be recovered after the GST?

Mr. Dansereau: It really is a special tax.

Senator Lavigne: So you do not get the taxes back, the GST or other taxes?

Mr. Beaulieu: Yes, I pay just like any other registered businessman.

Senator Lavigne: Mr. Beaulieu, how many hectares of forest land do you own?

Mr. Beaulieu: My maple grove has about 75 hectares of production. All of the land is forested.

Senator Lavigne: With private businesses like yours, is your wood all exported or used here?

Mr. Beaulieu: The wood supplies the local sawmills, either as lumber or pulpwood.

Senator Lavigne: Earlier, Mr. Dansereau, you were saying that the U.S. tax had had an impact on the mills. Have they affected you a great deal, or not very much? I have been told that the wood is not coming to the mills here. Are the mills exporting the wood outside?

Mr. Dansereau: That has had an impact on the Quebec forestry sector because our processed goods are, for the most part, exported to the United States. Quebec is a province that, first and foremost, produces, as Mr. Szaraz said, commodity goods, 2 X 4s and paper made to a large extent from our softwood lumber. So the sawmill industry probably exports 70 per cent of its production to the United States. The impact for those of us in the private woodlot sector is that our industry is less competitive. It is more fragile. It cannot offer such attractive prices. So the wood producers are facing buyers who are exerting pressure to reduce prices to decrease their supply costs. The problem at the border therefore becomes the problem of the resource producers.

Senator Lavigne: If I understood correctly, your recommendations focus much more on taxing production and training people who will be working in the forestry sector. That means federal employment insurance programs that enable business to have government participation in paying people who are being trained, foresters or people who have forests to manage. I think that that was more or less what you were recommending?

Mr. Szaraz: Yes. I would add the forestry policy framework, the Quebec forestry system. This could also be applied to Ontario. There have been many changes made over the past few years in British Columbia. We must ensure that the framework has a facilitating feature. Currently, as far as our forestry workers are concerned, even if they do have access to land, in the public forest, for instance, and even in the private forest, the standards have become so restrictive that, as forestry professionals, we find it very difficult to be flexible. It is as though you are asking a baker to make the recipe using such and such an ingredient and there is absolutely no flexibility to make an evaluation. Increasingly we talk about having a management system that would enable us to

Le sénateur Lavigne : Au niveau des taxes, la TPS, TVQ, peuvent-ils les récupérer après la TPS?

M. Dansereau : C'est vraiment une taxe spéciale.

Le sénateur Lavigne : Vous ne récupérez pas de taxes, la TPS ou autres taxes?

M. Beaulieu : Oui, je paie comme n'importe quel entrepreneur inscrit.

Le sénateur Lavigne : Monsieur Beaulieu, combien d'hectares de terres forestières possédez-vous?

M. Beaulieu : L'érablière représente à peu près 75 hectares en production. La balance, ce sont toutes des terres forestières.

Le sénateur Lavigne : Des entreprises privées comme la vôtre, est-ce que votre bois est entièrement exporté ou votre bois est utilisé ici?

M. Beaulieu : Le bois sert à approvisionner les usines locales de sciage, soit de bois de sciage ou de bois à pâte.

Le sénateur Lavigne : Tantôt, monsieur Dansereau, vous disiez que les taxations des États-Unis avaient affecté les usines. Cela vous a-t-il affecté beaucoup ou pas beaucoup? On me dit que le bois s'en va dans les usines d'ici. Ce sont les usines qui exportent à l'externe?

M. Dansereau : Cela a affecté l'industrie forestière québécoise parce que notre industrie de produits transformés exporte majoritairement aux États-Unis. Le Québec est une province qui produit d'abord et avant tout, comme l'a dit M. Szaraz, des produits de commodités, des 2 X 4 et le papier fait en grande partie à partir de bois résineux. Alors, l'industrie du sciage exporte probablement 70 p. 100 de sa production aux États-Unis. Pour nous de la forêt privée, l'impact, c'est que cette industrie est moins compétitive. Elle est fragilisée. Elle peut offrir des prix moins intéressants. Donc, les producteurs de bois font face à des acheteurs qui mettent des pressions pour réduire les prix afin de diminuer leurs coûts d'approvisionnement. Le problème à la frontière devient le problème des producteurs à la ressource.

Le sénateur Lavigne : Si j'ai bien compris, vos recommandations concernent beaucoup plus la taxation de la production des institutions et la formation des gens qui vont travailler en foresterie. Ceci veut dire des programmes fédéraux de l'assurance-emploi pour permettre à l'entreprise d'avoir une participation du gouvernement dans la paie des gens en formation, des forestiers ou des gens qui ont des forêts à exploiter. Je pense que c'est un peu ça?

M. Szaraz : Oui. J'ajouterais le cadre des politiques forestières, le régime forestier québécois, on peut l'appliquer également à l'Ontario. En Colombie-Britannique, il y a eu beaucoup de changements ces dernières années. Il faudrait s'assurer que le cadre soit un cadre facilitant. Présentement, pour les travailleurs forestiers, même s'ils ont accès au territoire, en forêt publique, par exemple, et même en forêt privée, les normes sont devenues tellement contraignantes qu'on a, comme professionnel de la forêt, beaucoup de difficulté à exercer la latitude. Ce serait comme demander à un boulanger qu'il fasse la recette avec tel ingrédient et il n'y a aucune marge de manœuvre d'évaluée là-dessus. On parle de plus en plus d'avoir un système de gestion qui nous

be evaluated on objective-based results rather than on the means. We would like to see a forestry system that is more flexible as far as that is concerned, for those working in the forest, a policy framework that will enable us to demonstrate professionalism, see how things will unfold over the long run as well. Right now, the contracts are awarded on an annual basis. A business that does not even know in May how many people it is going to hire in June just about turns into a placement agency. The business has very little ability to say "I am going to develop over five years, I am investing in equipment, in training." We have to leave this yoke behind as it has an impact on everything.

Senator Harb: Thank you very much for your presentation. The committee is studying rural poverty across Canada. My colleagues and I are also interested in knowing the percentage of people in your sector who live below the poverty line and we also would like to know what type of provincial or federal action is needed.

Mr. Szaraz: I did not provide you with one figure. We recently studied forestry workers. We compiled data; 21 per cent of the forestry workers earn an annual income of less than \$20,000 per year. That is a measurement of their precarious income. Often this income is deductible because of the numerous costs. Forestry work is often carried out in quite remote areas, so the individuals have to pay for travel costs, the vehicle, et cetera. Indeed, only 70 per cent of forestry workers earn more than \$40,000.

Poverty can be viewed in absolute terms based on figures, but it can also be viewed in a more relative manner, in terms of erosion. We have seen that over the past 15 years, the people who harvest the wood in the forest, in many cases, own expensive equipment and, generally speaking, a certain amount of wealth has been created in the sector, but in their case, their income has been stagnating for 15 years. Perhaps they are not poor today, but they are not earning more than they did 15 years ago. We have also seen, in the forestry sector, a segmentation of the labour market. If we compare the salaries of those working in the mills to those working in the forest, we can see that over the past 20 or 30 years, those on the processing side, where we say that the real wealth is created, have seen their salaries improve. However, for those working in the forest, there has been no mechanism enabling this wealth to be shared. So we certainly do talk about impoverishment rather than poverty.

Senator Harb: When the federal government discussed matters with the Americans and struck an agreement with them, industry made a great deal of noise, and this was industry in Western Canada and in Eastern Canada, including Quebec. Nevertheless, right now we do not see many people saying that the agreement has been positive, negative or neutral. I would like to know how you have reacted to this accord, and what impact it has had on your members in the private or public sectors.

permet d'être évalués sur les résultats produits sur des objectifs plutôt que sur les moyens. Si on réussissait à avoir un régime forestier plus facilitant de ce côté, pour ceux qui travaillent en forêt, un cadre de politiques permettrait d'exprimer leur professionnalisme, pouvoir se projeter dans la durée également. Présentement, les contrats sont annuels. Une entreprise qui ne sait même pas au mois de mai combien de personnes elle va engager pour le mois de juin devient pratiquement une agence de placement. Elle a très peu de capacité de dire « je me développe sur cinq ans, j'investis dans de l'équipement, dans de la formation ». C'est sortir un peu de ce carcan qui a des incidences sur tout.

Le sénateur Harb : Merci beaucoup pour votre présentation. Le comité est en train d'étudier la pauvreté rurale à travers le Canada. Cela m'intéresserait, et mes collègues aussi, de connaître le pourcentage de gens dans votre industrie qui vivent sous le seuil de la pauvreté et les besoins d'intervention soit provinciale ou fédérale.

M. Szaraz : Il y a une donnée que je ne vous ai pas transmise. On a fait récemment un diagnostic sur les travailleurs forestiers. On a compilé les données; pour 21 p. 100 des travailleurs forestiers, le revenu annuel se situe à moins de 20 000 \$ par année. C'est une mesure de précarité. Ce sont souvent des revenus déductibles en raison de multiples coûts. Souvent, le travail en forêt est assez éloigné, donc on doit assumer les frais de déplacement, le véhicule, et cetera. En fait, on a seulement 17 p. 100 des travailleurs du secteur forestier qui gagnent plus que 40 000 \$.

La pauvreté peut être vue aussi de façon absolue par ces chiffres, mais aussi d'une façon relative en termes d'érosion. On se rend compte que depuis une quinzaine d'années, les gens qui récoltent le bois en forêt, dans bien des cas, sont propriétaires d'équipements dispendieux, et en général dans le secteur il y a une certaine richesse qui a été créée, mais dans leur cas, les revenus stagnent depuis 15 ans. Ils ne sont peut-être pas pauvres aujourd'hui, mais ils ne gagnent pas plus qu'il y a 15 ans. Ce qu'on note aussi dans le secteur forestier, c'est une segmentation du marché du travail. Si on regarde ceux qui sont du côté de l'usine par rapport au côté de la forêt, depuis 20 ou 30 ans, on voit que pour ceux qui travaillent, par exemple, dans la transformation où l'on dit que la vraie richesse est créée, il y a eu une évolution de salaire. Tandis que pour ceux qui sont en forêt, il n'y a pas eu de passerelle permettant de partager cette richesse. Donc, on parle certainement plus d'appauvrissement que de pauvreté.

Le sénateur Harb : Quand le gouvernement fédéral discutait avec les Américains et qu'ils sont arrivés à un accord avec eux, il y a eu beaucoup de bruit qui venait de l'industrie, que ce soit de l'industrie dans l'Ouest du Canada ou de l'industrie dans l'Est du Canada, incluant le Québec. Toutefois, présentement, on ne voit pas beaucoup de gens qui disent que cet accord est positif, négatif ou neutre. J'aimerais savoir votre réaction en regard de cet accord, des impacts qu'il y a eu directement sur vos membres, privés ou publics.

Mr. Dansereau: If the Quebec industry representatives were able to negotiate the agreement today, I believe that they would negotiate something different from the one that has been implemented. This agreement, in particular, calls for the implementation of export quotas and taxes when lumber prices fall in the United States. Shortly after this agreement was negotiated, that is what occurred in the markets. Because of a falling construction industry in the United States, and heavy exports of lumber primarily from British Columbia, prices collapsed. The agreement, which had been negotiated, came into effect, and the industry, already made vulnerable because of dropping markets, must still deal with certain measures contained in the agreement.

With respect to the private forest, the main impact of this situation has been the slump experienced by the industry, particularly the sawmill sector. Historically, in the private forest, our people produced pulp, lumber of small size, logs that were easy to handle. This market has disappeared over the years. Producers have looked at the sawmill markets. And over the past few years, these markets have been disappearing. The plants are shutting down, they are no longer buying wood. In some areas, there is no alternative market. Consequently, the family businesses who depended on them are really compromised because the processing sector is fragile, is buying less and cutting back on production. There have been a succession of closures.

Senator Harb: As far as diversification is concerned, given that we have difficulty accessing the American market, do you intend to encourage your industry to begin diversifying by, for instance, exploring the Asian market, namely China, Japan or somewhere else in the world? Do you intend to take any action on that front?

Mr. Szaraz: I think that it is essential. To answer your question, our main interest with respect to the forest is to ensure that we produce a certain quantity and quality of wood that winds up in a destination, as much as possible, that is able to make maximum use of the product. In Quebec and in Canada, we have species, such as the black spruce, that could certainly yield much greater value.

Indeed, if we look at Quebec, I think that it is one of the provinces that, over the past 20 years, has had the greatest growth in secondary processing making it, today, almost on par with the primary processing sector. Curiously, in the region of Chaudières-Appalaches, for example, where there is perhaps 3 per cent of the forestry production, that is public forests, to give you an estimate, it is the region where there are the greatest number of forestry jobs because there are all kinds of door and window manufacturers.

So, yes, product diversification creates wealth. We have already seen this in globalization. We will continue to produce wood in Canada for the standard product market, commodities, in certain cases, because primary and secondary processing are related.

M. Dansereau : Si les représentants de l'industrie québécoise avaient à négocier l'entente aujourd'hui, je crois qu'ils négocieraient une autre entente que celle qui a été mise en vigueur. Cette entente prévoit notamment la mise en place de quotas d'exportation et de taxes lorsque les prix du bois chutent aux États-Unis. Peu de temps après que l'entente ait été négociée, c'est ce qui s'est matérialisé sur les marchés. À cause de la réduction de l'industrie de la construction aux États-Unis, et la très grande exportation de bois notamment de la Colombie-Britannique, il y a eu un effondrement des prix si bien que l'accord, qui a été négocié, est entré en vigueur et l'industrie, qui était déjà fragilisée à cause des marchés à la baisse, doit quand même affronter certaines mesures de l'accord.

En ce qui a trait à la forêt privée, l'impact majeur de la situation, c'est l'état de marasme dans lequel vit l'industrie, notamment l'industrie du sciage. Historiquement, en forêt privée, nos gens produisaient du bois à pâte, des petites dimensions, des billes faciles à manipuler. Ce marché s'est estompé au fil des années. Les producteurs se sont tournés vers les marchés du sciage. Et dans les dernières années, ces marchés ont été retirés. Les usines ferment, n'achètent plus de bois. Il y a certains territoires où il n'y a pas de marché alternatif. Alors, les entreprises familiales qui en vivent sont vraiment menacées parce que l'industrie des produits de transformation est fragilisée, réduite dans ses achats et sa production. Il y a une succession de fermetures.

Le sénateur Harb : Sur la question de la diversification, vu qu'on a ce problème d'accès au marché américain, est-ce que vous avez l'intention d'encourager votre industrie à commencer la diversification, par exemple, l'exploration du marché asiatique, soit chinois, japonais ou ailleurs au monde? Avez-vous l'intention de faire des démarches dans ce sens?

M. Szaraz : Je pense que c'est essentiel. Si on répond à votre question depuis la forêt, notre intérêt principal c'est de s'assurer que nous produisons du bois en quantité et en qualité et s'assurer le plus possible que la destination du bois produit soit celle où l'on réussit à capter le plus de ressources. Au Québec et au Canada, on a des essences comme l'épinette noire, qui sont certainement des ressources qui pourraient être beaucoup plus valorisées.

Effectivement, si on regarde le Québec, je pense que c'est une des provinces au cours des 20 dernières années où l'on a vu la croissance la plus élevée du secteur de la deuxième transformation qui fait qu'aujourd'hui, elle est à peu près à égalité avec le secteur de la première transformation. Curieusement, on peut voir dans la région de Chaudières-Appalaches, par exemple, où il y a peut-être trois p. 100 de production forestière, de forêts publiques, pour donner un chiffre approximatif, c'est la région où l'on a le plus d'emplois en forêt parce qu'il y a toutes les usines de portes et fenêtres.

Donc, oui, il y a une création de la richesse en diversifiant ses produits. Dans le contexte de la mondialisation, on le voit déjà. Produire du bois au Canada pour le marché des produits standardisés, des commodités, dans certains cas, oui, cela demeure parce que la première et la deuxième transformation sont liées.

I will conclude by saying that we would really like to encourage the creation of clusters so that the regions can, for example, have all of the small industries working together in order to find added value.

Senator Segal: None of our witnesses this morning has mentioned or raised the issue of using forest waste for energy purposes. How can we use forest waste to create a significant resource in order to help both environment and industry? Has any serious thought been given to that in Quebec or, for the time being, has this not been viewed as a serious economic development matter?

Mr. Dansereau: I read in the newspaper this morning that the provincial government has announced the opening of pilot plants for the production of cellulose ethanol. This is an area that all stakeholders in the forestry sector are looking at, mainly energy production as well as bio-energy and biorefinery. From the standpoint of resource producers — because we do not process, we produce wood to be processed — the question we are asking is: What are the users of this resource prepared to pay for the wood? For us, there is a cost and that remains a concern. We are talking about energy, this may be the commodity par excellence that will compete with all other forms of energy whatever they may be. We need these business opportunities in order to have proper forest management because we can send low-quality fibre to this sector. If we want to produce high-quality wood, we have to find a market for these fibres. But our questions are about the prices that we may see on these markets.

Mr. Szaraz: The degraded state of our forest around Maniwaki, for example, and the difficulty in finding markets for this kind of wood that cannot be used for rotary cutting or sawing, means that this will be a good way to rehabilitate this large degraded forest, and it is an interesting solution. Many have been taking a very serious look at this at all levels.

Senator Segal: So subsidies will be needed to manage the risk.

Mr. Dansereau: One interesting angle that you could look at is the community side of energy production. When we go to certain European countries, we realize that that there are production plants that supply a hospital, or a small community. This is a way for communities to take things in hand where resource producers supply the plants of their own community to provide energy.

Senator Lavigne: Mr. Beaulieu, Jean-Pierre was telling us that you have thousands of hectares of wood, so surely the Government of Quebec should help you. I am sure that sometimes you must tell yourself that this may be worth \$4 million and if you sold it you would be a millionaire. What you said earlier was true and you spoke from the heart. I do not think you are man who would sell your land because you have a family. But I am sure that those who do not have a family would be tempted to sell off and collect those millions. This is why in

Je terminerais en disant qu'on favorise beaucoup la création de grappes ou de « clusters », comme on dit en anglais, pour qu'on puisse, sur une base régionale, par exemple, obtenir un tout où les petites industries travaillent plus ensemble en recherchant une plus grande valeur.

Le sénateur Segal : Personne parmi nos témoins ce matin n'a mentionné ou soulevé la question de l'utilisation des déchets forestiers pour des buts énergétiques. Comment peut-on créer, à partir des déchets forestiers, une ressource importante, pour favoriser l'environnement et aider à la fois l'industrie? Est-ce que cela représente quelque chose de sérieux au Québec ou, pour le moment, ce n'est pas quelque chose d'assez sérieux du point de vue du développement économique?

M. Dansereau : Je lisais dans le journal ce matin que le gouvernement provincial avait annoncé la mise en place d'usines pilotes de production d'éthanol cellulosique. C'est un domaine que l'ensemble des acteurs du secteur forestier regarde, la production énergétique, aussi la bio-énergie et la bioraffinerie. Du point de vue de producteurs de ressources, parce que nous, on ne transforme pas, on produit du bois pour être transformé, le questionnement qu'on a c'est : qu'est-ce que les utilisateurs de cette ressource seront prêts à payer pour le bois? Pour nous, il y a un coût et cela reste une préoccupation. Quand on parle d'énergie, c'est peut-être la commodité par excellence qui sera en compétition avec toutes les autres formes d'énergie, quelles qu'elles soient. On a besoin de ces débouchés pour faire un bon aménagement forestier parce qu'on peut y envoyer de la fibre de basse qualité. Si on veut produire des bois de haute qualité, il faut trouver un marché pour ces fibres. Mais nos questionnements sont en regard des prix qu'on pourra voir sur ces marchés.

M. Szaraz : L'état dégradé de notre forêt autour de Maniwaki, par exemple, et la difficulté de trouver un débouché pour des bois inaptes au déroulage ou au sciage, constituent dans un vaste chantier de réhabilitation de cette forêt dégradée, un élément de solution intéressant et plusieurs s'y penchent très sérieusement à tous les niveaux.

Le sénateur Segal : On doit avoir besoin de subventions pour gérer le risque.

M. Dansereau : Une avenue intéressante sur laquelle vous pourriez vous pencher, c'est le côté communautaire de la production énergétique. Quand on se rend dans certains pays européens, on va se rendre compte qu'il y a des centrales de production qui vont alimenter un hôpital, une école ou une petite communauté. C'est un moyen de prise en main communautaire où les producteurs de ressources approvisionnent les centrales de leur propre communauté pour fournir de l'énergie.

Le sénateur Lavigne : Monsieur Beaulieu, Jean-Pierre nous disait que vous aviez des milliers d'hectares de bois, sûrement que le gouvernement du Québec doit vous aider. Je suis certain que parfois, vous vous dites cela vaut quatre millions, et que si vous vendiez, vous seriez millionnaire. C'est vrai ce que vous avez dit tantôt, vous parliez avec votre cœur, et je ne pense pas que vous seriez un homme à vendre vos terres parce que vous avez une famille. Mais ceux qui n'ont pas de famille, je suis certain qu'ils doivent être tentés de s'en défaire et d'aller chercher les millions.

Canada we see a lot of Americans and foreigners who come to buy off our assets in Canada and that is unfortunate. That is what you were saying earlier and we are happy to hear you say it. It is important to be aware of our needs in order to conserve the assets of Quebecers and Canadians, so that we can be producers with a heart here in our own home, as you are Mr. Beaulieu. Thank you very much.

Mr. Beaulieu: To answer your question, first of all I do not have thousands of hectares, it is less than one thousand. It is 940 hectares. There is an interest in speculating on forest property and that is what led to forested land being worth incalculable prices in some places, especially in major centres. Even in the current context, I can tell you that the objective is not to sell it or to dilapidate it. Earlier we were talking about rural poverty. It is true that employment insurance reduces rural poverty, but it should not be seen as a permanent long-term objective. At the outset, these places offer a very good lifestyle. These regions are extraordinary places to live. But we do not need all that much in order to be able to create enterprises, small companies that would employ two, three or four people, and save their regions from dependency on employment insurance.

Our objective at the outset, when we decided to start up our business, was to not rely on big business to create jobs in our region. We said: "We will create our own jobs to stop the dependency on social programs." It worked. Why would it not work for others as well? Why could it not be done on a larger scale to ensure the vitality of our regions?

[English]

The Chairman: Thank you. Your presence here today has been very helpful to us. I think that my colleagues would agree with me, that we have not heard some of the points in previous testimony.

While we wait for our other panel, I would like to mention other people in our audience this morning. Mr. Georges Lafontaine, political assistant to provincial member Stéphanie Vallée is in the audience and Ms. Danielle Ménard who represents the village of Maniwaki. We also have with us Darlene Lannigan assistant to the minister who has so many different responsibilities. Mr. Lawrence Cannon, Minister of Transport, Infrastructure and Communities is unable to be with us today. I am sure Ms. Lannigan will be of assistance to the committee. We also have from the wilds of Prince Edward Island, Mr. Wayne Easter. He is a long-time supporter and advocate of agriculture across the country. We are very glad to have him here today.

On our next panel, we have Mr. Philippe Larivière who is Coordinator of the Centre Jean-Bosco de Maniwaki. We are glad to have you here. We also have with us Gaston Robitaille, Chairman of the Board for Mani-Jeunes.

C'est pour cette raison qu'on voit au Canada beaucoup d'Américains et beaucoup d'étrangers qui viennent acheter nos avoirs au Canada et cela est malheureux. C'est ce que vous disiez tantôt et on est content de vous entendre. C'est important de savoir vos besoins pour pouvoir conserver les biens des Québécois et des Canadiens, qu'on puisse être chez nous des producteurs de cœur, comme vous monsieur Beaulieu. Merci beaucoup.

M. Beaulieu : Pour répondre à votre question, d'abord, je n'ai pas des milliers d'hectares, c'est moins d'un millier. C'est 940 hectares. Il y a un intérêt de spéculation sur les propriétés forestières et c'est surtout ce qui a amené les propriétés forestières à avoir des prix presque démesurés à certains endroits, surtout autour des grands centres. Même dans un contexte actuel, je peux vous dire que l'objectif n'est pas de la vendre ou de la dilapider. On parlait tantôt de pauvreté rurale. C'est sûr que l'assurance-emploi vient diminuer la pauvreté rurale, mais il ne faut pas voir ça comme un objectif permanent, à long terme. En partant, je dis qu'en partant, c'est un milieu de vie intéressant. C'est un milieu de vie extraordinaire, les régions. Mais il ne nous manquerait pas grand-chose pour être capable de créer des entreprises, des minis entreprises qui emploieraient deux, trois ou quatre personnes, et sauver ces régions de la dépendance à l'assurance-emploi.

Notre objectif au départ, quand on a décidé de créer notre entreprise, était de ne pas se fier sur la grande entreprise pour créer de l'emploi dans notre région. On s'est dit : « On va créer notre propre emploi, pour arrêter de dépendre des programmes sociaux ». Cela a marché. Pourquoi cela ne marcherait pas pour d'autres aussi? Pourquoi ne pourrait-on pas l'étendre à plus grande échelle pour assurer la vitalité de nos régions?

[Traduction]

La présidente : Merci. Votre comparution aujourd'hui nous a été fort utile. Je crois que mes collègues seront d'accord avec moi pour dire que vous avez soulevé certains points que nous n'avions pas entendus jusqu'à maintenant.

En attendant l'autre groupe de témoins, j'aimerais signaler la présence d'autres personnes dans notre auditoire ce matin. Nous avons M. George Lafontaine, adjoint législatif de la députée de l'Assemblée législative, Stéphanie Vallée, et Mme Danielle Ménard, qui représente le village de Maniwaki. Nous accueillons aussi Mme Darlene Lannigan, l'ajointe du ministre qui porte tant de chapeaux. M. Lawrence Cannon, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités ne peut pas être parmi nous aujourd'hui. Je suis certain que Mme Lannigan va pouvoir aider le comité. Nous avons également en provenance des terres sauvages de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Wayne Easter, qui appuie et défend depuis longtemps les droits des agriculteurs partout au pays. Nous sommes ravis de l'avoir parmi nous aujourd'hui.

Parmi notre prochain groupe de témoins, nous accueillons M. Philippe Larivière, coordonnateur du Centre Jean-Bosco de Maniwaki. Nous sommes ravis de votre présence parmi nous aujourd'hui. Nous avons aussi avec nous Gaston Robitaille, président du conseil de Mani-Jeunes.

Philippe Larivière, Coordinator, Centre Jean-Bosco de Maniwaki: I am going to speak in French because my French is much better than my English, but I will say thank you for letting us speak at this table. I would like to tell you about what is happening in our area with our people. I work with people who have a “déficience intellectuelle,” not in agriculture and forestry.

[Translation]

I am going to make a connection here between forestry and agriculture in the region and the social status of people who live with mental retardation, with whom I work every day. I listened carefully to the presentations, the questions and the answers given. If the forestry and agriculture industries have difficulty getting established, advancing and progressing, it is because at the social level, the poorest will also get poorer because they do not have access to jobs. They do not have the resources necessary to evolve socially. Recently, we took part in a few discussion forums where the subject was facilitating the integration of people who have a physical or intellectual disability. In companies, unions have standards that limit the integration of these people in the workforce. That does not help the situation of people with disabilities getting poorer.

The fact that these industries do not settle in the regions, and that we always have to depend on government subsidies is another factor in impoverishment. Often, the subsidies are not sufficient to meet the needs of people living with a disability. For example, to provide a caregiver for a family, the subsidy is \$8.60 an hour, but how will you find someone who will take such a job, accompanying and taking care of someone for \$8.60 an hour, when in the labour force, that person could earn \$10 or \$15 an hour? The choices are difficult for families and for individuals living with a disability.

My first observation is that even when there are subsidies, the financial resources are not sufficient for the families and for the people living with disabilities.

In terms of impoverishment, there are also eligibility criteria for equipment. Often, the evaluations required for these people to get access to equipment and to workplaces do not really take into account the person's ability to enter the labour force. Their access is limited. By limiting access to equipment, we limit their access to work. If someone wants to take advantage of a job opportunity, often they have to find the means within their own wallet and this equipment can be costly. So we are talking about indirect impoverishment once again, in the sense that the person must spend money or must find the funds in order to gain access to the job market.

Since I began my speech, I talked a lot about the financial aspect, but when we are talking about the social level, people who live with disabilities not only experience financial poverty, but also poverty in their quality of life. If you do not have access to the job market, to resources, you end up isolated, especially in

Philippe Larivière, coordonnateur, Centre Jean-Bosco de Maniwaki : Je vais parler en français car mon français est bien meilleur que mon anglais, mais je tiens d'abord à vous remercier de m'avoir permis de prendre la parole à cette table. J'aimerais vous parler de ce qui se passe dans notre région avec nos gens. Je travaille avec des gens qui ont une déficience intellectuelle et non pas en agriculture ou en foresterie.

[Français]

Je vais faire un lien avec la forêt et l'agriculture de la région et la situation sociale des gens vivant une déficience intellectuelle, avec lesquels je travaille tous les jours. J'ai écouté attentivement les présentations, les questions et réponses données. Si les industries forestières et d'agriculture ont de la difficulté à s'installer, à avancer et progresser, c'est certain qu'au niveau social, les gens les plus démunis, vont eux aussi s'appauvrir parce qu'ils n'auront pas accès à des emplois. Ils n'ont pas de ressources nécessaires pour pouvoir évoluer dans leur cheminement social. On a participé dernièrement à quelques tables rondes où l'on parlait de faciliter l'intégration des personnes qui vivent avec un handicap physique ou intellectuel. Dans les entreprises, les syndicats ont des normes qui limitent l'intégration de ces gens au milieu du travail. Cela n'aide pas la situation d'appauvrissement des personnes vivant avec des handicaps ou des déficiences.

Le fait que les industries ne s'installent pas dans la région, et que l'on doit toujours dépendre de subventions des gouvernements est un autre facteur d'appauvrissement. Souvent, les subventions ne suffisent pas aux besoins des personnes qui vivent avec un handicap. À titre d'exemple, pour fournir de l'aide à la maison d'une famille, on accorde 8,60 \$ l'heure, mais comment trouver une personne qui va occuper un poste d'accompagnement, de gardiennage à 8,60 \$ l'heure quand, sur le marché du travail, cette personne gagne 10 \$ ou 15 \$ l'heure? Les choix sont difficiles pour nos familles et les personnes qui vivent avec un handicap.

La première constatation, c'est que même s'il y a des subventions, les ressources monétaires ne sont pas suffisantes pour les familles et pour les personnes qui vivent avec des handicaps.

En termes de l'appauvrissement, il y a aussi les critères d'admissibilité à l'accès aux équipements. Souvent, les évaluations requises pour que les gens aient accès à des équipements et à des milieux de travail, tiennent plus ou moins compte de la capacité de la personne à aller vers le marché du travail. On limite son accès. En limitant son accès aux équipements, on limite son accès au travail. Si la personne veut aller vers un débouché au niveau du travail, à l'occasion, elle doit trouver les moyens dans son propre portefeuille et les équipements sont coûteux. Donc, on parle encore d'un appauvrissement qui se fait indirectement dans le sens qu'elle doit déboursier ou elle doit trouver des fonds pour avoir accès au marché du travail.

Depuis le début de mon allocution, je parle beaucoup de l'aspect monétaire, mais quand on parle au niveau social, les personnes qui vivent avec des incapacités vivent non seulement la pauvreté monétaire, mais une pauvreté dans la qualité de vie. Si on n'a pas accès à des milieux de travail, à des ressources, l'on se

rural regions where people have to travel long distances to get access to resources. That is one of the battle grounds of our organization. We are trying to ensure that people who come to us get the services necessary for their quality of life to be as pleasant as possible and that in the final analysis, they end up using fewer government services. When someone feels good about themselves, they have less need for medical services. So we have to avoid letting their quality of life deteriorate.

There was a project implemented regarding RRSPs to which families could have access. I think it was the federal government that implemented this policy in the fall. It was mentioned earlier. As I said, people with a disability cannot necessarily afford an RRSP because they are living under the poverty line. Occasionally, they must also spend money out of their pocket to get access to equipment and services which means they cannot afford to invest in RRSPs. Before governments adopt legislation or implement programs, it might be a good idea to evaluate how realistic they are.

There is a reduction in the quality of life in rural regions because we do not have the services to respond to all needs. For example, Paratransit is available in the morning and late afternoon. Someone who wants to work in the evening or at night would not have access to these services. We do not have the resources and services necessary to have access to these jobs.

Gaston Robitaille, Chairman, Board of Directors, Mani-Jeunes: My name is Gaston Robitaille. I am retired, like our former hockey player Mr. Mahovlich. I worked in the forestry sector for 35 years and since my retirement, I have been working a lot with young people. Mani-Jeunes is an organization that helps young people 12 to 17 years of age, most of whom come from under privileged backgrounds. Our five facilitators and director general do a lot of work surrounding addiction. We have training programs, help programs for youth, and we listen to what they have to say in cooperation with the schools in our communities.

I experienced the good years in forestry operations from the 1960s to 1990. I was in management, I counted the dollars the company brought in but now, it is harder to count them.

I would like to give you the history of poverty in our region. I will not give you a written presentation, but I will explain my own experience in order to raise your awareness of what happened between 1960 and 2000. During those years, forestry operations were huge in our region. There were a lot of jobs. Everybody worked for E.B. Eddy and CIP. From father to son and grandchildren, we contributed to the development of our region. Today, in the 2000s, the vision of young people from 12 to 17 is disastrous. They do not see any future for our region. They do not know where to go. It is difficult to see the differences between the 1960s and the 2000s.

What can we do to make you more aware of this? I would like you to travel along route 107, and see all the equipment for sale and how families in the region are discouraged. Back then, people

retrouve isolé; principalement en région rurale où les gens ont de grandes distances à parcourir pour accéder aux ressources. Ceci représente un de nos champs de bataille pour notre organisme. On essaie de s'assurer que les personnes qui viennent chez nous ont les services nécessaires pour que leur qualité de vie soit plus agréable et qu'au bout du compte, ils deviennent moins coûteux au niveau des services du gouvernement. Si on a une personne qui est bien dans sa peau, elle va moins faire appel au service médical. Alors, il faut éviter que la qualité de vie se détériore.

Il y a un projet qui a été installé au niveau des REER auquel les familles pouvaient avoir accès. Je pense que c'est le gouvernement fédéral qui a établi cette politique à l'automne. On en a fait mention. Comme je dis, les gens avec un handicap n'ont pas nécessairement les moyens d'acquérir des REER parce qu'ils vivent sous le seuil de la pauvreté. À l'occasion, ils doivent aussi avancer des sous de leurs propres poches pour avoir accès à des équipements et à des services, ce qui fait qu'ils n'ont pas les moyens d'investir dans des REER. Il serait peut-être intéressant que les gouvernements, avant d'établir des lois ou des programmes, évaluent le réalisme de ces programmes.

Il y a une diminution de la qualité de vie dans les régions rurales parce qu'on n'a pas les services pour répondre à tous les besoins. Par l'exemple, le transport adapté est disponible le matin et en fin de journée. Une personne qui voudrait avoir un emploi de soir ou de nuit ne peut pas avoir accès à ces services. On n'a pas les ressources et les services nécessaires pour permettre l'accessibilité à ces emplois.

Gaston Robitaille, président, Conseil d'administration, Mani-Jeunes : Mon nom est Gaston Robitaille. Je suis à la retraite, comme notre ancien joueur de hockey, M. Mahovlich. J'ai travaillé pendant 35 ans dans le milieu forestier et depuis ma retraite, je m'occupe beaucoup des jeunes. Mani-Jeunes est un organisme qui s'occupe des jeunes de 12 à 17 ans, qui pour la plupart viennent de milieux défavorisés. On travaille beaucoup avec les cinq animateurs et notre directrice générale sur la toxicomanie. On a des plans de formation, d'aide aux jeunes, on fait de l'écoute, en collaboration avec les écoles de notre milieu.

J'ai connu les bonnes années dans les opérations forestières pendant les années 1960 à 1990. Je m'occupais de la gestion, je comptais les piastres de la compagnie et maintenant, c'est plus difficile à compter.

J'aimerais vous donner l'historique de la pauvreté dans notre région. Je vais y aller non pas avec une présentation écrite, mais avec mon vécu afin de vous sensibiliser sur les années 1960 à 2000. Dans ces années, les opérations forestières étaient énormes dans notre région. Il y avait beaucoup d'emploi. Tout le monde travaillait pour les compagnies E.B. Eddy et CIP. De père en fils et avec les petits-enfants, on contribuait au développement de notre région. Aujourd'hui, dans les années 2000, la vision des jeunes de 12 à 17 ans est désastreuse. Ils ne voient pas d'avenir dans notre région. Ils ne savent pas où s'orienter. C'est difficile de voir les différences entre les années 1960 et les années 2000.

Comment peut-on faire pour vous sensibiliser? J'aimerais que vous fassiez un petit tour sur la route 107, et que vous voyiez le tas d'équipements à vendre et le découragement des familles dans la

went into the woods with a chainsaw. Today, we need investments of half a million dollars to a million dollars and there is no work the next day. So where will they go?

Young people do not want to work in forestry. That is too bad. The raw material here in our region is the forest. It is our life, be it deciduous or coniferous, we have plants, we are lucky. We have Louisiana Pacific, Bowater. I worked for CIP for 35 years and it is now Bowater today. With the changes in provincial policies, the years of forest concessions, there was a bit of abuse. Today, the pendulum swung the other way. The gentleman talked about the technical aspects earlier. Today, you cannot plan for a company. We would come up with strategic plans over 5 to 10 years. Today, forestry operations cannot make long-term plans. It is done on a day-to-day basis. We know that in the area of operations, you have to have 5 to 10-year plans if you want to succeed in a highly competitive market.

What can we do? First of all, governments could help us, starting with young people. Young people cannot go beyond high school here. After high school, what can they do? Leave for Hull, Ottawa or Montreal. More affluent families are able to send their children elsewhere. But for poorer families, what can a young person do? We see youngsters through 12 to 17 with potential and we wonder what they are going to do. We do not know.

I do not have a plan, but I think that the federal and provincial governments should contribute to the education of our young and develop programs to help them. Previously, the Harrington centre provided a lot of training for CIP and for many other companies. I could suggest that the federal government set up a forestry training centre that could help our young people.

What do we have as services? They are tourism services. That does not help people earn a living. If there is a plant nearby, there are services, that is very clear. But if we lose our lumber plants and our young people go elsewhere, what will happen to our region? Therefore, I think that the federal and provincial governments should put a training centre at our disposal.

[English]

The Chairman: Mr. Robitaille, Mr. Larivière must leave shortly. If you will allow us to interrupt you for a moment, we will allow him to answer a question and then we will get back to you.

[Translation]

Senator Segal: During the hearings we held in other parts of the country, the rural regions, people always talked about the problems of isolation and what happens to those who are disadvantaged in these regions. To me, there is clearly a significant link between isolation, the problem of intellectual disabilities among the young and the lack of money. In some

région. À l'époque, les personnes montaient en forêt avec une scie mécanique. Aujourd'hui, ce sont des investissements d'un demi-million de dollars à un million de dollars et il n'y a pas de travail le lendemain. Donc, où vont-ils aller?

Les jeunes ne veulent pas s'orienter dans la foresterie. C'est dommage. Notre matière première ici dans notre région, c'est la forêt. C'est notre vie, que ce soit au niveau du feuillu ou du résineux, on a des usines, on est chanceux. On a Louisiana Pacific, Bowater. Moi, j'ai travaillé 35 ans pour la compagnie CIP qui est devenue Bowater aujourd'hui. Avec les changements de politiques provinciales, les années de concessions forestières, il y a eu un peu trop d'abus. Aujourd'hui, c'est tout de l'autre côté. Les messieurs ont parlé au niveau technique tantôt. Aujourd'hui, tu ne peux pas planifier pour une compagnie. Nous, on faisait des plans stratégiques s'étendant sur cinq à dix ans. Aujourd'hui, les opérations forestières ne peuvent pas faire de plans à long terme. C'est le jour le jour. On sait que dans le domaine des opérations, il faut faire des plans de cinq à dix ans si on veut venir à bout d'une forte concurrence.

Que peut-on faire. Dans un premier temps, les gouvernements pourraient nous aider, en commençant par les jeunes. Les jeunes ne peuvent pas poursuivre leur postsecondaire ici. Après le secondaire, qu'est-ce qu'ils doivent faire? C'est de partir à Hull, à Ottawa, ou à Montréal. Les familles plus nanties sont capables d'envoyer leurs enfants à l'extérieur. Mais pour les familles moins nanties, qu'est-ce que le jeune peut faire? On voit des jeunes de 12 à 17 ans qui ont du potentiel et on se demande ce qu'ils vont faire. On ne le sait pas.

Je n'ai pas de plan, mais je pense que le fédéral et le provincial devraient contribuer à l'éducation de nos jeunes et développer des programmes pour les aider. À l'époque, le centre Harrington faisait beaucoup de formation pour CIP et pour beaucoup d'autres compagnies. Je pourrais suggérer que le gouvernement fédéral ait un centre de formation en foresterie qui pourrait aider nos jeunes.

Qu'est-ce qu'on a comme services? Ce sont des services touristiques. Cela ne fait pas vivre le monde. S'il y a une usine alentour, il y a des services, c'est très clair. Mais si on perd nos usines de bois, et que nos jeunes s'en vont à l'extérieur, que deviendra notre région? Donc, je pense que le fédéral et le provincial devraient mettre un centre de formation à notre disposition.

[Traduction]

La présidente : Monsieur Robitaille, M. Larivière doit partir très bientôt. Si vous nous permettez de vous interrompre pendant un instant, nous allons le laisser répondre à une question et ensuite nous vous reviendrons.

[Français]

Le sénateur Segal : Au cours des séances qu'on a eues dans les autres parties du pays, dans les régions rurales, on a toujours parlé des problèmes d'isolement et ce qui arrive à ceux qui sont désavantagés dans ces régions. Pour moi, comme principe, il y a un lien important entre l'isolement, les problèmes de déficience intellectuelle des jeunes et un manque d'argent. Dans certaines

regions of Europe, farm families are paid a guaranteed income for environmental services, simply because they live in a rural region. In your opinion, would that help a region like yours?

Mr. Larivière: It would be a good solution. In this region and in other regions of Canada, when you live with a person with a disability, you have difficult choices to make between remaining on the job or leaving your job, or taking part-time work. That leads to impoverishment. Having a guaranteed salary to take care of these people would be a good step forward to help them and support them and to eliminate isolation. There is no doubt that there is a lot of bureaucracy in social services, in terms of help for people experiencing difficulty. There are always endless assessments to be done. You end up waiting. You would have to spend money. Sometimes, you even have to call upon the private sector and spend money out-of-pocket given that we do not have the professional resources we need in the region. The fewer services there are available, the more families impoverish themselves and the more the person living with some difficulty becomes isolated and costs the system more money as well.

Senator Lavigne: Mr. Larivière, I do not know if you are familiar with an Montreal organization for the mentally-disabled called Lisette-Dupras.

Mr. Larivière: No.

Senator Lavigne: It is the largest organization for people with intellectual disabilities in south-western Montreal. I was part of the board of directors of this organization for 10 years. The Fondation Yvon-Lamarre, which is part of it, builds homes for people with intellectual disabilities and integrates them into everyday normal life. Within Lisette-Dupras, there are octopus-like agencies managed by a businessperson who receives a salary and who is subsidized by the provincial and federal government. For example, these companies have contracts with Air Canada to put headsets in sleeves. This kind of non-profit organization is subsidized initially and then it receives money to place their objects in bags and so forth. Another organization makes ski poles and snowboards. Of course there are instructors within the production facility, but this brings in a lot of money and subsidizes the enterprise. An individual like you who is retired can, with \$20,000 a year as director, manage this business.

I think that if you had that kind of organization in your region, it would be beneficial. You could contact the companies under Lisette-Dupras and the Fondation Yvon Lamarre to see how they manage to help those people support themselves. Every day, people go to work and they have paratransit morning and night because they have jobs. Having sat on the board of directors, I know that this is empowering to them. How many people do you take care of?

Mr. Lavrivère: Right now, we have 25 people. With regard to programs such as the one you are describing, I can tell you that this year for the first time, we had a contract with the Maniwaki Health Centre to produce plans for operating rooms. The idea

régions de l'Europe, on paye des familles de fermiers un revenu garanti pour des services environnementaux, simplement parce qu'ils sont dans une région rurale. Est-ce qu'à votre avis, cela aiderait une région comme la vôtre?

M. Larivière : Ce serait déjà une bonne solution. Dans cette région et dans d'autres régions du Canada, quand on vit avec une personne qui a un handicap, on a des choix difficiles à faire entre demeurer à l'emploi ou de quitter l'emploi, ou de prendre un emploi à temps partiel. Cela mène à un appauvrissement. D'avoir un salaire garanti pour prendre soin de ces gens, ce serait déjà un bon pas pour les aider et les supporter, et éliminer l'isolement. Il est certain qu'il y a beaucoup de bureaucratie au niveau social, au niveau de l'aide pour les personnes en difficultés. Il y a des évaluations qui n'en finissent plus. On est en attente. On doit déboursier. On doit même parfois faire appel, étant donné qu'on n'a pas les ressources professionnelles dans la région, au privé et déboursier de sa poche. Moins les services sont présents, plus les familles s'appauvrissent et plus la personne qui vit avec une difficulté devient isolée et coûte plus cher au système aussi.

Le sénateur Lavigne : Monsieur Larivière, je ne sais pas si vous connaissez l'organisation à Montréal qui s'appelle Lisette-Dupras pour déficients intellectuels.

M. Larivière : Non.

Le sénateur Lavigne : C'est la plus grosse organisation pour déficients intellectuels et handicapés dans la région sud-ouest de Montréal. J'ai fait partie du conseil d'administration de cet organisme pendant dix ans. La Fondation Yvon-Lamarre, qui en fait partie, bâtit des maisons pour les gens déficients intellectuellement et les intègre dans la vie normale de tous les jours. À l'intérieur de Lisette-Dupras, il y a des organismes tentacules, gérés par un particulier d'entreprise qui reçoit un salaire et qui est subventionné par le provincial et le fédéral. Ces entreprises ont des contrats, par exemple, avec Air Canada pour mettre les écouteurs dans les enveloppes. Ce genre d'entreprise à but non lucratif est subventionné au début, ensuite, elle reçoit des montants pour mettre ça dans des sacs et ainsi de suite. Un autre organisme fait des bâtons de ski et des planches à neige. C'est sûr qu'il y a des instructeurs à l'intérieur de la production, mais cela rapporte beaucoup d'argent et cela permet de subventionner l'entreprise. Le particulier qui, comme vous, est à sa retraite et qui se dit, avec 20 000 \$ par année en tant qu'administrateur, je peux gérer cette entreprise.

Je pense que si vous aviez une telle organisation dans votre région, ce serait profitable. Vous pourriez voir avec les entreprises de Lisette-Dupras et la Fondation Yvon Lamarre, comment ils ont réussi à faire vivre ces gens-là. Tous les jours, ces gens vont travailler et ils ont un service adapté le matin et le soir parce qu'ils ont des emplois. Ayant fait partie du conseil d'administration, je sais que c'est valorisant pour eux. Combien de gens sont sous vos soins?

M. Larivière : En ce moment, on accueille 25 personnes. Des programmes comme ceux dont vous parlez, je peux vous dire que cette année, pour la première fois, on a eu un contrat avec le centre de santé de Maniwaki pour produire des plans pour les

you put forward is very valuable and positive, but we are talking about large regions where there is a lot of industry. We had the service of putting headsets in bags for a while, but it did not last because we do not have enough resources here in the region to obtain long-term contracts.

Senator Lavigne: But you have Ottawa right next door, as well as Hull and Gatineau.

Mr. Larivière: These companies often deal with people who are nearby. There are services for people with disabilities in the Hull and Ottawa sector that already benefit from these organizations. I am saying that this idea is something that we already have in mind, getting contracts to get jobs, getting money other than just government subsidies. We are thinking about it. The problem is finding the resources to be able to set it up.

Right now, we have an expansion plan and some projects. We do a lot of clothing recycling at the centre and we put it on the market. We have expansion projects to produce fibre with products that cannot be used or resold. The projects are there, but it is finding the resources to put contracts like that in place. It is being considered.

Senator Lavigne: The Fondation Yvon-Lamarre now has 48 homes.

[English]

Mr. Larivière: Thank you for your time, and I apologize that I have to leave so quickly.

The Chairman: All the best to you and those whom you help.

[Translation]

Mr. Robitaille: I wanted to say something else about Mani-Jeunes. In 2005, we met about 10,000 young people at the centre with our facilitators. In 2006, about 7,000 young people showed up. That shows you how much these young people need help. They need us. They need action plans to succeed previous generations. That is our goal.

I would like to make another suggestion. I have a son who works in the field of corrections. We have a region here that might be able to do that. We are close to major centres. We are not far away. Ottawa is an hour and a half away. Why can the federal government not help us keep our young people in our regions? I understand that this is not a tertiary industry, but a correctional centre would help keep young people in our region.

So my two suggestions are a forestry training centre and a correctional centre in our region.

Senator Segal: With regard to your last suggestion, in the region I come from, Kingston, we have seven prisons, both federal and provincial, and that helps us enormously in terms of jobs. These are unionized jobs, either federal or provincial. They are well paid and they have benefits. You have a federal cabinet minister representing this region and I think pressure has to be

salles de chirurgie. L'idée que vous apportez est très valable et très positive, mais on parle de grosses régions où il y a beaucoup d'industries. On a eu le service d'ensacher des écouteurs, pendant un bout de temps, mais cela n'a pas duré parce qu'on n'a pas assez de ressources ici dans la région pour avoir des contrats à long terme.

Le sénateur Lavigne : Mais vous avez Ottawa qui est juste à côté, Hull et Gatineau.

M. Larivière : Ces entreprises vont faire affaire souvent avec les gens qui sont à proximité. Il y a des services pour les personnes déficientes dans le secteur de Hull et Ottawa qui profitent déjà de ces organismes. Je vous dis que cette idée est déjà dans nos têtes, d'aller chercher des contrats pour trouver de l'emploi, aller chercher des sous autres que juste des subventions gouvernementales. On y pense. Le problème est de trouver des ressources pour pouvoir les mettre sur pied.

On a en ce moment, un plan d'expansion avec des projets. On fait beaucoup de récupération de vêtements au centre qu'on remet sur le marché. On a des projets d'expansion pour produire de la fibre avec les produits qu'on ne peut pas utiliser ou revendre. Il y a des projets qui sont là, mais il faut trouver les ressources pour pouvoir mettre des contrats comme ceux-là en place. On y réfléchit.

Le sénateur Lavigne : La Fondation Yvon-Lamarre est rendue à 48 maisons.

[Traduction]

M. Larivière : Merci de m'avoir accordé votre temps, et excusez-moi de devoir partir si vite.

La présidente : Bonne chance à vous et à ceux à qui vous venez en aide.

[Français]

M. Robitaille : Je voudrais vous dire une autre chose concernant Mani-Jeunes. On a rencontré, en 2005, environ 10 000 jeunes au centre avec nos animateurs. En 2006, c'est à peu près 7 000 jeunes qui se sont présentés. Ceci vous démontre que les jeunes ont besoin d'aide. Ils ont besoin de nous. Ils ont besoin de plans d'action pour prendre la relève. C'est notre but.

J'aimerais vous faire une autre suggestion. J'ai un fils dans le milieu correctionnel. On a une région qui est peut-être habilitée à ça. On est proche des centres. On n'est pas loin. Ottawa est à une heure et demie d'ici. Pourquoi est-ce que le fédéral nous aiderait-il pas à garder nos jeunes dans nos régions? Je comprends que ce n'est pas une entreprise tertiaire, mais un centre correctionnel aiderait à garder nos jeunes dans notre région.

Mes deux suggestions sont donc, un centre de formation pour la forêt et un centre correctionnel dans notre région.

Le sénateur Segal : Au sujet de votre dernière suggestion, la région d'où je viens, celle de Kingston, on a sept prisons, au fédéral et au provincial, et cela nous aide infiniment au niveau d'emplois. Ce sont des emplois syndiqués, soit du gouvernement fédéral ou provincial. Ils sont bien payés. Ils ont des bénéfices. Vous avez un ministre au fédéral qui représente cette région et il

exerted and I will help you with that. No problem. You talked about lack of hope and the lack of encouragement to go and find economical opportunities. But in analyzing your clientele, does it generally come from underprivileged families? Are there other problems?

Mr. Robitaille: As I said earlier, the majority comes from underprivileged families. Perhaps 80 per cent of them. With regard to education, things are quite difficult. In order to help them be in control of their life, our facilitators give them a lot of training. We try to equip our centre with computer systems to help them with their school work and so forth. But yes, without a doubt, this is a big problem among underprivileged families.

[English]

The Chairman: I notice that Ms. Lannigan was taking notes and I am quite sure they will go to Minister Cannon. Thank you very much for coming.

We have with us our next group of witnesses. This is our third panel today. We have with us Denise Julien, directrice générale, Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forêt. We also have Jacques Grondin, the former union representative and employee of the local Domtar mill and he is here with us as an individual.

[Translation]

Denise Julien, Director General, Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forêt: Madam Chairman, I did not come necessarily to talk about poverty, but about the wherewithal of people in our region. The topic I would like to discuss today is the case of the Regional County Municipality of Antoine-Labelle, because based on the analysis of that case, we can see ways to support local leadership and the capacity of regions to take control of their affairs and get organized.

The Regional County Municipality of Antoine-Labelle is part of the neighbouring region of the Laurentians. This is a territory of 15,000 square kilometres. Public forest occupies 85 per cent of the land. Therefore 15 per cent of the land is municipal territory, but public forests are also present in that territory. The RCM of Antoine-Labelle alone represents 73 per cent of the territory of the larger Laurentian region, but only 5 per cent of its population. In your documents, you state that with 150 people per square kilometre, one starts to ask questions. We have about 6 people per square kilometre on municipal land. If you look at the entire RCM, it is about 1 point something, so I do not know what you call that. We represent 35,000 people. There are 15 municipalities and in Mont-Laurier the population is 14,186 inhabitants. Our difference, and it is also the difference of the region of Maniwaki, is that we are in a region of transition between deciduous and boreal forests. So we have mostly mixed forest. This implies a different kind of forestry that is much more complex and expensive.

faut faire des pressions et je vais vous aider là-dessus sans problème. Vous avez parlé du manque d'espoir, et du manque d'encouragement pour aller vers des opportunités économiques. Mais du point de vue d'analyse de votre clientèle, est-ce qu'elle vient généralement de familles défavorisées? Est-ce qu'il y a d'autres problèmes?

M. Robitaille : Comme je l'ai dit tantôt, la bonne majorité vient de familles défavorisées. Peut-être 80 p. 100 d'entre eux. Au niveau de l'éducation c'est assez difficile. Pour les aider à se prendre en main, nos animateurs leur donnent beaucoup de formation. On essaie d'équiper notre centre avec des systèmes informatiques pour les aider dans leurs travaux scolaires et ainsi de suite. Oui, sans aucun doute, c'est un gros problème chez les familles défavorisées.

[Traduction]

La présidente : J'ai vu que Mme Lannigan prenait des notes et je suis pas mal certaine qu'elles sont destinées au ministre Cannon. Merci beaucoup d'être venus.

Nous avons avec nous notre prochain groupe de témoins. C'est notre troisième groupe aujourd'hui. Nous accueillons Denise Julien, directrice générale, Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forêt, ainsi que Jacques Grondin, ancien délégué syndical et employé de la scierie Domtar de la région. Il est ici à titre personnel.

[Français]

Denise Julien, directrice générale, Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forêt : Madame la présidente, je ne suis pas nécessairement venue pour parler de la pauvreté, mais de la débrouillardise des gens en région. Ce que je voudrais aborder aujourd'hui, c'est le cas de la MRC d'Antoine-Labelle parce qu'à partir de l'analyse de ce cas, peuvent ressortir des éléments d'appui au leadership local et d'appui à la capacité des régions de se prendre en main et de s'organiser.

La MRC d'Antoine-Labelle fait partie de la région voisine des Laurentides. C'est un territoire de 15 000 kilomètres carrés. La forêt publique occupe 85 p. 100 de ce territoire. Donc, il y a 15 p. 100 du territoire qui est en territoire municipalisé, mais la forêt publique entre aussi dans le territoire municipalisé. À elle seule, la MRC d'Antoine-Labelle représente 73 p. 100 du territoire de toute la grande région des Laurentides, mais seulement 5 p. 100 de sa population. Dans vos documents, vous dites qu'à 150 personnes au kilomètre carré, on commence à se poser des questions. Nous, on est à peu près à six en territoire municipalisé. Si on met ça sur toute la MRC, on est à 1 point quelque chose, alors, on ne sait plus comment on appelle ça. On représente 35 000 personnes. Il y a 15 municipalités, et à Mont-Laurier, il y a une population de 14 186 habitants. Notre différence et c'est aussi celle de la région de Maniwaki, c'est qu'on est dans une région où l'on est la transition entre la forêt feuillue et la forêt boréale. Donc, on est surtout en forêt mixte et mélangée. Cela implique une foresterie qui est différente, beaucoup plus complexe et beaucoup plus coûteuse.

With regard to demographic characteristics, the population is aging, there is no doubt about it. The birth rate is low. There is an exodus of the young. Educational levels are low. There is a serious problem with dropout rates, especially for young men and there is also an extremely high unemployment rate.

The socio-economic characteristics are that the economy is based essentially on the exploitation and processing of wood substances and on recreation tourism related to hunting and fishing activities in particular.

This is an extremely resilient society. It was founded by the colonists of Curé Labelle. These are people who come from St-Jérôme and who settled in Mont-Laurier along the la Lièvre River and in l'Annonciation or along the Rouge River. Up until 1989, the public forest land was granted to two very large corporations, Maclaren and CIP. This was advantageous to the grantees because it meant virtually absolute control over the territory and guaranteed supply for Outaouais pulp and paper mills. At the time, pulp and paper mills were built along the St. Lawrence River because of the need for a water supply and the power of the river. We were foresters or lumberjacks, if you will, and the wood floated to Gatineau or Thurso. This system created obstacles to local development because harvesting deciduous wood or hardwood was seen as a liquidation of high quality wood over the long term. The grantees were only interested in softwood. Therefore hardwood was something to be got rid of. There were limits placed on the emergence of local forestry structures because there was no guarantee of supply. Therefore there could be no development. Access to public forest lands was prohibited. At the time, and that was not so very long ago, people remember that you had to ask the company for a pass in order to enter public forest in order to hunt or fish.

In 1986, the Quebec government reviewed its forestry management and adopted its Loi sur les forêts. It abolished concessions and implemented the CAAF. This is a very clear example of the fact that changing the rules can completely transform a community.

In 1978, we founded a forestry cooperative that had acquired some knowledge of the territory. The concession holders needed softwood with specific volumes. As it was in mixed wood territory, it offered many opportunities for processing other species. In its legislation, the government also provided that softwood had to be sawn before being processed into chips for pulp and paper mills. This gave rise to a new local industrial structure. Nearly \$150 million were invested within 10 years in sawmills for softwood, hardwood, cedar, aspen, et cetera. About 1,000 jobs were created. All the various kinds of forestry work were consolidated because regardless of the automated technology, a whole new sector was created that included companies involved in silviculture, seedling production, and forest seeding. These companies were organized in networks. This is how the Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forestier came into being. As individual companies were too small to afford all kinds of services, they pooled their

Pour ce qui est des caractéristiques démographiques, il y a un vieillissement de la population, c'est certain. Il y a un faible taux de natalité. Il y a un exode des jeunes. Il y a une faible scolarité. Il y a un très fort problème de décrochage scolaire surtout les jeunes hommes et il y a un taux de chômage qui est extrêmement élevé.

Les caractéristiques socioéconomiques c'est une économie basée essentiellement sur l'exploitation et la transformation de la matière ligneuse et sur le récréotourisme, qui est reliée aux activités de prélèvements fauniques particulièrement.

C'est une société qui est extrêmement résiliente. Cette région a été fondée par les colons du Curé Labelle. Ce sont des gens qui viennent de St-Jérôme et qui sont venus s'installer à Mont-Laurier le long de la Rivière de la Lièvre et à l'Annonciation ou le long de la Rivière Rouge. Jusqu'en 1989, le territoire forestier public sera concédé à deux très grandes compagnies, Maclaren et CIP. Cela avait des avantages pour les concessionnaires parce que c'était un contrôle du territoire à peu près absolu et les approvisionnements garantis pour les usines de pâtes et papiers de l'Outaouais. Or, les usines de pâtes et papiers à l'époque étaient construites le long du fleuve St-Laurent à cause du besoin en alimentation en eau et la puissance du fleuve. On était des exploitants forestiers, des bûcherons, si vous voulez, le bois flottait jusque vers la Gatineau ou vers Thurso. Ce système posait des obstacles au développement local parce que la récolte des feuillus était vue comme une liquidation à terme des bois de qualité. Les concessionnaires étaient intéressés uniquement par les résineux. Donc, le feuillu était une essence dont il fallait se débarrasser. Il y avait un frein à l'émergence de structures forestières locales parce qu'il n'y avait aucune garantie d'approvisionnement. On ne pouvait donc pas avoir un développement. Il y avait un accès interdit au territoire forestier public. À l'époque, et cela ne fait pas longtemps, les gens se rappellent qu'il fallait demander une passe à la compagnie pour entrer dans la forêt publique pour chasser ou pêcher.

En 1986, le gouvernement du Québec revoit son régime forestier et adoptera la Loi sur les forêts. Il abolira les concessions et il instaurera le CAAF. C'est un exemple très clair qu'un changement de règles du jeu peut amener un repositionnement complet dans une collectivité.

En 1978, nous avons fondé une coopérative forestière qui avait développé une connaissance du territoire. Les besoins des concessionnaires étaient en résineux, avec un volume précis. Le territoire étant un territoire mixte, et il y avait beaucoup de possibilités de développement dans la transformation d'autres essences. Le gouvernement a aussi mis dans son projet de loi que le résineux devait passer par le sciage avant de passer à la pâte et papier sous forme de copeaux. Cela a permis l'émergence de toute une structure industrielle locale. On a investi 150 millions de dollars à peu près en dix ans dans des usines de sciage de résineux, de feuillus et de cèdres, de trembles, et ainsi de suite; on a créé à peu près 1 000 emplois; on a consolidé tous les emplois en forêt parce que malgré la mécanisation, on a créé tout un secteur ou des entreprises de silviculture, de la production de plants, de semis forestiers; on a permis aussi de réseauter ces entreprises. C'est ce que représente le Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forestier. Comme nous étions tous trop petit pour nous

resources, acquired a better knowledge of the territory, and developed new structures and new kinds of forest management with innovative experimental work on the ground.

In 1989, 27 per cent of the wood harvested on our territory was locally processed. Today, the figure is well above 70 per cent and there is a great increase in volume due to silviculture. In this way, the Antoine-Labelle MRC moved within 10 years from the seventh to the sixteenth place among the poorest MRCs in Quebec. This is the only circumstance where one is glad to see a drop in statistics.

Then, we had to coordinate the various uses of the same public territory involving forestry, recreational tourism, wildlife harvesting and so forth. It was a major challenge. Our uneasy coexistence had to give way to well-coordinated management. Here, we came to a dead end, not because we could not agree among ourselves, but because of the very high cost of implementing this kind of management. Currently, only the forestry sector can afford this kind of development. Our operational costs had risen substantially and the government's fee structures were not taking this into account. Thus, we ended up with very high stumpage fees as well as very high operational costs. The crisis came to a head in 2003. We faced this problem as we usually do, by trying to turn a challenge into an opportunity. We told the government that if nothing was done about this, three softwoods plants and the softwood head office would have to be shut down.

In a mixed wood forest, you have to deal with all the different kinds of timber stands. You have to cut hardwood as well as all kinds of other products. If you cannot market some of these products, you have to shut down the operation. So, there was a domino effect. Shutting down the sawmills meant shutting down everything else including plywood mills, lumbermills, et cetera, all crucial for our economy. The Kyoto Protocol, interesting as it might be, is not crucial.

We went to the government and we told them: "Your stumpage fees make no sense. You are charging us much more than you should be according to your own rules because you have failed to take various factors into account." Thus, we got the government to help us out on a temporary basis. When a community is going through a crisis, it is extremely important for it to be able to provide documents and to find concrete ways of getting over the hump, and to rely on the government to fill the existing gaps in the forestry sector. Otherwise, you risk losing your entire industrial structure and community organization. Your best people may have to quit and your society is in shambles. Rebuilding our community would take a

payer toutes sortes de services, on s'est regroupé pour augmenter la connaissance du territoire, mettre au point de nouvelles structures, de nouveaux types d'aménagements forestiers et développer l'innovation, et l'expérimentation opérationnelle sur le territoire.

Alors qu'il y avait 27 p. 100 du bois qui était récolté et transformé sur notre territoire en 1989, il y en a maintenant plus de 70 p. 100 et le volume a beaucoup augmenté parce qu'on a fait de la sylviculture. Cela a permis à la MRC Antoine-Labelle de passer, en dix ans, du septième rang des MRC les plus pauvres du Québec au seizième rang. C'est la seule fois que tu es content de dégringoler dans une statistique. On a reculé dans l'échelle de la pauvreté.

On s'est ensuite retrouvé face à un problème de l'intégration des diverses utilisations sur un même territoire public, celui de l'intégration d'une opération forestière avec toutes les opérations de récréotourisme, de prélèvements fauniques et ainsi de suite. C'est un défi de taille, qui demande de passer d'une gestion qui est d'avoir de la misère à endurer que l'autre soit sur le même territoire que toi à une gestion qui est une gestion véritablement intégrée. Cela nous a menés à un cul de sac non pas parce qu'il n'y avait pas une bonne entente entre les gens, mais parce que le passage à ce genre de gestion est très coûteux. Actuellement, seuls les forestiers supportent ce genre de développement. Les coûts d'exploitation chez nous sont devenus très élevés et le système de tarification du gouvernement n'en tenait pas compte. Donc, on s'est retrouvé à un moment donné à avoir les droits de coupe les plus élevés et les coûts d'exploitation les plus élevés. La crise a éclaté en 2003. Ce qu'on a fait à ce moment-là, et c'est toujours ce qu'on essaie de faire chez nous, c'est de changer une difficulté en occasion, comment est-ce qu'on peut virer cela de bord. On est allé voir le gouvernement et on leur a dit que si on ne fait rien, on a trois usines de résineux qui ferment, le siège de résineux qui ferme.

Quand vous êtes en forêt mélangée, vous êtes dans un système où vous êtes obligé d'entrer en forêt et de faire l'aménagement complet des peuplements. Donc, vous dégagez du feuillu, vous dégagez toutes sortes de produits. Si vous ne pouvez pas les passer, vous ne pouvez pas avoir de marchés, dans un ou l'autre de ces produits, et l'opération cesse. Donc, c'était un jeu de domino. Si ces scieries fermaient, tout le reste, l'usine de panneaux, les usines de sciage, tout fermait et cela est l'essentiel de notre économie. Le protocole de Kyoto, c'est intéressant, mais ce n'est pas fondamental.

On est allé voir le gouvernement et on leur a dit : « Vos droits de coupe n'ont pas d'allure. Ils sont de tant supérieurs à ce que vous devriez nous charger en fonction de vos propres règlements parce que vous n'êtes pas capables de prendre compte de ci ou de ça. » Donc, on a obtenu du gouvernement de façon temporaire de faire le pont. C'est une notion extrêmement importante, pour une communauté en crise, d'avoir la possibilité de documenter cette crise, d'avoir des moyens concrets pour la régler, de savoir que le gouvernement accepte de faire le pont comme c'est le cas actuellement pour la crise forestière. Sinon, on risque de perdre la structure industrielle, de désorganiser complètement une communauté, de forcer l'exode des plus vaillants et de se

tremendous investment in time and money. A community with a good track record needs help in times of crisis, and the Quebec government has accepted to provide that help. We were glad to hear the government tell us that our specific problems could soon impact every part of Quebec. They gave us access to the substantial sum of \$600,000 for a year. We were able to develop a common vision, a common language, tools for management and arbitration, and means for studying the economic impact on our territory. Your document shows all this. We were also able to determine what measures to take. We provided the government with documents that showed that they were charging us far too much, the government took this into account and we solved the problem.

A community can survive if it has the means to do so. We are in touch with former concession holders, but we have neither the clout nor the capital that the concession holders had and we are not on the stock market. We are merely SMEs. We sometimes do not have the means to invest in stabilizing our situation. The failure to support our work can bring about great losses and small gains. In my opinion, support for developing communities is always an investment. It is not an expenditure.

We are currently facing a major crisis. The work done in public forests by the Antoine-Labelle MRC brings in \$140,000 in added value each year. This means 2,000 jobs. The Canadian government takes in \$41 million in tax revenue and the Quebec government takes in \$47 million. I strongly believe that out of the \$41 and \$47 million that they get, they could set aside \$300,000 or \$400,000 to help mobilize our people.

The crisis has cost us 1,500 jobs and things could get worse because the market is slow. The SMEs as well as the big companies will have to shut down because they are constantly losing money. We cannot go on working like this. The industrial structure that we built is in jeopardy. If nothing is done, a part of the active population of our region will leave, and the exodus has already begun. People can find work in other sectors. There is a great affinity between the forestry sector and the construction industry. These are skilled workers who can operate heavy machinery. These workers are very intelligent and hard-working. Thus, the possibility exists. I was told that there are 15 per cent more forestry entrepreneurs in Quebec now than there were two years ago.

retrouver avec une problématique qui va prendre un temps fou à reconstruire. Une communauté, une fois démolie, pour la reconstruire, c'est un investissement épouvantable. Surtout quand une communauté démontre qu'elle était capable de prise en charge, c'est important de la soutenir dans cette transition. C'est ce que le gouvernement du Québec a accepté de faire. En même temps, et cela a été extraordinaire, ils nous ont dit : « Vous avez des problèmes particuliers qui vont se répercuter partout au Québec bientôt ». Ils nous ont permis d'avoir accès à une somme d'argent substantielle de 600 000 \$ pendant un an. On a été capable de développer une vision commune, de se créer un langage commun, de se donner des outils de gestion, des outils d'arbitrage, des outils de connaissances du terrain, d'impacts économiques sur notre propre territoire. Vous avez cela dans votre document. Aussi, on a été capable de définir les actions qu'il y avait à prendre et on a documenté ce qu'on avait dit au gouvernement, que ça nous coûtait beaucoup trop cher et le gouvernement l'a intégré dans son système et on a réglé le problème.

L'idée c'est qu'une communauté peut passer au travers à condition d'avoir des moyens. On est en lien avec les anciens concessionnaires dans l'exploitation, mais on n'a pas la profondeur, d'accumulation de capitaux qui a été faite par ces concessionnaires et on n'est pas non plus des entreprises en bourses. On n'est que des PME. La profondeur d'investissement nécessaire pour arriver à une solution stable est parfois inexistante. Le danger, si on ne soutient pas ce genre de travail, c'est qu'on va perdre beaucoup plus qu'on va gagner. Je vois toujours à une communauté dans ses activités de développement comme de l'investissement. Ce n'est pas une dépense pour moi.

On fait actuellement à une crise majeure. Les activités sur forêts publiques pour la MRC Antoine-Labelle représentent une valeur ajoutée de 140 millions de dollars par année. Cela représente 2 000 emplois. Pour le gouvernement du Canada, ce sont des revenus fiscaux de 41 millions de dollars et pour le gouvernement du Québec, 47 millions de dollars. Je me dis toujours qu'à l'intérieur de ces 41 et 47 millions de dollars qu'ils viennent chercher, il pourrait rester 300 000 \$ ou 400 000 \$ pour faire quelque chose pour dynamiser les gens.

On a perdu plus de 1 500 emplois à cause de la crise et cela risque de s'approfondir parce que le marché n'est pas performant, et que les PME, et même la grande entreprise fermeront parce qu'on perd de l'argent constamment. Donc, on n'est pas capable de continuer à fonctionner. Le danger c'est de voir s'écrouler cette structure industrielle qu'on a mise en place. Si on ne fait rien, on risque l'exode d'une partie de la population active de notre région et c'est déjà commencé. Les gens peuvent changer de secteur. Il y a beaucoup de connivence entre le secteur forestier et le secteur de la construction. Ce sont des gens qui sont habiles. Ce sont des gens qui savent conduire de la grosse machinerie. Ce sont des gens qui sont très intelligents et extrêmement vaillants. Donc, il y a une possibilité. On m'a dit qu'il y avait 15 p. 100 de plus d'entrepreneurs forestiers au Québec depuis deux ans.

Another serious problem for us is that our best qualified workers are leaving for Alberta and Manitoba where jobs are plentiful. There is a migration of qualified manpower as well as a part of our forestry machinery. This is a very serious problem because in the forestry sector, forestry machinery is owned by individuals. Forestry is perhaps the only sector in which the supply of equipment is owned either by small companies or by individuals. The machines are worth \$500,000 or \$600,000. The owners get no support from government at all.

Our communities risk becoming more reliant on social assistance. We must look at the opportunities and the possible restructuring so that government can be of help, both to individuals and to companies. We think that the forestry sector provides many new opportunities. This crisis will not be permanent. We must change with the times. We must learn new ways of doing things. Up to now, the forestry industry has mainly focused on production. It must take a greater interest in its clientele. It must find new outlets. However, in order to do this, the communities and small and medium-sized companies must have access to knowledge and expertise. We have done this through our innovation and operational experimentation network. We are working with the FERIC, Forintec and the Canadian Forest Service. Researchers in Quebec are working together with researchers in other parts of Canada. It is a considerable task, but it is rewarding and worthwhile. In this way, we can advance more quickly toward profitable solutions. This is no hogwash, it is dynamic work that builds up our companies.

What can government do for communities? There are problems with infrastructure: highway infrastructure, railway infrastructure and communication infrastructure. Many municipalities have Internet, but the connections are as slow as cold molasses and practically useless. This drives people away from our region. Companies cannot do business in places that lack proper communication systems. Big companies like Bell Canada tell us: "You are too small, we are not interested because you are not profitable." This makes things even more complicated for us.

We must create conditions that are favourable to local development. The Kyoto Protocol is creating opportunities right now. I do not mean to say that I favour the Kyoto Protocol, but the current fight to reduce greenhouse gas is creating opportunities for using biomass to produce energy, for exploiting renewable resources and all kinds of things like that.

L'autre chose qui est plus grave pour nous, c'est le départ des gens les plus structurés vers l'Alberta, le Manitoba, les endroits où il y a beaucoup plus de travail. On a une migration de la main-d'œuvre qualifiée à un transfert d'une partie du parc de la machinerie forestière. Cela est très grave parce que le secteur forestier est un secteur où la machinerie forestière appartient à des individus. C'est à peu près le seul secteur où vous avez l'approvisionnement qui est propriétaire soit de petites entreprises ou d'individus. Ce sont des machineries qui valent 500 000 \$ ou 600 000 \$. Ces gens n'ont aucun soutien sous aucune forme à l'intérieur des gouvernements.

Il y a aussi un risque d'augmentation de la dépendance des collectivités envers les mesures d'aide. Il faut être capable de regarder quelles sont les opportunités, quel est le repositionnement possible et que les gouvernements acceptent de faire des ponts autant pour les individus et que pour les entreprises. On pense qu'il y a beaucoup d'opportunités dans le secteur forestier qui s'ouvrent. Cette crise ne sera pas constante. On doit prendre des virages. On doit apprendre de nouvelles façons de faire. L'industrie forestière a surtout été centrée sur la production. Elle doit se rapprocher beaucoup plus de sa clientèle. Elle doit définir des créneaux nouveaux. Mais pour ça, il faut que les communautés et les entreprises comme les PME aient accès à du savoir, à de l'expertise. C'est ce que l'on a fait en ayant un réseau d'innovation et d'expérimentation opérationnelle. On travaille avec FERIC, avec Forintec et avec le Service canadien des forêts. On réussit à faire travailler ensemble des chercheurs du Québec et des chercheurs du Canada. C'est un gros job, mais le plaisir étant sur le terrain, il n'y a pas de problème. Cela nous permet d'avancer beaucoup plus rapidement et de trouver des solutions payantes. Ce n'est pas du BS, c'est quelque chose de dynamique et qui se traduit en entreprise.

Comment les gouvernements peuvent-ils intervenir auprès des communautés? Il y a tout le problème des infrastructures : l'infrastructure routière, l'infrastructure ferroviaire, et l'infrastructure des communications. Il y a beaucoup de municipalités qui ont Internet, mais comme on dit chez nous, on est aussi bien d'y aller à dos d'âne parce que c'est tellement lent que cela n'a pas de bon sens. Cela devient un facteur de délocalisation. Une entreprise ne viendra pas s'installer dans un endroit où l'on n'est pas capable d'avoir un système de communications performant. Les grandes entreprises comme Bell Canada nous disent : « Vous êtes trop petits, vous n'êtes pas payants, cela ne nous intéresse pas. » On se trouve donc dans une situation complexe à cause de cela.

Il faut créer un environnement qui favorise le développement local. Vous avez toute une opportunité actuellement avec le protocole de Kyoto. Je ne veux pas dire que je suis favorable au protocole de Kyoto, mais les grandes tendances actuellement de lutte aux gaz à effet de serre ouvrent des opportunités du côté de l'utilisation de la bio-masse en termes d'énergie, de matériaux renouvelables et de toutes sortes de choses.

Government has a role in opening new markets, providing incentives and promoting wood as a renewable resource. When this was done in Europe, new markets were opened up. Do not worry, as soon as there is a market, companies will move in. Government has a role to play in promoting wood products.

Quebec and a many parts of Canada, the Maritimes, Quebec, Ontario, all the way to British Columbia, have great forestry resources but currently we are not showing our awareness of this fact. Environmental concerns provide an opportunity to bring forestry into the green energy sector as a major stakeholder in meeting the Kyoto objectives because we can produce material that is good for the environment.

Programs like employment insurance are not suited to crisis situations. In a crisis like the current one, the professional seasonal forestry worker cannot be blamed if reforestation cannot be done under the snow or if operations have to stop from March to June because there is too much mud in the woods. Our profession has to follow seasonal cycles. If a company does not work continuously, our professionals exhaust their employment insurance, then they sell their skidoos, their four-wheelers, their houses and anything else of value before resorting to welfare. This also encourages them to leave.

Nothing has been done to solve the temporary crisis. It is very important to do something to maintain our structures. Government must accept to share the risks with communities, entrepreneurs and companies. When, in a crisis situation, government tells them that it is ready to help them out with their cash flow while at the same time it expects them to perform just like other sectors, if they are expected to meet absolutely impossible conditions, it is of no help to them at all. They are saddled with even greater burdens and when they resume their work, they have further problems because they have spent their capital.

Government must review the promptness of its intervention in crisis situations. Bell Canada used to have an ad that said that sometimes it can take time. For us, it is taking time. A crisis comes up suddenly but the reaction takes too much time. Crises like the current one are not a common occurrence. Therefore, it is important to negotiate with the communities because the same solution cannot be applied everywhere.

Communities also need support with their internal organization. Decisions must respond to conditions on the ground. The people know that there are opportunities for development, but they need to create strategies and a common language. They need to have access to knowledge. Most communities have no university or CEGEP. Those institutions are far away, therefore we must create networks.

The doctrine of subsidiarity needs to be emphasized, which means that decisions must be made as close to the ground as possible.

Les gouvernements sont là pour faire lever de nouveaux marchés, mettre les mesures incitatives nécessaires et promouvoir le bois comme étant renouvelable. Cela s'est fait en Europe et on a déclenché des marchés. Ne vous en faites pas, les entreprises vont les prendre une fois que les marchés sont là. Vous avez un rôle dans le positionnement de la matière ligneuse.

Le Québec et une grande partie du Canada, les Maritimes, le Québec, l'Ontario, jusqu'à la Colombie-Britannique, font que l'on est un pays forestier et actuellement, on ne démontre pas notre fierté de l'être. Les préoccupations environnementales sont une occasion d'amener la foresterie vers l'énergie verte et d'en faire un joueur performant, et d'atteindre vos objectifs de Kyoto parce qu'on est capable de faire un matériau sain au plan environnemental.

Les programmes comme l'assurance-emploi ne sont pas adaptés à des situations de crise. Quand arrive une crise comme celle qu'on vit en ce moment, ce n'est pas de la faute au travailleur saisonnier professionnel en foresterie, si on ne peut reboiser sous la neige, si de mars à juin, il faut arrêter pour respecter la forêt parce que c'est trop boueux. Il y a un rythme à respecter dans cette profession. Ce sont des professionnels et si l'entreprise ne repart pas tout de suite, ils vont aller au bout de leur assurance-emploi pour ensuite se débarrasser du skidoo, du quatre roues, de la maison, de tout ce qui a de la valeur, avant de tomber sur l'aide sociale. Cela veut aussi dire qu'ils vont partir.

Il n'y a pas de pont qui est fait pour tenir compte d'une crise conjoncturelle. Ça, c'est extrêmement important. C'est déstructurant. Il faut accepter de partager les risques avec les communautés, les entrepreneurs et les entreprises. Dans des situations semblables, quand on leur dit qu'on est d'accord pour travailler avec eux au niveau de leurs liquidités, mais qu'on leur demande des rendements d'autres entreprises ou qu'on leur demande de remplir des conditions qui sont absolument aberrantes, on ne les aide pas. On les cale encore plus et quand ils viennent pour repartir, c'est encore plus difficile parce qu'ils vont avoir grugé dans le capital.

Il faut revoir la vitesse d'intervention des gouvernements en cas de crise. Il y avait une petite annonce pour Bell Canada autrefois qui disait : « Des fois long ». Nous, on trouve ça des fois long. Les crises vous frappent de plein fouet et la réaction n'est pas la même. Des crises comme celle qu'on vit actuellement, cela n'arrive pas tous les jours. Il serait donc important que les gens acceptent de s'asseoir avec les communautés parce que les solutions ne sont pas les mêmes partout.

Il faut aussi supporter les communautés dans leurs efforts de prise en charge. Il faut rapprocher les décisions du terrain. Les gens savent comment ils peuvent se développer, mais ils ont besoin de se donner des stratégies, ils ont besoin de se donner un langage commun. Ils ont besoin d'avoir accès au savoir. Dans beaucoup de communautés, il n'y a pas d'université, il n'y a pas de cégep. Tous ces accès sont loin, donc il faut créer ces réseaux.

Il faut aussi accentuer le principe de subsidiarité, c'est-à-dire la prise de décision la plus proche possible du terrain.

In general, I wanted to tell you that rural communities hold great interest. The work to develop expertise on the ground has yielded extraordinary results. We have attracted researchers to come and work with us.

Constantly changing programs create difficulties. We always need some help to finish our work. There was a time when I felt that I was benefiting from a program; the program was useful for development until it changed. The lack of continuity on either side is extremely destabilizing and creates difficulties.

Jacques Grondin, as an individual: Madam Chairman, my name is Jacques Grondin, and I used to work for Domtar at the Grand-Remous sawmill.

On June 20, 2006, the mill closed down permanently. The shutdown was due to several factors, but especially due to a 20 per cent reduction in contracts for supplying raw materials. This reduction resulted in reducing the working time by eight weeks per year, which increased production costs. When the mill closed down, the Canadian dollar was worth 85 American cents and today it is worth around 94 American cents.

Since 2005, construction starts in the United States have gone down by 30 per cent and finished product prices have consequently fallen. The current price is around 240, 250 per thousand. Basically, we must keep in mind that the softwood agreement also has an impact on the volume that we can sell to the United States and on taxes. This is why about 100 workers lost their jobs. Some of them had more than 25 years of service. The average age of workers at the Grand-Remous mill is about 40 years. About 15 of them are over 55 years old. Most of them have little formal schooling and have always worked in sawmills, therefore it is difficult for them to find new careers. Some of them, I would say no more than about 15, did find new jobs. The others are receiving employment insurance benefits. However, about 30 workers had no more benefits as of last April 5 and the others will no longer have them in mid-July. I presume that some of them will resort to welfare.

The employees have to go back to school and consider new directions. This involves passing make-up exams. As some of them have not been to school for the past 30 or 35 years, they have to go back to Grade 8, 9 or 10. It may be difficult for them to graduate from high school because, as I said, many of them left school many years ago. Therefore, things are not as easy for them. Those who already have a diploma went for a vocational diploma, but nevertheless there are limits and conditions. For example, 39 of us attended an information session for a course for driving heavy trucks but the course would only admit 16 students. Besides, those of us who had already graduated from high school, were caught in a vicious circle, because the crisis in the forestry industry also has an impact on other areas of business by reducing the demand

Grosso modo, je voulais vous dire que les communautés rurales sont des communautés très intéressantes. On a travaillé pour que l'expertise se développe sur le terrain et cela donne des résultats assez extraordinaires. Cela attire les chercheurs à venir travailler chez nous.

Je trouve difficile que les programmes changent tout le temps. On a toujours besoin de leviers pour pouvoir faire le reste. À un moment donné, j'avais l'impression d'être la jeune (inaudible) du programme; je me servais d'un programme pour faire du développement, puis il changeait de direction. C'est extrêmement déstabilisant, car d'une part et d'autre part, il n'y a pas de continuité et c'est difficile.

Jacques Grondin, a titre personnel : Madame la présidente, mon nom est Jacques Grondin, ancien travailleur de Domtar à la scierie de Grand-Remous.

Le 20 juin 2006, l'usine a fermé ses portes définitivement. Cette fermeture est le résultat de plusieurs facteurs notamment : la réduction des contrats d'approvisionnements de matière première de l'ordre de 20 p. 100. Cette réduction cause une diminution des semaines de travail de huit semaines par année, donc une augmentation des coûts de production. L'appréciation du dollar canadien au moment de la fermeture se situait à 85 cents américains et aujourd'hui il se situe à environ 94 cents américains.

Depuis 2005, il y a eu 30 p. 100 de moins de mises en chantier aux États-Unis et cela a provoqué la chute des prix du produit fini. Il se situe à environ 240, 250 le mille. Finalement, il ne faudrait pas oublier que l'entente sur le bois d'œuvre a également des répercussions sur les volumes que l'on peut vendre aux États-Unis et sur les taxes. Pour toutes ces raisons, une centaine de travailleurs ont perdu leur emploi. Certains ont plus de 25 ans de service. La moyenne d'âge des travailleurs de l'usine de Grand-Remous est d'environ 40 ans. Une quinzaine d'entre eux ont plus de 55 ans. La plupart sont peu scolarisés et ont toujours travaillé au sein d'une usine de sciage, et il est difficile de se réorienter. Certains, je dirais pas plus d'une quinzaine, ont trouvé un nouvel emploi. Les autres reçoivent des prestations d'assurance-emploi. Par contre, une trentaine de travailleurs n'en ont plus depuis le 5 avril dernier et les autres cesseront d'en recevoir vers la mi-juillet. Je présume qu'il y en a qui ont recours à l'Aide sociale.

Les employés doivent envisager une réorientation en retournant à l'école. Pour ce faire, ils doivent passer des examens de mise à niveau. N'ayant pas fréquenté l'école depuis 30 ou 35 ans pour certains, ils se voient reclassés dans des classes de secondaire I, II, ou III. L'achèvement de leur scolarité peut s'avérer difficile puisque, comme je l'ai dit, plusieurs ont quitté l'école depuis de nombreuses années. Donc, ils n'ont plus autant de facilité. Ceux qui possédaient déjà un diplôme se sont dirigés vers un DEP, mais il faut spécifier qu'il y a des limites et contingences. Par exemple, à une séance d'information pour un cours de conduite de camions lourds, nous étions 39 intéressés alors que le cours était limité à 16 participants. Par ailleurs, même en ayant déjà acquis son secondaire V, ou en le complétant, nous nous trouvons dans un cercle vicieux, car quand l'industrie

for manpower. Consequently, there are fewer available jobs in the region.

The situation is even more complicated for employees who are over 55 years old. In general, they are not high school graduates. They must first finish high school, which may take months and even years. Then they must go for a vocational diploma because you have to have at least that kind of diploma nowadays to get a job. That takes an extra year. Thus, the people who start their studies at the age of 55, finish them at the age of 58 or 59 and employers are all the more reluctant to hire them given the fact that they have no experience in the field. This also applies to younger workers.

It is important to note that while workers are finishing school, they have no income. They have to live on their employment insurance benefits that eventually run out. We should find suitable solutions for workers who are in their 40s or 50s, by requiring less schooling. For instance, we should have training classes with courses adapted to our needs and we should not have to sit down in regular classes with 15 or 16-year-olds. There should be programs that recognize acquired experience and that would be equivalent to vocational programs or other programs. In this way, training time could be shortened so that more people could stay and successfully finish their studies.

Also, industrial entrepreneurs who want to set up business need qualified and competent personnel. They have great difficulty in obtaining training programs that really meet their needs.

Moreover, the lack of money due to losing one's job is a constant source of stress and low self-esteem for workers, because these people have worked since they were 16, 17 or 18 years old. As they have invested in the forestry industry ever since they were teenagers, they end up without any opportunities, without experience, and in many cases, without schooling. As their future is in jeopardy, the stress that many workers have to endure has resulted in quite a few cases of depression.

Besides, Grand-Remous is a one-industry village at the extreme fringe of the Outaouais region. Therefore, this village is vulnerable to other companies who want to grab the wood supply contract without considering the impact on the municipality. Domtar wants the supply contract. If they do not get it, they will not build another mill at Grand-Remous.

In conclusion, the closure of the Domtar mill in Grand-Remous affects 120 direct jobs and many indirect jobs for which I have no figures, like jobs in the forest, truckers, entrepreneurs and business persons. Thus, many families have seen a great drop in their standard of living that might even drive them into exile to large urban centres.

forestière est en crise, les commerçants s'en ressentent aussi, donc ont moins besoin de main d'œuvre. Par conséquent, il s'ensuit une diminution de travail disponible dans la région.

La situation est d'autant plus compliquée pour les employés de 55 ans et plus. Ils sont généralement ceux qui ne détenaient pas leur diplôme d'études secondaires. Ils doivent d'abord compléter leurs études secondaires, ce qui représente plusieurs mois, même quelques années. Par la suite, ils doivent se diriger vers un DEP puisque l'obtention d'un emploi requiert minimalement ce type de diplôme de nos jours. On compte alors une année de plus. Ainsi, les personnes qui auront commencé leurs études à 55 ans, auront 58 ans ou 59 ans et les employeurs seront plus réticents à les engager en prenant compte qu'ils n'auront aucune expérience dans le domaine. C'est aussi vrai pour les travailleurs plus jeunes.

Il est important de préciser que pendant que les travailleurs complètent leur scolarité, l'argent ne rentre plus. Ils doivent vivre avec leurs prestations d'assurance-emploi qui ne sont pas éternelles. Il faut envisager des solutions adaptées aux travailleurs dans la quarantaine ou la cinquantaine, avec moins de scolarité. Par exemple, des classes de formation où les cours seraient adaptés à nos besoins et où on ne se retrouverait pas dans des classes régulières avec des jeunes de 15 ou 16 ans. Il devrait exister des programmes de reconnaissance des acquis qui viendraient équivaloir à des programmes de DEP ou autres. De cette façon, cela pourrait écourter les périodes de formation et mieux les adapter pour augmenter les taux de rétention et de succès des individus.

Également, les industriels qui veulent partir des entreprises ont besoin de personnel qualifié et compétent. Ils ont beaucoup de difficultés à obtenir des programmes de formation qui répondent vraiment à leurs besoins.

De plus, le manque d'argent causé par la perte d'emploi génère chez les travailleurs un stress constant et une diminution de l'estime de soi, car il s'agit de gens qui travaillent depuis l'âge de 16, 17 ou 18 ans et ayant ainsi investi depuis ce jeune âge dans l'industrie forestière, ils se retrouvent devant rien, sans expérience et, dans bien des cas, sans instruction. Puisque leur avenir est hypothéqué, le stress auquel ces nombreux travailleurs font face a mené certains d'entre eux jusqu'à la dépression.

D'autre part, Grand-Remous est un village mono-industriel qui se situe à l'extrémité de la région de l'Outaouais ce qui en fait un village vulnérable aux yeux d'autres entreprises qui voudraient s'approprier le contrat d'approvisionnement de bois sans se soucier des répercussions que cela aurait pour cette municipalité. Domtar veut avoir le contrat d'approvisionnements. S'ils ne l'ont pas, ils ne feront pas une autre usine à Grand-Remous.

Pour conclure, la fermeture de l'usine Domtar de Grand-Remous affecte 120 emplois directs et beaucoup d'emplois indirects dont je n'ai pas les chiffres, tels que les emplois en forêts, les camionneurs, les entrepreneurs et les commerçants. Donc, de nombreuses familles font face à une diminution considérable de leur qualité de vie qui les conduira peut-être même à l'exil vers les grands centres urbains.

[English]

Senator Mahovlich: It certainly sounds like we have a crisis on our hands.

Does the warming effect that the world is experiencing right now having an effect on the forests that we have up here in the north, like the boreal forest? Do you find that there is a change? You mentioned Kyoto.

[Translation]

Ms. Julien: Presently, the impact on mixed wood and hardwood forests is not as obvious as it could be on boreal forests. In our opinion, the greatest impact is due to rainfall. Currently, the rainfall is steady and favourable. There is an obvious impact on wildlife. There is an increase in the number of deer, and animals are migrating northward. Unlike trees, animals can move around. We can expect the growing season to be a bit longer. The Mont-Laurier region has good sunshine and excellent rainfall. Therefore, for the time being, the impact has not been significant. We have not been infested with insects as other regions have been.

[English]

Senator Mahovlich: In the 1950s and 1960s, we were doing quite well. We were enjoying life and we were experiencing success. Did anyone think there would ever be a crisis? Did anyone prepare for a crisis? Should we have enticed more incentive to our communities up North?

I come from the little town of Timmins and it is doing quite well. It is a mining community and it has a forestry industry. Timmins seems to have attracted a few other commercial businesses; it seems to be doing quite well. They have increased their population to 30,000 or 35,000 people. I see there has been a small decrease in population in this area.

[Translation]

Ms. Julien: The active population is declining but on the other hand, the overall population for the Antoine-Labelle MRC is steady. We are worried about the active population, with an exodus of young people and an influx of retirees. We are near Montreal. Many people are moving in and changing their cottages into residences. Retirees do not need much economic development and would rather have things remain as they are.

There are 35,000 people on our territory of 5,000 square kilometres; the population is sparse. The biggest town is Mont-Laurier with 14,000 people. The current crisis does not seem fatal for us because the companies that we have built are performing well. We have made great investments during recent years. Our problem has to do with repositioning. We have to weather this crisis. We think that with proper support, as Mr. Grondin just said, there can be repositioning and a new start. Our situation is

[Traduction]

Le sénateur Mahovlich : Il semble certes que nous sommes confrontés à une crise.

Est-ce que l'actuel réchauffement de la planète a un effet sur les forêts du Nord, comme la forêt boréale? Trouvez-vous qu'il y a un changement? Vous avez parlé de Kyoto.

[Français]

Mme Julien : Pour la forêt feuillue et mélangée, pour le moment, l'impact n'est pas aussi visible qu'il pourrait peut-être se faire en forêt boréale. L'impact le plus important, à notre avis, est la pluviosité. La pluviosité pour le moment se maintient et elle est intéressante. L'impact que l'on constate c'est au niveau de la faune. Il y a une augmentation du cheptel, par exemple des chevreuils, et une montée vers le Nord de ces animaux. Les animaux ont la faculté de se déplacer ce que les arbres n'ont pas. Ce qui va arriver, c'est qu'il va y avoir une saison de croissance un peu plus longue. La région de Mont-Laurier est une région qui possède une bonne luminosité et une excellente pluviosité. Donc, pour le moment, on n'a pas constaté d'impact significatif. On n'a pas non plus une infestation d'insectes comme on a connu ailleurs.

[Traduction]

Le sénateur Mahovlich : Dans les années 1950 et 1960, les choses allaient plutôt bien. La vie était belle et nous connaissions le succès. Y avait-il quelqu'un qui croyait qu'il y aurait un jour une crise tôt ou tard? Est-ce que quelqu'un s'était préparé pour une crise? Aurions-nous dû offrir plus d'incitatifs à nos collectivités du Nord?

Je viens de la petite ville de Timmins où la situation est assez bonne. C'est une collectivité minière mais elle a aussi un secteur forestier. Timmins semble avoir attiré plusieurs autres entreprises commerciales et elles semblent réussir assez bien. La population a augmenté de 30 000 à 35 000 habitants. Je constate qu'ici il y a eu une légère diminution de la population.

[Français]

Mme Julien : La population active est à la baisse, par contre, la population globale pour la MRC d'Antoine-Labelle se maintient. Notre inquiétude est en regard de la population active; il y a l'exode des jeunes et la rentrée des retraités. On est proche de Montréal. Il y a beaucoup de gens qui s'installent, qui transforment leur chalet en résidence. Les retraités sont des gens qui n'ont pas besoin d'un développement économique énorme et préfèrent que les choses se maintiennent telles qu'elles sont.

Sur un territoire de 5 000 kilomètres carrés, il y a trente-cinq mille personnes; la population est largement répartie. La plus grosse ville, c'est Mont-Laurier avec 14 000 personnes. La crise actuelle ne nous semble pas fatale, car les entreprises qu'on a construites sont performantes. On a beaucoup investi dans les dernières années. Le problème, c'est le repositionnement. C'est de passer au travers la crise. On pense qu'avec des soutiens adaptés, un peu comme M. Grondin vient de vous dire, il peut y avoir un

not at all desperate, quite the contrary. We have several projects that favour repositioning. But as I just said, we are often short of resources.

[English]

Senator Mahovlich: Have we had any new immigration come to this area? I know immigrants seem to be attracted to cities probably because their families live in the cities. In the 1940s and 1950s, immigrants used to go to the rural areas. Now, they do not maybe because of the lack of jobs.

If we found incentives for immigrants to come to areas like this, do you think it would help?

Youth seem to leave. I know in Northern Ontario, all my schoolmates with whom I grew up have all left and gone elsewhere. New families move up North. There is a turnover in rural areas. I imagine it is similar to this area. People move out, but we have to find incentives to attract more immigrants to the rural areas. Can you comment on that?

[Translation]

Ms. Julien: It is a new phenomenon. The mayor of Mont-Laurier is of Haitian origin. In forestry, there are more and more immigrants from Eastern Europe and Africa. They are extremely good workers. There are two things we are interested in. First, something has to be done because these people arrive in an environment where they are culturally isolated. In the city, there are actual neighbourhoods and communities. There are newspapers. There is a cultural life for those communities. When they come to Mont-Laurier, there is cultural isolation. There are definitely measures which could be taken to help people fit in better. The other thing is fostering ties between rural and aboriginal communities; the aboriginal communities do want to get into the job market, and there are a lot of young people in those communities. Manawan, a community outside our region, is an influential territory in the Laurentians that wants to get into the forestry industry. That is seen as an extraordinary opportunity. They came to the vocational training centre and they are really efficient. Those are definitely two avenues to be pursued and explored. However, if you are going to keep or attract people, I think you have to have jobs for them.

[English]

Senator Mahovlich: Mr. Grondin, when the mill closed, there were certain workers who were 55 years of age and over. That is getting near retirement age. Did they have a pension to fall back on? Was it a good pension that they could fall back on to help them out?

repositionnement et possibilité d'un redémarrage. On n'est pas désespéré de la situation, au contraire. On a plusieurs projets favorisant ce repositionnement. Mais comme je vous le disais tantôt, ce sont souvent les moyens qui manquent.

[Traduction]

Le sénateur Mahovlich : Y a-t-il de nouveaux immigrants qui s'établissent dans cette région? Je sais que les immigrants semblent être attirés par les villes, probablement parce que leurs familles y habitent. Dans les années 1940 et 1950, les immigrants allaient s'établir dans les régions rurales. Il se peut que maintenant ils ne le font pas à cause du manque d'emplois.

Si nous trouvions des incitatifs pour que les immigrants s'établissent dans des régions comme celle-ci, croyez-vous que cela pourrait aider?

Les jeunes semblent partir. Je sais que dans le nord de l'Ontario, tous les camarades de classe avec qui j'ai grandi sont partis et se sont établis ailleurs. De nouvelles familles déménagent vers le Nord. Il y a un roulement dans les régions rurales. J'imagine que c'est la même chose dans cette région. Les gens partent, mais il faut trouver des incitatifs pour attirer de nouveaux immigrants dans les régions rurales. Pouvez-vous nous donner votre opinion là-dessus?

[Français]

Mme Julien : C'est un phénomène nouveau. Le maire de Mont-Laurier est d'origine haïtienne. En sylviculture, il y a de plus en plus d'immigrants en provenance de l'Europe de l'est ou d'Afrique. Ce sont des travailleurs extrêmement performants. Il y a deux volets qui nous semblent intéressants. Le premier, il faudrait des mesures parce que ces gens arrivent dans un milieu et ils sont isolés sur le plan culturel. En ville, la réalité c'est qu'il y a des quartiers, il y a des communautés. Il y a des journaux. Il y a une vie culturelle qui correspond à ces communautés. Quand on arrive à Mont-Laurier, il y a un isolement sur le plan culturel. Il y a certainement des mesures qui permettraient aux gens de mieux s'intégrer. L'autre volet, c'est de promouvoir des liens entre les communautés rurales et les communautés autochtones; il y a une volonté des communautés autochtones de s'intégrer au marché du travail; il y a beaucoup de jeunes dans ces communautés. La communauté Manawan, qui n'est pas dans notre région, est un territoire d'influence dans les Laurentides qui veut s'intégrer au secteur forestier. On considère que c'est une occasion extraordinaire. Ce sont des gens qui sont venus au centre de formation professionnelle et ils sont très performants. Ces deux volets sont certainement des voies à explorer et à approfondir. Par contre, je pense que pour retenir les gens ou les attirer, cela passe par l'emploi.

[Traduction]

Le sénateur Mahovlich : Monsieur Grondin, lorsque la scierie a fermé ses portes, certains travailleurs avaient 55 ans et plus. C'est proche de l'âge de la retraite. Avaient-ils une pension de retraite pour vivre? Est-ce que c'était une bonne pension sur laquelle ils pouvaient compter?

[*Translation*]

Mr. Grondin: No. Back then, about 10 years ago, there was a pension fund system. It is not generous enough for people to retire at 55. At about the same time, there was a federal government program called "POWA." It is gone now. There is currently another program, which pays out around \$800 a month. Clearly, when you are 55, \$800 a month is not enough to contemplate retiring.

Senator Segal: I saw an automatic link between the two presentations.

Ms. Julien, you talked about strategic bridges to help a community reorganize and take charge, and to find ways to facilitate some economic development in a crisis situation.

Mr. Grondin, I heard that a staffing bridge was lacking. Those who are laid off have no other option.

Ms. Julien, under the Quebec program called "Programme de la ruralité nationale," there is some presence in the community, some grants. Federally, we do not have a program that is totally dedicated to rural economic development. Without creating a new program today, what lessons can the federal government learn from your experience in your region in order to do something truly positive to help communities like yours make the transition? Does it involve issues of tax, grants and having a guaranteed personal income level for everyone? In your opinion, based on your experience, what is the best way for the federal government to create a presence that would be instrumental and positive in helping our rural communities develop and protect themselves?

Ms. Julien: When you say strategic bridges, that means businesses, communities and individuals have to be involved. Trained and skilled individuals like workers at the Grand-Remous sawmill, for example, if the crisis comes to an end and they are gone, it becomes extremely difficult for companies to keep going. Yes, it definitely involves taxation. As far as forestry is concerned, I think you have already heard some suggestions. Among other things, when it comes to forestry machinery, if there were an accelerated capital cost allowance like in the case of business equipment, that would definitely help the owners of that machinery.

The federal government has a program that is limited to pilot projects, one per province, and that is Natural Resources Canada's forest communities program. We applied under that program. The title of our project is "Le Bourdon" [The bumblebee]. We called it that because a bumblebee is an insect that, according to all the laws of physics, should not fly. But

[*Français*]

M. Grondin : Non. À l'époque, il y a à peu près dix ans, on avait un système de caisse de retraite. Il n'est pas assez rentable pour que les gens de 55 ans puissent prendre leur retraite. À peu près au même moment, il y avait un programme du gouvernement fédéral qu'on appelait la « PATA ». Il n'existe plus. Il y a, en ce moment, un autre programme qui donne à peu près 800 \$ par mois. C'est sûr qu'à 55 ans, 800 \$ par mois, ce n'est pas assez pour envisager une retraite.

Le sénateur Segal : J'ai vu un lien automatique entre les deux présentations.

Madame Julien, vous avez parlé des ponts stratégiques pour aider une communauté à réorganiser et prendre charge ses affaires, et de trouver des moyens de faciliter un certain épanouissement économique dans une situation de crise.

Monsieur Grondin, j'ai entendu qu'on manque un pont de personnel. Ceux qui sont mis en dehors du travail n'ont aucune autre option.

Madame Julien, au point de vue du programme québécois qui s'appelle « le programme de la ruralité nationale », on a une certaine présence dans la communauté, certaines subventions. Au fédéral, il nous manque un programme qui est totalement dévoué à l'épanouissement économique de la ruralité. Sans créer un nouveau programme aujourd'hui, quelles leçons le gouvernement fédéral peut-il apprendre de votre expérience dans votre région pour mettre des choses en vigueur qui seront vraiment positives, qui vont aider les communautés comme la vôtre à faire la transition? Est-ce que cela touche aux questions de fiscalité et aux questions de présence de subventions, aux questions d'avoir un niveau de revenu personnel garanti pour tout le monde? À votre avis, selon votre expérience, quelle est la meilleure façon pour le fédéral de créer une présence qui sera instrumentale et positive pour aider nos communautés rurales à se développer et se préserver.

Mme Julien : Quand vous dites les ponts stratégiques, cela veut dire qu'il faut jouer au niveau de l'entreprise, au niveau de la communauté et au niveau de l'individu. Des individus formés et compétents comme ceux de la scierie de Grand-Remous, par exemple, si la crise se termine et qu'ils sont disparus, cela devient une difficulté énorme pour les entreprises de reprendre le flambeau. Oui, il faut certainement jouer au niveau de la fiscalité. En ce qui concerne le secteur forestier, je pense qu'il y a des choses qui vous ont été indiquées. Entre autres, quand on parle du parc de machineries forestières, si on était capable d'avoir un amortissement accéléré comme c'est le cas pour les équipements dans l'entreprise, c'est une chose qui aiderait certainement les gens qui sont les propriétaires de ces machineries.

Le fédéral a un programme qui est limité seulement à des projets pilotes, un par province, qui est le programme des collectivités forestières du ministère des Ressources naturelles Canada. On a fait une demande à ce programme. Le titre de notre projet s'appelle « Le Bourdon ». On l'a appelé ainsi parce que le bourdon est un insecte qui, selon toutes les lois de la physique,

because it does not know that, it flies. So, according to all the laws of socio-economics, we should die, but because we do not know that, we are going to survive.

I think that Farm Credit Canada should broaden its criteria for intervention when it comes to single-industry communities with industries that have the potential to make it through the crisis. If there were a greater openness, that would be a good start, but they have criteria, they have short- and medium-term profitability concerns. That is where the bridge is missing.

The good thing about your forest community's program is that it supports a community partnership strategy for development, but also for knowledge acquisition and joint strategy development. It is holistic. There is what we can do with infrastructure and what you can do with infrastructure. There is what you can do to boost new markets as I mentioned before. There is what we can do with investment and what we can do for individuals. It is the entire package. It has to be done by asking communities how they look to their future. Each community has its own dynamics, leaders and ways of doing things. There is also a culture. That is why programs have to be flexible.

Senator Segal: Your organization focuses on forest resources, but generally, has the community sought, for example, decentralization of part of a federal department so as to have an office with a lot of jobs in your region? Has the community tried to get a share of good federal jobs or not so much?

Ms. Julien: Our community, with the laboratory project, has managed to bring people together and promote a vision of community development based on all of the natural resources. This community has managed to define a proposal in connection with the Laurentians region to set up a natural resources and land-use commission in the Laurentians. That is decentralization of some of the land management powers toward communities. So there is a desire to bring decision-making closer to the local level. We are not saying that government should not be setting the broad goals and guidelines that regulate and organize activities. The way to make things happen is to trust people by making them responsible and accountable for the goals that have been set.

Provincially, that is something that people are currently seeking. Federally, no, there has not been any effort made. But one place where federal assistance would really help us is with highway 107, which is a cross-Canada highway; there are some really serious problems, especially in the northern part. If the federal government does anything, it is important to do it at the community level. It is important to act within the community environment. Among other things, there is the whole issue of communications; I think the federal government should see to it that small communities have access to quality communications. Where we are, we only get channel 2, we do not even get

ne devrait pas voler. Mais comme il ne le sait pas, il vole. Alors, nous, selon toutes les lois socioéconomiques, on devrait crever, mais comme on ne le sait pas, on va survivre.

Je pense que la Financière agricole Canada, devrait élargir ses critères d'intervention quand on parle de communautés mono-industrielles et que les industries qui sont là, sont des industries qui ont un potentiel pour passer au travers la crise. S'il y avait une ouverture plus large, c'est déjà très intéressant, mais ils ont des critères, ils ont des préoccupations de rentabilité à courts et moyens termes. C'est là que le pont ne se fait pas.

Ce qui est intéressant de votre programme de collectivités forestières, c'est qu'il venait appuyer une stratégie de partenariat dans la collectivité pour faire du développement, mais aussi faire l'acquisition de connaissances et développer des stratégies communes. C'est un tout. Il y a ce qu'on peut faire au niveau des infrastructures et ce que vous pouvez faire au niveau des infrastructures. Il y a ce que vous pouvez faire pour augmenter des nouveaux marchés comme je vous ai dit tantôt. Il y a ce qu'on peut faire avec des investissements et il y a ce qu'on peut faire pour les individus. C'est un tout. Pour le faire, il faut demander aux communautés comment elles entrevoient leur avenir. Chaque communauté, a son propre dynamisme, a ses leaders et sa façon de faire. Il y a aussi une culture. C'est pour cette raison qu'il faut être souple au niveau des programmes.

Le sénateur Segal : Votre organisation est dirigée vers les ressources forestières, mais sur un plan général, est-ce que la communauté a cherché à avoir, par exemple, une décentralisation d'une partie d'un ministère fédéral pour avoir un bureau avec beaucoup d'emplois dans votre région? Est-ce qu'elle a cherché d'avoir une partie de grands emplois fédéraux ou pas tellement?

Mme Julien : Notre communauté, avec le projet de laboratoire, a réussi à regrouper les gens et favoriser une vision du développement de la communauté à partir de l'ensemble des ressources naturelles. Cette communauté a réussi à définir une proposition en lien avec la région des Laurentides pour la mise en place d'une commission des ressources naturelles et du territoire dans les Laurentides. C'est une décentralisation d'une partie des pouvoirs de gestion sur le territoire vers les communautés. Il y a donc une volonté de rapatrier la prise de décision plus proche du terrain. On ne dit pas que le gouvernement ne doit pas être celui qui fixe de grands objectifs, les balises qui régulent et qui organisent. La façon de le réaliser, c'est de faire confiance aux gens, en les responsabilisant et en demandant des comptes par rapport aux objectifs qui auront été déterminés.

Au provincial, c'est une chose que les gens cherchent à acquérir actuellement. Pour ce qui est du fédéral, non, il n'y a pas eu d'activité. Mais là où l'aide du fédéral serait majeure pour nous, c'est sur la route 107 qui est une route pancanadienne; elle présente de très graves lacunes surtout dans la partie nord. Si le fédéral intervient, il est important d'intervenir auprès de la communauté. C'est important d'intervenir dans l'environnement de la communauté. Entre autres, toute la question des communications, je pense que le fédéral devrait s'arranger pour que les petites communautés aient accès à une qualité de communications. Chez nous, on a juste le canal 2, même pas

Télé-Québec. When television is boring, nobody watches it. But equipment is very expensive. Everything is expensive when you are isolated, and that is the problem. The Internet is a work tool. If people do not have Internet access, that causes major difficulties.

Senator Segal: Mr. Grondin, you talked about how hard it is for people who have lost their job to rebuild their lives. Of the group of people you worked with back then, have many left the region? Have they found an opportunity to start up a small- or medium-sized business? What have they done in general?

Mr. Grondin: As I said before, around 15 of them found a new job. That does not necessarily mean it is a job at the same level. There is one person who works 24 hours a week for minimum wages and supplies his own vehicle and gas. We have no choice. Sooner or later, you have to do something else. A few of them found work that was reasonable enough. But not more than 15 or so. The rest are kind of struggling with going to school. There are even problems with sending them to school because you have to meet certain Emploi Québec criteria. If you do not meet those, you are eliminated. It is straight to welfare and your self-esteem suffers. These are people who have been working since they were 16, 17 or 18. They have always worked and they wind up on welfare. As Ms. Julien said earlier, you have to sell your skidoo, all-terrain vehicle and house before you can get welfare. So you wind up with absolutely nothing.

Senator Segal: In terms of social problems, without mentioning private issues, family problems, divorce, have you heard that the situation was more difficult after the plant closed down?

Mr. Grondin: No, not really. Under the Labour Code, when a plant shuts down, there is an adjustment committee. While the adjustment committee was still around, we were getting information on our people, but that committee disappeared about five or six months ago. So we have kind of lost track of our people. From time to time, we get a call, from people looking for news, wanting to find out whether there is anything else coming to Grand-Remous, but that is all.

Senator Lavigne: Ms. Julien, you mentioned stabilization of training programs. Are there any specific programs that should be stabilized in order to help you provide adequate forestry training?

Ms. Julien: Yes. The problem is the criteria or the ratio. Jacques was saying earlier that there were 39 people interested in taking the course and that only 16 of them were eligible. The opposite is true. In other words, often, in a rural area, there may be 5 or 6 people who need training, but no training will be provided unless you have at least 15 people. That is a specific training problem.

Senator Lavigne: With regard to the number of people who meet the criteria.

Ms. Julien: With regard to the number of people and the support for the training institution to provide programs.

Télé Québec. Quand la télévision est plate, on la ferme. Mais pour s'équiper, c'est très cher. Tout est cher quand on est isolé, c'est ça le problème. Internet est un outil de travail. Si les gens n'y ont pas accès, cela occasionne des difficultés importantes.

Le sénateur Segal : Monsieur Grondin, vous avez parlé de la difficulté des gens qui ont perdu leur emploi de rebâtir leur vie. Dans le groupe avec lequel vous avez travaillé à l'époque, est-ce que plusieurs ont quitté la région? Est-ce qu'ils ont trouvé une occasion de commencer une petite ou moyenne entreprise? Qu'est-ce qu'ils ont fait en général?

M. Grondin : Comme je disais tantôt, il y en a une quinzaine qui a trouvé un nouvel emploi. Cela ne veut pas nécessairement dire que c'est un emploi au même niveau. Il y a une personne qui travaille 24 heures semaine au salaire minimum et il fournit son véhicule et son gaz. On n'a pas le choix. À un moment donné, il faut faire autre chose. Il y en a quelques-uns qui ont trouvé un emploi assez raisonnable. Mais pas plus d'une quinzaine. Le reste se tiraille un peu pour aller à l'école. On a même des problèmes à les envoyer à l'école parce qu'il y a certains critères à respecter chez Emploi Québec. Si tu ne les rencontres pas, tu es éliminé. C'est l'Aide social directement et l'estime de soi qui descend. Ce sont des gens qui travaillent depuis l'âge de 16, 17 ou 18 ans. Ils ont toujours travaillé et ils se retrouvent sur le bien-être. Comme Madame Julien a dit tantôt, il faut vendre le skidoo, le quatre roues et la maison avant d'avoir accès au bien-être. Donc, tu tombes complètement à zéro.

Le sénateur Segal : Relativement aux problèmes sociaux, sans parler des sujets privés, des problèmes dans les familles, les divorces, est-ce que vous avez entendu que la situation était plus difficile après que l'usine ait fermé?

M. Grondin : Non, pas vraiment. Selon le Code du travail, il y a un comité de reclassement au moment d'une fermeture d'usine. Tant que le comité de reclassement a été en place, on avait de l'information sur notre monde, mais cela fait cinq ou six mois que le comité n'existe plus. On a perdu de vue un peu notre monde. De temps à autre, on a un appel, ceux qui veulent avoir des nouvelles, à savoir s'il va y avoir autre chose à Grand-Remous, mais pas plus.

Le sénateur Lavigne : Madame Julien, vous avez mentionné la stabilisation des programmes de formation. Est-ce qu'il y a des programmes en particulier qui devraient être stabilisés pour vous aider à faire de la formation adéquate en foresterie?

Mme Julien : Oui. Le problème, ce sont les critères ou les ratios. Jacques disait tantôt qu'il y avait 39 personnes intéressées à suivre un cours et il n'y en avait que 16 d'admissibles. L'inverse est vrai. C'est-à-dire que souvent, dans un secteur rural, on pourrait avoir à former cinq ou six personnes et le ratio va faire qu'en bas de 15 personnes, on ne part pas une formation. C'est une difficulté particulière à la formation.

Le sénateur Lavigne : Au niveau du nombre de personnes qui rencontrent les critères.

Mme Julien : Au niveau du nombre de personnes et du soutien à l'institution de formation pour offrir les programmes.

Senator Lavigne: You also talked about green energy forestry to help meet the Kyoto objectives. Is that not already considered like a renewal energy within Kyoto?

Ms. Julien: Yes, that might be. It is considered as green energy. However, if we really want to use forest biomass to make biodiesel or help heat homes in an eco-friendly way, then that will require government policy to foster its use, on the one hand. On the other, incentives are needed for rapid growth. You can wait until things happen — which can take a very long time — or you can foster the use of forestry biomass for such purposes. We know today that using corn or other crops to produce biodiesel is somewhat at odds with the agricultural use of those same productions. In regions such as ours, there is a vast quantity of available forest biomass. There are many things at our disposal. This means that government policy has to recognize that these things will help achieve greenhouse gas reduction targets and that support is needed for this emerging sector.

[English]

The Chairman: Thank you very much both of you for a very interesting and important presentation. Denise, your words about the necessity of bringing our Aboriginal community as much as we can into these industries touched me. I wish you every success in that endeavour.

We are on our fourth panel. I am very pleased to welcome Dorothee St-Marseilles, Coordinator of l'Équipe des bénévoles de la Haute-Gatineau, and Benoit Labrecque, Advisor, Development of Forestry Industry, Centre local de développement.

[Translation]

Dorothy St-Marseille, Coordinator, L'Équipe des bénévoles de la Haute-Gatineau: I am the Director of L'Équipe des bénévoles de la Haute-Gatineau, which is a home support organization that provides transportation services for medical reasons. The organization was founded in 1983. Its mission is to help senior citizens and financially-disadvantaged people to go to their medical appointments, whether in clinics or hospitals. Our service is only offered to people aged 55 and over, as well as to people on income security and welfare. We serve Maniwaki and its neighbouring municipalities, Grand-Remous, Montcerf, Lytton, Bois-Franc, Egan-sud, Délage, Aumond, Ste-Thérèse de Gatineau, Messines and Farley.

From April 2006 to March 31, 2007, we made 2,300 trips in that fiscal year. Our service is provided by seven volunteers who are available seven days a week. Destinations include Hull, Gatineau, Ottawa, Mont-Laurier, St-Jérôme and Montreal, in

Le sénateur Lavigne : Vous avez aussi parlé de la foresterie énergie verte pour que Kyoto atteigne son objectif. N'est-ce pas à l'intérieur de Kyoto présentement comme énergie renouvelable?

Mme Julien : Oui, c'est une possibilité. C'est reconnu comme une énergie verte. Par contre, si on veut vraiment que la bio-masse forestière serve à faire du biodiesel ou serve au chauffage résidentiel, de façon propre, cela nécessitera une politique gouvernementale qui va la favoriser d'une part. D'autre part, il faut des mesures incitatives pour un développement rapide. Vous pouvez attendre que les choses se fassent — ce qui peut prendre énormément de temps — ou vous pouvez favoriser l'utilisation de la bio-masse forestière pour ces choses-là. On sait qu'en ce moment, l'utilisation du maïs, par exemple, ou l'utilisation de certaines autres sources pour le biodiesel rentre un peu en conflit avec l'utilisation agricole de ces mêmes produits. En ce qui concerne la bio-masse forestière dans certaines régions comme la nôtre, il y a beaucoup de masse qui est disponible. Il y a beaucoup de choses qui sont disponibles. Cela signifie qu'à l'intérieur d'une politique gouvernementale on reconnaît que ces choses font partie des objectifs pour atteindre la baisse des gaz à effet de serre et qu'on soutient l'émergence de ce secteur.

[Traduction]

La présidente : Je tiens à vous remercier tous les deux de votre exposé qui était très intéressant et important. Denise, ce que vous avez dit à propos de la nécessité d'intégrer autant que possible nos communautés autochtones dans ces industries m'a beaucoup touché. Je vous souhaite beaucoup de succès dans cette démarche.

Nous passons maintenant à notre quatrième groupe de témoins. J'ai le plaisir d'accueillir Dorothee St-Marseilles, coordonnatrice de l'Équipe de bénévoles de la Haute-Gatineau et Benoit Labrecque, conseiller, Développement de l'industrie forestière, Centre local de développement.

[Français]

Dorothy St-Marseille, coordonnatrice, L'Équipe des bénévoles de la Haute-Gatineau : Je suis la directrice de l'Équipe des bénévoles de la Haute-Gatineau. C'est un organisme de maintien à domicile qui fait du transport d'accompagnement pour raisons médicales. L'organisme L'Équipe des bénévoles de la Haute-Gatineau a été fondé en 1983. Sa mission était de permettre aux personnes âgées et aux personnes démunies financièrement de se rendre à leurs rendez-vous médicaux, soit cliniques et hôpitaux. Le service que nous offrons est strictement pour les personnes qui sont âgées de 55 ans et plus, ainsi que les personnes sur la Sécurité du revenu et l'Aide sociale. Nous desservons les municipalités environnantes de Maniwaki, dont dix municipalités qui sont Grand-Remous, Montcerf, Lytton, Bois-Franc, Egan-sud, Délage, Aumond, Ste-Thérèse de Gatineau, Messines, Farley, incluant Maniwaki.

Pour l'exercice financier d'avril 2006 au 31 mars 2007, nous avons effectué 2 300 transports. Nos transports sont effectués par sept bénévoles qui sont disponibles sept jours semaine. Nos destinations sont Hull, Gatineau, Ottawa, Mont-Laurier,

addition to local appointments. People are picked up at home, driven to their medical appointment and brought back home afterwards.

We see the problems that poverty creates in our region. We live away from the major centres, and many have no longer the money to buy an automobile. In most cases, their children have left the area to go study or find work. These people therefore live alone and do not have means of transportation. In order to take care of our seniors' well-being, we have to provide them with a transportation service especially when their health is at issue, given that health specialists practice in major centres. Many go to Gatineau or Ottawa for chemo therapy, dialysis and day surgery, and often to Montreal for orthopaedics.

In conclusion, organizations such as ours are meant to help people have a certain quality of life, live in their own region and have enough to be comfortable. I want to say how important our community groups are in the region, because they care for the well-being of an increasingly aging and poor population.

That is our goal: taking care of poor people who do not have adequate means.

Benoit Labrecque, Advisor, Development of Forestry Industry, Centre local du développement: Madam Chairman, I was asked to speak about the Gatineau Valley region. This was a request from the office of member Lawrence Cannon. I will basically give you a socio-economic overview of the region.

I would like to point out that this is not my field of expertise. I was trained as a forestry engineer, and my main areas of expertise are the forest-based economy and business management. I therefore apologize for any inconsistencies in my presentation. I would like to say a few words about the Centre local de développement. Initially, this organization was founded by the Government of Quebec to help the regions, especially the RCMs, develop socio-economically. We support both business start-ups and cultural and social groups. Our centre allocates grants, helps applicants obtain funding and coordinates start-up projects in both the private and non-profit sectors. That said, I will also touch on the forest industry, which is my field of interest, but my presentation will be quite similar to what you have heard since this morning, especially by Ms. Julien, who gave an overview similar to the one of our industry in the Outaouais.

I would like to start with a few statistics on the area. There are 20,000 people living in the Vallée de la Gatineau RCM, or 5.8 per cent of the Outaouais population. The region is quite vast and has the occupancy rate of 1.6 persons per square kilometre. We have a relatively aging population, with an average age of

St-Jérôme et Montréal, en plus des rendez-vous locaux. La personne est prise à son domicile, transportée et accompagnée à son rendez-vous médical et par la suite, ramenée chez elle.

Nous sommes témoins des problèmes de pauvreté dans notre région. Nous sommes éloignés des grands centres et plusieurs n'ont plus les moyens financiers de se procurer un véhicule. Pour la plupart, les enfants ont quitté la région pour les études ou le travail. Donc, ces personnes se retrouvent seules et dépourvues de moyens de déplacement. Afin de voir au bien-être de ces personnes plus âgées, il est important de leur donner un service de transport surtout lorsqu'on parle de leur santé, car les spécialistes en santé sont situés dans les grands centres. Plusieurs vont à Gatineau ou Ottawa pour des traitements de chimio, pour la dialyse, chirurgie d'un jour et souvent à Montréal pour l'orthopédie.

En terminant, une des raisons pour laquelle existent des organismes comme le nôtre est de permettre à ces gens d'avoir une certaine qualité de vie, pouvoir vivre dans leur région et ne manquer de rien. Je tiens à mentionner l'importance de nos organismes communautaires dans la région qui ont à cœur le bien-être de la population qui est de plus en plus vieillissante et appauvrie.

C'est le but de notre organisme : voir aux personnes qui n'ont pas les moyens, qui sont pauvres.

Benoit Labrecque, conseiller au développement de l'industrie forestière, Centre local de développement : Madame la présidente, on m'a demandé de parler de la région de la Vallée de la Gatineau. C'est une demande qui émane du bureau du député Lawrence Cannon. Je vais faire essentiellement un portrait socioéconomique de cette région.

Je tiens à signaler que ce n'est pas mon champ d'expertise. Je suis ingénieur forestier de formation et mon expertise s'étend principalement à l'économie forestière et à la gestion des entreprises. Donc, vous m'excuserez s'il y a certains éléments qui peuvent paraître erratiques dans mon discours. Je vais vous entretenir deux secondes sur le Centre local de développement. C'est un organisme qui a été fondé à l'origine par le gouvernement du Québec pour aider les régions, les MRC en particulier, à développer les aspects socioéconomiques de leur milieu. On œuvre tant dans le démarrage d'entreprises que dans le secteur culturel et social. On donne des subventions, on aide à obtenir des subventions, à coordonner des projets dans ces deux secteurs, c'est-à-dire dans le démarrage d'entreprises dans le secteur privé et le secteur des organismes sans but lucratif. Cela dit, ma présentation va aussi porter sur le secteur forestier qui est mon domaine de prédilection, mais mon discours ne sera pas très différent de ce que vous avez entendu depuis ce matin, particulièrement celui de Mme Julien qui a dressé un portrait assez comparable à celui que l'on retrouve dans notre secteur d'activité en Outaouais.

Je commencerai avec quelques informations statistiques sur la région. La MRC de la Vallée de la Gatineau compte environ 20 000 habitants, soit 5,8 p. 100 de la population de l'Outaouais. Le territoire est assez vaste, ce qui nous donne un taux d'occupation de 1,6 habitant au kilomètre carré. Nous avons

approximately 43 years. Our residents are quite poor, especially when measured by people's dependency on government benefits, which amount to 47.5 per cent of household incomes in the region. That is an average based on total wages paid in the region and accounts for almost 50 per cent of wages earned.

The labour force participation rate, which is different from the unemployment rate, is approximately 68 per cent for people aged 15 to 64, which is relatively low when compared with areas like the City of Gatineau, which has a rate of close to 80 per cent.

The population has been declining since 1996. In fact, the number of residents dropped by 1.7 per cent in 2006. Nevertheless, the long-term outlook is still quite good. Between now and 2010, a 20 per cent growth is expected, mainly owing to the migration seen in the Hautes Laurentides sector. On our side, people will probably migrate from the Gatineau-Ottawa area. The number of baby-boomers is increasing. The Vallée de la Gatineau is a playground for that segment of the population. Many cottages are converted into residential homes, and the expected increase should exceed that of the aging population.

The average income for people in the Vallée is approximately \$21,000, with disposal income reaching between \$16,000 and \$17,000. Our people are aging. Between 2000 and 2006, the number of people receiving both provincial and federal old age benefits has increased by 4 per cent, from 49 per cent to close to 53 per cent.

This is an under-privileged area. That was made clear by the amount of disposal income, \$16,000. As well, that can also be seen in the number of low-income families. The region's average is higher than that of Quebec as a whole. The rate in Quebec is approximately 10 per cent, which is similar to that in the Outaouais overall. In the Vallée de la Gatineau, some 17 per cent of families live on low incomes. These low-income families are mostly made up of women, which is a rather common finding to all regions when addressing poverty-related issues.

One final statistics on poverty: Unlike our neighbouring region, the Hautes Laurentides, life in the Valley has deteriorated since 2000 or 2001, according to the latest census. Today, the medium family income is approximately \$38,700, which places us second to last of all RCMs in Quebec. We are at the bottom of the pack. That covers the information I wanted to give you on the community.

I will briefly talk about the forestry industry, which is my field of expertise. The forest lands of the Vallée cover some 2 million hectares of productive forests. A quarter of that land is made of pure coniferous woods, especially Nordic species, including fir, spruce, larch and jack pine; 36 per cent is mixed forest and 39 per cent, deciduous forest. As Ms. Julien said when she presented the Mont-Laurier sector, these forests are extremely

une population relativement vieillissante ce qui se traduit par un âge moyen d'environ 43 ans. Nous sommes une population relativement pauvre, surtout lorsqu'on se rapporte au niveau de dépendance envers les prestations émanant des gouvernements. Ce niveau s'établit à environ 47,5 p. 100 des revenus des ménages dans la région. C'est une moyenne à partir des salaires totaux payés en région et cela représente presque 50 p. 100 des salaires.

On a aussi un taux d'occupation de la main d'œuvre, qui n'est pas le taux de chômage, c'est le taux d'occupation global, de l'ordre de 68 p. 100 pour la population âgée entre 15 ans et 64 ans ce qui est quand même relativement bas si on compare avec des secteurs comme la ville de Gatineau qui atteint près de 80 p. 100.

La population est en baisse depuis 1996. En fait, en 2006, cette baisse était de 1,7 p. 100. Les perspectives à long terme sont quand même bonnes. On parle d'une croissance d'ici 2010 de l'ordre de 20 p. 100, principalement dû à la migration qu'on a observée dans le secteur des Hautes Laurentides. De notre côté, elle viendra probablement de la région de Gatineau, Ottawa. Les baby-boomers augmentent. La Vallée de la Gatineau étant le grand terrain de jeu de cette population, il y a beaucoup de chalets qui sont convertis en résidences, d'où l'augmentation anticipée qui sera encore plus grande de la population vieillissante.

Le revenu moyen pour la population de la Vallée est de l'ordre de 21 000 \$ pour un revenu disponible de l'ordre de 16 000 \$ ou 17 000 \$. Notre population est vieillissante. De 2000 à 2006, les gens retirant des prestations de vieillesse tant provinciales que fédérales, a cru de l'ordre de 4 p. 100, passant de 49 p. 100 à près de 53 p. 100.

On est dans un milieu défavorisé. On l'a vu sur le plan des revenus disponibles, notamment avec un revenu de 16 000 \$. Cela se traduit aussi au niveau des familles à faibles revenus. La moyenne ici en région est supérieure à celle du Québec. Celle du Québec est de l'ordre de 10 p. 100 qui correspond à peu près à celle qu'on observe dans l'ensemble de l'Outaouais. La Vallée de la Gatineau compte des familles à faibles revenus de l'ordre de 17 p. 100. Ce sont surtout des femmes qui composent ces familles à faibles revenus, ce qui est assez constant d'une région à l'autre lorsqu'on regarde les problématiques liées à la pauvreté.

Dernière note statistique sur l'indicateur de pauvreté : contrairement à notre région avoisinante, la région des Hautes Laurentides qui a réussi à améliorer son sort, le sort de la Vallée s'est détérioré depuis 2000 ou 2001 selon le dernier Recensement. Actuellement, le revenu médian des familles est de l'ordre de 38 700 \$ pour être précis, ce qui nous positionne en avant-dernière position au niveau des revenus totaux pour l'ensemble des MRC du Québec. On se retrouve dans le peloton de queue sur ce plan. Ça fait le tour des informations que je voulais transmettre sur le milieu.

Je vais aborder brièvement la question forestière qui est mon champ d'expertise. Le territoire forestier de la Vallée compte environ 2 millions d'hectares de forêts productives. Le quart est construit de forêts résineuses pures, essentiellement des essences nordiques, sapin, épinette, mélèze et pin gris, 36 p. 100 de forêts mélangées et 39 p. 100 de feuillus. À l'image de ce que Mme Julien vous a présenté dans le secteur de Mont-Laurier,

hard and very expensive to organize. Our legacy is the same as that of the Mont-Laurier sector, i.e., we are in the heart of former CIP lands. Ours is a costly legacy of a degraded forest that is expensive to organize.

Our forestry is dominated by major multinational companies, including Louisiana Pacific and Bowater, which are currently the principal managers of our forests. Commonwealth Plywood is another major player in the forest industry. Its head office is in Sainte-Thérèse, a suburb of Montreal.

The Outaouais can produce approximately 3.8 million cubic metres, all species combined. That was the forestry capability for 2000 to 2008. For 2008 to 2013, the new chief forester has estimated that capability at 2.6 million cubic metres, all species combined, which amounts to a significant decline for the Outaouais region overall (32.1 per cent). That is a substantial drop. In fact, decreases will vary between 21.3 per cent and 62 per cent depending on the species. The Nordic species used at the Bowater plant here in Maniwaki will decrease by 21.3 per cent, and those used at the Louisiana Pacific plant will drop by approximately 40 per cent.

In 2000, there were 20 primary processing plants in the Outaouais, including sawmills, panel board plants and pulp and paper mills. In 2007, or seven years later, there are but 13 of those plants left. The same can be said for the Vallée de la Gatineau. In 2000, there were eight processing plants. In 2007, only four remain, including one — and I heard this morning — that will shut down shortly, leading to significant job losses.

In the Vallée alone, we have gone from 2,593 direct and indirect jobs related to the forest — including jobs in the forest per se — to about 1,500 jobs today, and that number could decrease in the long-term.

The economic losses for the Outaouais region have been estimated at approximately \$110 million. Forty-four million dollars of this amount have a direct impact on the Vallée. We are referring here particularly to salaries that will no longer be paid on an annual basis.

As I said, there are also potential future losses because of the crisis in the forestry sector. This crisis, contrary to what Ms. Julien may have told you, has to do with both economic and structural considerations, in our opinion. There has been a drop in the demand for products of the pulp and paper industry because of pressure from the information technology sector. The Outaouais region, with its four pulp and paper plants, has been directly affected by the drop in demand, which is a very discouraging trend for the long-term. Major change will be required in the Outaouais region if this activity is to be maintained.

In the case of lumber, the problem is much more economic than structural in nature. Reduced opportunities will have a major impact and the result should be a consolidation of the industry. We do not really know what the consequences of consolidation will be for the Gatineau Vallée.

ces forêts sont extrêmement difficiles à aménager, très coûteuses. On a le même héritage du secteur de Mont-Laurier, c'est-à-dire vous êtes au cœur du domaine de la CIP de l'époque. On a un lourd héritage d'une forêt dégradée qui coûte cher à aménager.

Notre foresterie est dominée par des grandes entreprises multinationales. On pense notamment à Louisiana Pacific, à Bowater, qui sont les principaux gestionnaires de la forêt présentement. On a aussi un autre joueur majeur qui est le Commonwealth Plywood qui est aussi un joueur important dans le secteur forestier et dont le centre de décisions se trouve à Sainte-Thérèse, une banlieue de Montréal.

L'Outaouais est en mesure de produire environ 3,8 millions de mètres cubes, toutes essences. C'était la possibilité en 2000-2008 de la productivité forestière. Pour 2008-2013, le nouveau forestier en chef a estimé cette possibilité à 2,6 millions de mètres cubes, toutes essences, ce qui représente une baisse pour la région, l'ensemble de l'Outaouais de 32,1 p. 100. C'est une baisse importante. Cette baisse, en fait, varie entre 21,3 et 62 p. 100, 21,3 p. 100 étant pour les essences nordiques utilisées par l'usine de Bowater ici à Maniwaki et il y a environ un 40 p. 100 pour les essences liées à celle de Louisiana Pacific.

En 2000, l'Outaouais comptait 20 usines de première transformation directement liée au sciage et à la transformation pour les panneaux et les pâtes et papiers. En 2007, soit sept ans plus tard, on ne compte plus que 13 usines de ce type. La Vallée de la Gatineau a suivi la même tendance. On comptait en 2000, huit usines de transformation. En 2007, il n'en reste plus que quatre, dont une, j'ai appris ce matin, qui va fermer incessamment ce qui nous laisse des pertes d'emplois importantes.

Strictement pour la Vallée, on est passé de 2 593 emplois directs et indirects liés à la forêt — ça inclut aussi les emplois en forêt — à près de 1 500 emplois présentement qui pourraient même diminuer à long terme.

On a estimé les pertes économiques pour l'Outaouais à environ 110 millions de dollars; de ce montant, il y a 44 millions de dollars qui affectent directement la Vallée. On parle ici surtout de salaires qui ne sont plus versés sur une base annuelle.

Comme je vous ai dit, il y a aussi des pertes potentielles à venir dues à la crise forestière, une crise qui est, contrairement à ce que Mme Julien a pu vous dire, pour nous à la fois conjoncturelle et structurelle. L'industrie des pâtes et papiers subit de fortes pressions de la part des technologies de l'information qui font que la demande pour ces produits est en baisse. L'Outaouais qui compte quatre usines de pâtes et papiers est directement touché par la baisse de la demande qui est une tendance lourde à long terme. Il va falloir avoir des changements majeurs en Outaouais pour maintenir cette activité.

Pour ce qui est des bois de sciage, la problématique est beaucoup plus conjoncturelle que structurelle. Les baisses de possibilités vont avoir un impact majeur et le résultat de devrait amener une consolidation de l'industrie, consolidation pour laquelle on ne sait pas vraiment quelle sera la résultante pour la Vallée de la Gatineau.

This concludes my remarks, and I would like to thank you for your attention.

Senator Segal: Before I ask Ms. St-Marseille a question, I would like to offer my personal thanks to you and your colleagues who work in this exceptional service. We may talk about major government policies or whatever, but in everyday life, it is the work of volunteers like you and your colleagues that really matters in the lives of our seniors and others. As a citizen, I would like to thank you for your work.

Tell me about your funding arrangements. Gas prices have gone up. Do the volunteers who drive people to their medical appointments pay for their gas? How do you work this?

Ms. St-Marseille: We come under the Agence de santé et des services sociaux de l'Outaouais, and it provides our funding. Some individuals also make donations for transportation services. Volunteers receive a certain amount per kilometre.

Senator Segal: So a person has to have a vehicle in order to be a volunteer. Is that correct?

Ms. St-Marseille: Yes, they use their own vehicle.

Senator Segal: Does this type of activity have any impact on insurance?

Ms. St-Marseille: They are not taxis. These people are volunteers. They are legally allowed to do this. Of course, Transport Quebec does check on things. The transportation service has to be reserved 24 hours ahead of time. If we get a telephone call for a ride on the same day, we cannot do that, so as not to compete with taxis.

Senator Segal: If someone is driven from one region to another for a medical appointment, and if the individual has to wait an hour or two, does the volunteer wait as well? Does the volunteer have to wait until the appointment is over to bring the person back home?

Ms. St-Marseille: When a person calls for a ride, he or she already has an appointment. It may be in Hull, Gatineau, Ottawa or Montreal, to see specialists. The volunteers pick up people at their homes, drive them to their appointments and wait for them. That is part of the service.

Senator Segal: Without violating confidentiality, I imagine that the volunteers report to you about what they see in some homes, where there are some rather difficult situations. Can you tell us about some of these experiences volunteers have shared with you?

Ms. St-Marseille: We deal with people who are on income security and welfare. Some of them do not even have a dollar to buy a coffee. So the volunteer often has to pay out of his or her own pocket. Wait times are long, and so is the trip. This is what they tell us, but they do not put a claim in for this. Reimbursement is for the volunteers' meal, for the lunch,

Sur ces paroles, je termine ma présentation et je vous remercie de votre attention.

Le sénateur Segal : Avant de poser une question à Mme St-Marseille, permettez-moi d'exprimer mes remerciements personnels à vous et vos collègues qui travaillent dans ce service extraordinaire. On peut parler des grandes politiques du gouvernement ou quoi que ce soit, mais dans la vie de tous les jours, ce sont les services des bénévoles comme vous et vos collègues qui comptez vraiment dans les vies de nos personnes âgées et des autres. Je veux exprimer mes remerciements comme citoyen pour votre travail.

Parlez-moi de la façon dont vos affaires sont financées. Le prix de l'essence a augmenté. Les bénévoles qui conduisent ceux qui ont des rendez-vous médicaux, paient-ils pour leur essence? Comment est-ce organisé?

Mme St-Marseille : On est régi par l'Agence de santé et des services sociaux de l'Outaouais qui sont nos bailleurs de fonds. Ensuite, certaines personnes vont aussi donner un don pour les transports. Le dédommagement aux bénévoles se fait à un prix fixe aux kilomètres.

Le sénateur Segal : Pour être bénévole, il faut avoir son propre véhicule?

Mme St-Marseille : Oui, ils utilisent leur propre véhicule.

Le sénateur Segal : Les assurances sont-elles touchées par ce type d'activité?

Mme St-Marseille : Ce ne sont pas des taxis. Ce sont des bénévoles. C'est permis légalement de le faire. C'est sûr qu'il y a une vérification faite par Transport Québec. Il faut que le transport soit réservé 24 heures à l'avance. Si on reçoit un téléphone la journée même, on ne peut pas faire le transport pour ne pas concurrencer avec les taxis.

Le sénateur Segal : Si on amène une personne d'une région à l'autre pour un rendez-vous médicale et si la personne qui a le rendez-vous doit attendre une heure ou deux, le bénévole attend aussi? Il attend jusqu'à la fin du rendez-vous pour ramener la personne à la maison?

Mme St-Marseille : Quand on reçoit un appel pour un transport, c'est parce que la personne a déjà un rendez-vous. Cela peut être à Hull, Gatineau ou Ottawa, Montréal pour les spécialistes. Le bénévole va aller chercher la personne à son domicile, il va l'amener à son rendez-vous à temps et va l'attendre. Cela fait partie du service.

Le sénateur Segal : Sans briser la confidentialité, j'imagine que les bénévoles vous font des rapports sur ce qu'ils voient dans les maisons, sur des situations sociales assez difficiles. Est-ce que vous pouvez partager avec nous quelques expériences qui ont été partagées avec vos bénévoles?

Mme St-Marseille : On fait affaire à des gens qui sont sur la Sécurité du revenu et l'Aide sociale. Il y en a qui n'ont même pas un dollar pour se payer un café. Donc, le bénévole souvent va payer de sa poche. Les heures d'attente sont longues, ainsi que le trajet. Ils nous le disent, mais ils ne le réclament pas. Le critère de remboursement est pour un repas au bénévole, pour le dîner,

because they are away the entire day, but if there are other expenses, they willingly pay for them. Most of them are very available and generous. We have good people.

Senator Segal: Is it difficult to find volunteers, to recruit enough volunteers?

Ms. St-Marseille: We have seven. We did have a few more, but our criteria changed; we are requiring the vehicles to be under six years old for safety reasons. We said that it would be better if they either changed vehicles or dropped out. Some did not want to change their vehicle. But we do have seven and they are available.

Many people are on welfare in Maniwaki. We pick them up and bring them to their appointment at the clinic or hospital. As I said, we took 2,300 trips.

Senator Segal: That is an incredible number.

Ms. St-Marseille: It is horrific; we do an average of about 200 per month.

Senator Segal: Do the requests for transportation come through the churches or other social organizations?

Ms. St-Marseille: The CLSCs and seniors' homes call us. We are well known because our organization has been around for 25 years. Word gets around. We do not do much advertising. The hospitals know we exist. We also have an agreement with the local Employment Centre with respect to mileage reimbursement, so that these people can get to their appointments.

Senator Segal: Mr. Labrecque, as regards economic strategies, you discussed the problems in the region. You talked about plants that had or were about to shut down. You mentioned the crisis, which is both structural and conjunctural. In your opinion, what is the best way that the federal government can help the region pragmatically, in order to decrease rural poverty and increase economic opportunities?

If you could write the next Speech from the Throne, what would be your first suggestion, regardless of whether a Tory or a Grit government is in power?

Mr. Labrecque: I would like to provide you with a short update that I intended to give you at the end of my presentation, but I realize that I had neglected to do so. There is currently an initiative underway in the region to change the economic structure. Moreover, I came to the region because of this desire to diversify the economy. The economy of the la Vallée is in transition. We have already begun. There are already a half-dozen secondary and tertiary processing projects that are passed the start-up stage, that are in production or pre-production phases. We could say that there will be a change and the importance of primary processing will decline.

As for this Speech from the Throne, obviously start-up assistance for businesses would be one of the priorities. This could come in different forms, as a type of subsidy or tax holiday

parce qu'il part toute la journée, mais s'il y a d'autres dépenses, il le fait de bon cœur. La plupart sont très disponibles et généreux. On a du bon monde.

Le sénateur Segal : Est-ce que c'est difficile de trouver des bénévoles, d'avoir assez de bénévoles?

Mme St-Marseille : On en a sept. On en avait un peu plus, mais nos critères ont changé; nous demandons des véhicules vieux de moins de six ans pour la sécurité des gens. On a dit que ce serait mieux soit qu'ils changent de véhicule ou qu'ils laissent. Il y en a qui ne voulait pas changer. On en a quand même sept et ils sont disponibles.

À Maniwaki, il y a beaucoup de personnes sur l'Aide sociale. On va les chercher et elles sont amenées à leur rendez-vous soit aux cliniques ou à l'hôpital. Comme je l'ai mentionné, on fait 2 300 transports.

Le sénateur Segal : C'est un chiffre incroyable.

Mme St-Marseille : C'est effrayant, c'est une moyenne d'environ 200 par mois.

Le sénateur Segal : Est-ce que les demandes de transport sont faites par les églises ou autres organisations sociales?

Mme St-Marseille : Le CLSC et les foyers de personnes âgées nous appellent. On est connu puisque cela fait 25 ans que l'organisme existe. Cela se fait du bouche à oreille. On ne fait pas beaucoup de publicité. Les hôpitaux sont au courant. On a aussi une entente avec le Centre local d'emploi pour un remboursement de kilométrage pour que ces personnes puissent aller à leur rendez-vous.

Le sénateur Segal : Monsieur Labrecque, du point de vue de stratégies économiques, vous avez cité des problèmes dans la région. Vous avez cité des usines qui ont fermé ou qui vont fermer. Vous avez parlé de la crise qui est à la fois structurelle et conjoncturelle. À votre avis, quelles sont les meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'aider la région de façon pragmatique, de diminuer la pauvreté rurale et d'augmenter les opportunités économiques?

Si vous pouviez vous-même écrire le prochain Discours du trône, quelle serait votre première suggestion, peu importe le gouvernement en place, bleu ou rouge.

M. Labrecque : Je vais faire une petite mise au point que je n'ai pas fait à la fin de ma présentation, ce que j'avais prévu et je me suis rendu compte par après que je n'avais pas faite. Actuellement, il y a des démarches en cours dans la région pour modifier la structure économique. D'ailleurs, mon arrivée dans la région est justifiée par ce désir de diversifier l'économie. L'économie de la Vallée est en transition. On a déjà commencé. Il y a déjà une demi-douzaine de projets de deuxième et troisième transformations qui ont déjà dépassé la phase de démarrage, qui sont en phase de production ou de préproduction. On peut penser en termes qu'il va y avoir une migration ou l'importance de la première transformation va être décalée.

Pour ce qui est d'un éventuel Discours du trône, c'est certain que l'aide au démarrage d'entreprises serait une des priorités. Elle pourrait prendre plusieurs formes, soit sous forme de subventions

for start-ups, particularly in extremely sensitive sectors, such as bio-diesel, ethanol, what we call the bio-refineries, plants that produce heat, electricity and various chemicals and, finally, pulp and paper. This type of thing will be essential for the forest sector in the future. The unfortunate thing that is occurring in Quebec in particular, and I believe also in Canada, is that we have put very little effort into developing alternative products in the pulp and paper sector. We have focused a great deal on printing products. I am referring primarily to newsprint and printing paper for office printers. We have done very little to create products for the nanotechnologies. In certain sectors, research and technology are very advanced. We have literally left this up to the Americans or Scandinavians.

Increasing research budgets for these sectors would be the second measure that I would put in a budget.

Senator Segal: Could you clarify whether it is the way we manufacture the paper that is a problem or is it the paper product that we chose to make that constitutes the problem?

Mr. Labrecque: Paper production technologies are not my specialty. From what I can gather, it is a bit of both. The technologies are obsolete and, at the same time, there is a problem with what is done with the fibre that is removed once the paper has been defibrated, because this is a two-step process. The wood is defibrated and then reconstructed as paper sheets. We do have existing technologies that have not necessarily been integrated into these two processes.

The concept of bio-refineries is probably the concept of the future for the pulp and paper sector because it enables us to integrate energy production. We talk about calories or kilowatts per hour. At the same time, the production of other goods has, to some extent, shifted the cycles in accordance with the traditional paper cycles or forest product cycles. So we are keeping paper production and we can also produce high-technology products.

I read some documents about product assembly, particularly paper assembly, which could be used as antiseptics. They could be used as a barrier against infections. This is very high technology based on wood fibres. I am referring strictly to the pulp and paper sector here. But we can look at the entire construction industry in Canada, in general, and in Quebec in particular. Mr. Szaraz, Mr. Dansereau and Ms. Julien have mentioned this possibility. We could have a policy requiring architects and designers to use wood in institutional and residential construction. Wood is used a great deal in residential construction, but not much is used in institutional or commercial construction. We have products that are better to use than concrete and steel. We could also give some

ou sous forme de congé de taxes ou d'impôts pour l'aide au démarrage particulièrement dans les secteurs extrêmement sensibles, comme les biodiesels, l'éthanol, ce qu'on appelle les bio-raffineries, des usines qui produisent à la fois de la chaleur, de l'électricité et des produits chimiques divers, et en bout de ligne, des pâtes et papiers. Ce genre de trucs va devenir pour l'industrie forestière un enjeu majeur dans l'avenir. Le malheur du Québec en particulier, et je crois aussi du Canada, c'est qu'on a mis peu d'efforts dans le développement de produits alternatifs dans le secteur des pâtes et papiers. On s'est concentré énormément sur les produits d'impression. On parle surtout du papier journal et des papiers d'impression pour les imprimantes de bureau. On a peu fait d'efforts pour créer des produits à base des nano technologies. Les technologies sont connues où les recherches sont très avancées dans certains secteurs. On a laissé cela littéralement aux Américains ou aux Scandinaves.

C'est une deuxième mesure que je verrais dans un budget, soit d'accroître les budgets de recherche dans ces secteurs.

Le sénateur Segal : Si vous pouviez préciser, est-ce que c'est la façon dans laquelle on fait le papier qui est le problème ou est-ce que c'est le produit du papier qu'on a choisi de faire qui est le problème?

M. Labrecque : Ce n'est pas ma spécialité, les technologies qui rentrent dans la production du papier. Ce que j'en comprends, c'est que c'est un peu des deux. Il y a à la fois les technologies qui sont désuètes et à la fois, ce qu'on fait avec les fibres qu'on retire une fois que le papier est défibré parce que c'est un processus en deux temps. On défibre le bois et on le reconstruit sous feuilles de papier. Entre les deux, il y a des technologies qui existent qu'on n'a pas nécessairement été intégrées.

Le concept de bio-raffinerie est probablement le concept du futur pour le secteur des pâtes et papiers parce qu'il permet d'intégrer la production d'énergétique. On parle de calories ou de kilowatts/heure. En même temps, la production d'autres biens vient un peu déphaser les cycles en fonction des cycles traditionnels du papier ou des produits forestiers. On conserve aussi la production de papier et on peut aller dans des produits de haute technologie.

J'ai vu de la documentation concernant l'assemblage notamment de produits, même le papier, qui deviendraient des antiseptiques. Ils pourraient servir de barrière aux infections. C'est de la très haute technologie et c'est fait à partir de fibres de bois. Là, on parle strictement du secteur des pâtes et papiers. Mais on peut regarder tout le secteur de la construction au Canada, en général, et au Québec en particulier. M. Szaraz, M. Dansereau et Mme Julien ont fait écho à ça. On pourrait avoir une politique qui nous amènerait à imposer aux architectes, aux designers, l'utilisation du bois dans la construction autant sur le plan institutionnel que résidentiel. Dans le résidentiel, le bois est très présent, mais sur le plan institutionnel ou commercial, le bois est

thought to developing a process or construction system that would enable us to combine the use of concrete, steel and wood, which would lead to more requirements for these materials.

The main result would be that the sawmill sector would no longer focus exclusively on producing commodities, but would also make value-added products, which is not really an incentive right now.

So the two areas that I would focus on in a future budget would be assistance for business start-ups in the form of subsidies or tax holidays and increased research budgets.

Senator Harb: Thank you very much for your presentations Benoit and Dorothy. Your organization is very interesting. Do you receive any provincial or federal subsidies and, if so, how much?

Ms. St-Marseille: Yes, we receive subsidies from the Agence de la régie de la santé. It depends on the budget estimates that are done every year. They assess our requirements. Our mandate is to provide the service. The money is really used to reimburse our volunteers for their mileage, their meals. Most of the subsidy we receive is used for that purpose.

Senator Harb: The fact that you make 2,300 trips per year is very interesting. At what time of the year do you make most of these trips? Are there some seasons that are busier?

Ms. St-Marseille: It is throughout the year. We do not have a time when we stop. We are always open, we have volunteers available seven days a week.

Senator Harb: The provincial government has just announced a national policy with regard to rural Quebec. Are you familiar with that policy?

Ms. St-Marseille: I am a counsellor at Aumond and there are a lot of issues that come up in our correspondence. There are many things sometimes that we are familiar with superficially, but not in depth.

Senator Harb: They announced a budget of \$220 million. It is called Solidarité rurale du Québec over seven years. If you read what they intend to do and what they are doing, I think there are opportunities there where you could participate.

My last question is about what we call indicators. For instance, in the past three years, do you consider that a lot of people have used your service?

Ms. St-Marseille: Yes, there are more and more. As I said, our population is aging and for our young people, it is normal that they go and study in a CEGEP or university in Hull, Gatineau, Ottawa or even Montreal. There is no doubt that people are ending up alone when they are aging. I did not bring with me a full set of statistics, but we have people who are 95 years old who

très peu présent. Il y a des produits qui peuvent remplacer avantageusement le béton et l'acier. On peut aussi penser de développer des processus ou des systèmes de construction qui nous amèneraient à avoir une combinaison du béton, de l'acier et du bois, ce qui nous permettrait d'accroître les besoins pour ces matières.

Dans ce sens, cela amènerait surtout l'industrie du sciage à ne plus faire que des produits de commodités, mais à faire aussi des produits à plus grande valeur, ce qui n'est pas vraiment une mesure incitative en ce moment.

Les deux créneaux que je verrais dans un budget futur seraient donc : l'aide au démarrage des entreprises sous forme de subventions ou de congés de taxes ou d'impôts, et l'autre, un accroissement des budgets de recherche.

Le sénateur Harb : Merci beaucoup Benoit et Dorothy pour vos présentations. Votre organisation est très intéressante. Recevez-vous des subventions provinciales ou fédérales et si oui, combien?

Mme St-Marseille : Oui, on reçoit des subventions de l'Agence de la régie de la santé. Cela fonctionne selon des prévisions budgétaires qu'on fait chaque année. Ils évaluent nos besoins. Le mandat est de fournir le service. L'argent est réellement pour dédommager nos bénévoles pour le kilométrage, leur repas. C'est la grosse part de la subvention qu'on reçoit.

Le sénateur Harb : C'est très intéressant que vous fassiez 2 300 transports par année. À quel moment de l'année, effectuez-vous la majorité de ces transports? Y a-t-il des saisons plus occupées?

Mme St-Marseille : C'est à longueur d'année. Il n'y a pas de temps d'arrêt. On est ouvert tout le temps, on a des bénévoles disponibles sept jours sur sept.

Le sénateur Harb : Le gouvernement provincial vient d'annoncer une politique nationale en ce qui concerne le Québec rural. Est-ce que vous êtes au courant de cette politique?

Mme St-Marseille : Moi, je suis conseillère à Aumond et il y a beaucoup de dossiers qui rentrent dans nos correspondances. Il y a beaucoup de choses des fois qu'on sait juste en surface, mais pas de façon approfondie.

Le sénateur Harb : Ils ont annoncé un budget de 220 millions de dollars. On l'appelle la Solidarité rurale du Québec pour sept ans. Si on lit ce qu'ils veulent faire et ce qu'ils sont en train de faire, je trouve qu'il y a des possibilités où vous pourriez y être des participants.

Ma dernière question concerne ce qu'on appelle les indices. Considérez-vous que, par exemple, durant les trois dernières années, il y a beaucoup plus de gens qui utilisent votre service?

Mme St-Marseille : Oui, il y en a de plus en plus. Comme je disais, notre population est vieillissante et pour nos jeunes, c'est normal qu'ils vont aller étudier au cégep ou à l'université à Hull, Gatineau ou à Ottawa, même à Montréal. C'est sûr que les personnes se retrouvent seules et elles sont vieillissantes. Je n'ai pas apporté mes statistiques au complet, mais on a des gens qui

use our services. There could be people who are 40 and 30 and who receive welfare to whom we provide services. Increasingly, the average age is 45 and over in our region.

Senator Harb: Senator Segal asked Benoit to tell us if he was king, what would he do. If you were queen, what is the first thing you would do to solve these problems?

Ms. St-Marseille: People can no longer afford recreational activities. There are even some who have trouble affording a meal in a restaurant. The cost of living keeps going up, and with the price of vehicles, there are many who can no longer afford one. I find that as people in the regions age, the more their quality of life deteriorates. Those who live in big cities can take a bus as transportation. They can go to see a play or a movie. But here in the region, opportunities for entertainment are minimal. So the quality of life is not the same. In order to improve their situation, we could increase their pensions, but I know that comes out of budgets and everything is expensive. It is difficult to predict what will happen in the future. It is easy to ask the government to give more money.

Senator Lavigne: Thank you for being here and sharing your comments. Ms. St-Marseille, do you have a meals-on-wheels service, meals that are brought to homes as part of your work?

Ms. St-Marseille: No, we do not provide that service. Our organization, l'Équipe des bénévoles, used to be linked to another organization called meals-on-wheels. That was dissolved perhaps two years ago. There is another organization, l'Entraide de la Haute-Gatineau, that collects food staples. I sat on the working group at one point, but I changed organizations. However, I am familiar with what goes on. L'Entraide de la Haute-Gatineau collects food staples. I am not familiar with all the resources.

Senator Lavigne: You only take care of transportation. You do not provide home health, visits. Do you also do that or is it done by another organization?

Ms. St-Marseille: It is only transportation. Other organizations do that.

Senator Lavigne: Mr. Labrecque, in your opinion, what is better: a subsidy or a tax cut, or a seven-year term for a business that starts up in your region to process forest products into something else? Is it better to have a tax credit, a tax deduction for accumulative losses over the first ten years of operation or a subsidy, according to your experience in the business?

Mr. Labrecque: Actually, it is a combination of all those things. It is not one single thing.

Senator Lavigne: What I mean is you receive certain things from the provincial government. Is what you get from the federal government different or could it be amalgamated? You would get something from the provincial level and the federal level could complement it?

ont 95 ans qui utilisent nos services. Il peut y avoir des gens de 40 ans ou 30 ans qui sont sur l'Aide sociale à qui on donne le service. De plus en plus, la moyenne d'âge est 45 ans et plus dans la région.

Le sénateur Harb : Le sénateur Segal a demandé à Benoit s'il était un roi, qu'est-ce qu'il ferait. Si vous étiez une reine, quelle est la première chose que vous feriez pour résoudre ces problèmes?

Mme St-Marseille : Les gens n'ont plus les moyens d'avoir des loisirs. Il y en a qui ont même de la difficulté à se payer un repas au restaurant. Le coût de la vie augmente tout le temps, et avec le prix des véhicules, il y en a beaucoup qui n'ont plus les moyens d'en avoir. Je trouve qu'en vieillissant, la qualité de vie des gens en région se détériore. Ceux qui sont dans les grandes villes ont l'autobus comme moyen de transport. Ils peuvent aller voir des pièces de théâtre ou aller au cinéma. Mais ici dans la région, les moyens pour se divertir sont minimes. Donc, la qualité de vie n'est pas la même. Pour améliorer leur sort, on pourrait augmenter les pensions, mais je sais que cela vient des budgets et tout coûte cher. C'est difficile de prévoir ce qui va se passer à l'avenir. C'est facile de demander au gouvernement d'en donner plus.

Le sénateur Lavigne : Merci d'être ici et de nous faire part de vos commentaires. Madame St-Marseille, avez-vous un service à domicile de popote, des repas qu'on va mener à domicile faisant partie de votre travail?

Mme St-Marseille : Non, on n'a pas ce service. Avant, notre organisme, l'Équipe des bénévoles, était relié avec un autre organisme qui était la Popote roulante. Cela a été dissous, il y a peut-être deux ans. Il y a un autre organisme, l'Entraide de la Haute-Gatineau, qui fait la récupération des denrées. J'ai fait partie du groupe de travail à un moment donné, mais j'ai changé d'organisme, mais je suis au courant du déroulement. C'est l'Entraide de la Haute-Gatineau qui fait la récupération de denrées des épiceries. Je ne connais pas toute la ressource.

Le sénateur Lavigne : Vous faites juste le transport. Vous ne faites pas d'accompagnement à domicile, des visites. Faites-vous cela aussi ou si c'est un autre organisme?

Mme St-Marseille : C'est seulement le transport. Ce sont d'autres organismes qui le font.

Le sénateur Lavigne : Monsieur Labrecque, d'après vous, est-ce mieux une subvention ou une réduction d'impôt, ou un terme de sept ans pour une entreprise qui démarre chez vous dans votre région pour transformer la foresterie en quelque chose produit? Est-ce mieux d'avoir un crédit d'impôt, une déduction d'impôt pour l'accumulation des pertes qu'il va y avoir durant les dix premières années de fonctionnement ou d'avoir une subvention, d'après votre expérience à l'intérieur de l'entreprise?

M. Labrecque : En fait, c'est un élément de tout ça. Ce n'est pas un élément unique.

Le sénateur Lavigne : Ce que je veux dire, c'est que vous recevez du provincial des choses. Est-ce qu'au fédéral, c'est différent ou ça pourrait être amalgamé? Vous iriez chercher des choses au provincial et le fédéral pourrait compléter?

Mr. Labrecque: According to my current experience with the federal government, because we are often involved in joint ventures with Economic Development Canada, is that it is very efficient for subsidizing the nuts and bolts. If you need equipment, they will finance that equipment. If you need to set up your facility, they will help you. Generally, it is when you get to working capital, or somewhat softer things, that you run into a bit more trouble. They need something a bit more concrete in order to invest.

The provincial government is also involved but generally speaking, they agree to finance a project overall rather than finance a portion of the project the way the federal government does. One of the major weaknesses we see right now, and that the federal government could help with, is the working capital. It is the hardest thing to finance, be it by a bank or through subsidies, provincial or federal. It is a little easier at the provincial level, but overall, that aspect is not covered. It is very difficult. It often puts a break on start-ups or development, the fact that you do not have the working capital to get well-established in the market. This weakness often leads the business person to make decisions that will kill the business or that will make it go off on a tangent which may not be the most efficient. It is an important issue.

Senator Lavigne: Is the Business Development Bank of Canada involved in providing working capital in these areas?

Mr. Labrecque: Yes, but those are loans at interest rates that are far from preferential. They require collateral like all the banks. They take a few more risks than a conventional bank, a bit like Investissements Québec. Investissements Québec also finances working capital. But that remains a loan that weighs heavily on the business, which mortgages its long-term development. So to help through subsidies would facilitate the start-up of certain projects that have a hard time getting off the ground.

[English]

The Chairman: Dorothée, I have a question on all the good things that you do with your organization. In your effort to assist these people at every level, do your volunteers meet people who are having difficulty with literacy.

I ask the question because at almost at every level in this country there are people who have great difficulty in reading and writing and it affects their lives in very profound ways. I wondered whether this was evident in the kind of work you do.

Ms. St-Marseille: I have not received comments on that specific problem.

The Chairman: That is very good news.

Ms. St-Marseille: I know that the people have to sign forms and they can sign their names.

M. Labrecque : Mon expérience actuelle avec le fédéral, parce qu'on est souvent dans des projets conjoints avec DEC Canada, le DEC est très efficace pour la subvention de la quincaillerie. Si vous avez besoin d'équipement, ils vont financer l'équipement. Si vous avez besoin d'aménager votre local, ils vont vous aider. Généralement, c'est quand on arrive aux fonds de roulement, des choses un peu plus molles qu'il y a un peu plus de difficulté. Ils ont besoin d'un peu plus de concret pour investir.

Le provincial est aussi là-dedans, mais généralement, ils acceptent de financer un projet plus dans son ensemble que de financer qu'une portion du projet comme le fédéral le fait. Une des grandes faiblesses que l'on perçoit présentement et que le fédéral pourrait combler, c'est souvent les fonds de roulement. C'est l'élément le plus difficile à financer, que ce soit par une banque ou par des subventions, que ce soit provincial ou fédéral. C'est un peu plus facile au provincial, mais généralement, ce champ d'activités n'est pas couvert. C'est très difficile. C'est souvent un frein au démarrage d'une entreprise ou à son développement, le fait de ne pas avoir de fonds de roulement pour arriver à bien s'implanter dans le marché. Cette faiblesse, va lui faire prendre des décisions qui vont souvent faire mourir l'entreprise ou qui vont lui faire prendre une tangente qui n'est peut-être pas celle qui va être la plus efficace. C'est un élément important.

Le sénateur Lavigne : Est-ce que la BDC, la Banque de développement du Canada, n'est pas dans les fonds de roulement, dans ces domaines?

M. Labrecque : Oui, mais cela reste des prêts avec des taux qui sont loin d'être préférentiels. Ils prennent des garanties comme toutes les banques. Ils prennent un peu plus de risque qu'une banque conventionnelle, un peu à l'image d'Investissements Québec. Investissements Québec aussi fait du financement de fonds de roulement. Mais cela reste un prêt qui pèse sur l'entreprise, qui hypothèque son développement à long terme. Donc, aider sous forme de subventions viendrait faciliter le démarrage de certains projets qui ont de la difficulté à prendre un envol.

[Traduction]

La présidente : Dorothée, j'ai une question à propos de toutes les bonnes choses qu'accomplit votre organisme. Dans vos efforts pour venir en aide à ces gens à tous les niveaux, est-ce que vos bénévoles rencontrent des gens qui sont analphabètes?

Je pose cette question parce qu'à peu près à tous les niveaux dans notre pays il y a des gens qui ont énormément de difficulté à lire et à écrire et cela a un impact très profond sur leur vie. Je me demandais si c'était évident dans le genre de travail que vous faites.

Mme St-Marseille : On ne m'a rien signalé à propos de ce problème précis.

La présidente : C'est une très bonne nouvelle.

Mme St-Marseille : Je sais que les gens doivent signer des formulaires et ils savent écrire leurs noms.

The Chairman: Thank you very much both of you. It was wonderful to have you here today.

The committee adjourned.

La présidente : Merci beaucoup à vous deux. Nous avons été ravis de vous accueillir ici aujourd'hui.

La séance est levée.

MANIWAKI, QUEBEC, Friday, June 8, 2007

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 1:31 p.m. to examine and report upon rural poverty in Canada.

Senator Joyce Fairbairn (Chairman) in the chair.

[English]

The Chairman: We are now at the part of our study that we look very much forward to; a time when local citizens can come and talk about the issues that are closest to them.

Darlene Lannigan, Assistant — Maniwaki, Office of Lawrence Cannon, M.P., as an individual: Good afternoon, senators. I did not plan to speak today as I was here as an observer only. However, listening to the presentations this morning, I would like to clarify a few issues.

As you understand, I have not prepared anything as such, so my presentation will be mixed. I am going to go into it very quickly.

The poverty in this area is a major problem. Before working for Mr. Cannon, I taught at a high school here in Maniwaki and I taught at a high school in Gracefield, which is one of our smaller municipalities.

Obviously, when there are no jobs, and there is not any money coming in, parents have to look to other alternatives to support their families. It is unfortunate that some people have to turn to crime. The most popular and profitable crime is drugs. We have many families who do not work, yet we see that they live very well. We wonder how they can live without a regular income. Obviously, we know where that money is coming from. The worse part is we also know that money comes from teenagers. I would like to say it is limited at the very worst at the high school level, but no, it is also in the elementary system.

Mr. Cannon did a roundtable on crime in Gracefield. We chose that area because it is one of the worse areas in the Upper Gatineau Valley. The police force informed us that the drugs that they call Maniwaki Gold and Gatineau Gold are exported out of our area into other provinces in Canada. At the school in Gracefield, high school students were pushing drugs for their parents. We also asked for the intervention of the RCMP, other police forces and social workers and so on and so forth. We also met with the students.

MANIWAKI (QUÉBEC), le vendredi 8 juin 2007

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 13 h 31 pour examiner, en vue d'en faire rapport, la pauvreté rurale au Canada.

Le sénateur Joyce Fairbairn (présidente) occupe le fauteuil.

[Traduction]

La présidente : Nous entamons maintenant la partie tant attendue de notre étude; c'est l'occasion de donner la parole aux citoyens pour parler des questions qui leur tiennent à cœur.

Darlene Lannigan, assistante — Maniwaki, Bureau de Lawrence Cannon, député, à titre personnel : Bonjour, honorables sénateurs. Je n'avais pas prévu de prendre la parole aujourd'hui, car j'étais venue à titre d'observatrice seulement. Toutefois, après avoir écouté les exposés de ce matin, j'aimerais clarifier quelques points.

Comme vous le comprendrez, je n'ai rien préparé en tant que tel, donc mon exposé traitera de questions variées. Je vais vous le présenter très rapidement.

La pauvreté dans cette région est un problème criant. Avant de travailler pour M. Cannon, j'enseignais dans une école secondaire à Maniwaki ainsi qu'à une autre à Gracefield, qui est l'une de nos petites municipalités.

Évidemment, lorsqu'il n'y a pas d'emploi et aucune source de revenu, les parents doivent trouver des solutions de rechange pour subvenir aux besoins de leurs familles. Il est malheureux que certains tombent dans la criminalité. Le crime le plus populaire et le plus lucratif, c'est le trafic de drogues. Nous avons de nombreuses familles qui ne travaillent pas et, pourtant, nous les voyons mener un bon train de vie. Nous nous demandons comment elles arrivent à vivre sans un revenu régulier. Bien entendu, nous savons d'où provient cet argent. Le pire, c'est que nous savons aussi que cet argent provient des adolescents. J'aimerais pouvoir dire que le problème se limite, dans le pire des cas, au secondaire; mais non, il est également présent au primaire.

M. Cannon a organisé une table ronde sur la criminalité à Gracefield. Nous avons choisi cette région, car c'est l'une des pires de la Haute-Gatineau. Le service de police nous a informés que les drogues de notre région, baptisées le « Maniwaki Gold » et le « Gatineau Gold », sont exportées vers d'autres provinces au Canada. À l'école de Gracefield, les étudiants de niveau secondaire vendent de la drogue pour le compte de leurs parents. Nous avons également demandé l'intervention de la GRC, d'autres forces policières et de travailleurs sociaux, et cetera. Nous avons aussi rencontré les étudiants.

We advised the representative from the RCMP that when he comes into this area, it is not a normal area. He walked into the first classroom and said, "Children steal from their parents to buy drugs." I said, "No, it does not work like that here. The children are part of their parents' enterprise. They get up in the morning and say, 'It is okay because I do not have to pay for my drugs. I choose what I want on the table that my parents have not consumed the night before.' Also, they tell me to bring some to my friends."

Principals or vice-principals met with students in who told them how much they had sold. It was a very good enterprise. They were talking like real business people and saying, "I sold so much of this and so much of that and my business is very good, but now I have to recruit people to sell more." So now, we are going into the elementary system.

It is sad. On my lunch hour, I went out to have a cigarette, my bad habit, and I met up with a criminologist who gave me the good news that she was just accepted in her doctorate. She works for the Kitigan Zibi Police Force. She informed me that they had just picked up some more meth on the reserve, which is also a major problem in town.

We had a street rumble on our main street in Maniwaki. It was mostly teenagers, some a little older. It all goes back, I presume, to drugs because I recognized the people who were named. We have an excellent collaboration with the police amérindienne and with the Sûreté du Québec. They called in all their forces. There were about 50 people involved, some of them parents. The following night, there was supposed to be another rumble. The Kitigan Zibi Police closed the reserve, closed the entrance to town. La Sûreté du Québec closed down the town.

The town of Maniwaki applied for a crime prevention program. It was not accepted. That was with Stockwell Day's office, at the federal level. Sadly, we were not accepted. I spoke to Stockwell Day's office and said that they do not have the full picture of the economic situation and our major drug problem.

We also have three cultures; we have the English, the French and the Aboriginal peoples. If you look at the Aboriginal peoples, we have the Kitigan Zibi Reserve that borders the town. I presume you came in from the Gatineau side. We also have the Rapid Lake or Barrière Lake Reserve. It is very, very difficult because they are completely different culturally. They also come into town and we end up with four cultures.

Unfortunately, many children do not graduate from high school. As for hospital service, we do not have a maternity ward anymore. I think we are losing more and more services. We do not have the services of specialists. People have to go out of town to

Nous avons prévenu le représentant de la GRC, avant sa visite, que cette région n'était pas comme les autres. Dans la première salle de classe où il est entré, il a dit : « Les enfants volent l'argent de leurs parents pour acheter de la drogue. » J'ai rétorqué : « Non, ce n'est pas ainsi que ça marche ici. Les enfants travaillent avec leurs parents. Ils se réveillent le matin, et que voient-ils sur la table? La drogue que leurs parents n'ont pas consommée la veille. Ils se disent alors : 'Je peux choisir ce que je veux sur la table. Il n'y a pas de mal à cela, car je n'ai pas besoin d'acheter ma drogue. De plus, mes parents me disent d'en apporter un peu à mes amis.' »

Par ailleurs, les directeurs d'école ou leurs adjoints ont rencontré des étudiants pour leur poser des questions sur la quantité de drogues qu'ils avaient vendues. C'était un commerce très lucratif. Ces étudiants parlaient comme de vrais gens d'affaires : « J'ai vendu tant de ceci et tant de cela, et mon commerce est en plein essor, mais je dois maintenant recruter des gens pour en vendre davantage. » Voilà pourquoi nous passons maintenant aux écoles primaires.

C'est triste. À l'heure du midi, je suis allée fumer une cigarette, une mauvaise habitude que j'ai, et j'ai rencontré une criminologue qui m'a annoncé la bonne nouvelle qu'elle venait d'être acceptée pour son doctorat. Elle travaille pour le service de police de Kitigan Zibi. Elle m'a appris que la police avait récemment fait une autre saisie de méthamphétamine dans la réserve, ce qui constitue également un grave problème en ville.

Il y a eu une bagarre sur la rue principale à Maniwaki. C'était surtout des adolescents, mais certains étaient plus âgés. Je suppose que tout cela est lié à la drogue, car j'ai reconnu les personnes nommées. Nous avons une excellente collaboration avec la police amérindienne et la Sûreté du Québec. On a fait appel à leurs forces. Une cinquantaine de personnes étaient concernées dans cette affaire, notamment des parents. La nuit suivante, il devait y avoir une autre bagarre. La police de Kitigan Zibi a fermé la réserve, fermé l'entrée à la ville. La Sûreté du Québec a fermé la ville.

La ville de Maniwaki a présenté une demande dans le cadre d'un programme de prévention du crime. La demande n'a pas été acceptée. Nous nous étions adressés au bureau de Stockwell Day, à l'échelle fédérale. Malheureusement, nous n'avons pas été acceptés. J'ai parlé avec les représentants du bureau de Stockwell Day et je leur ai dit qu'ils n'avaient pas une image exacte de la situation économique et de notre grave problème de drogue.

Par ailleurs, notre région compte trois cultures : les anglophones, les francophones et les Autochtones. En ce qui concerne les Autochtones, il y a la réserve de Kitigan Zibi qui longe la ville. Je suppose que vous êtes venus du côté de la Gatineau. Nous avons aussi la réserve du lac Rapide ou du lac Barrière. C'est extrêmement difficile car ces Autochtones ont une culture tout à fait différente. Eux aussi viennent en ville, et on finit par avoir quatre cultures.

Malheureusement, de nombreux enfants ne terminent pas leurs études secondaires. Quant aux services hospitaliers, nous n'avons plus de pouponnière. Je crois que nous perdons de plus en plus de services. Nous n'avons aucun service de spécialistes. Les gens

see a specialist. It is expensive. The people do not have the money. If you want to send your kids to post-secondary education, it is hard. I have a daughter and a son and it is costing me \$2,500 per month for the bare necessities to have them live in the city. My people in this area cannot afford that type of expense.

We do not get help from anyone. How do you expect these people to get out of poor situations when there is no help and they do not have the money to do anything? They do not have the money to educate their children. They do not have money for dental care or private hospital care.

I could go on and on, but I think I have given you the worst of our situation.

[Translation]

Georges Lafontaine, political attaché to the MNA for Gatineau, Ms. Stéphanie Vallée, as an individual: Madam Chairman, I had not anticipated addressing you today, so I have nothing prepared. I was born in the region. I am political attaché to Ms. Stéphanie Vallée, the MNA for Gatineau, and previously, I was political attaché to Ms. Vallée's predecessor, Mr. Réjean Lafrenière. I have worked as a journalist, mostly in the region, and I am an author. I have been an observer, and what I have observed in the region is difficult to explain.

I can tell you that my great-grandfather had 10 children. Nine of those children lived their lives here. A generation later, only three or four children, out of another ten or so, stayed in the region. The others went off to the city because better opportunities were available and because a lot of land was needed to provide for a family. In my generation, I am the only one to stay in the region, and I do not live from the land.

You mention agriculture. This is an interesting topic because we had what some call subsistence agriculture here: small plots of land, but plots with which a family could once survive.

The scale of agricultural development became larger and larger, with the result that small farms with only one lot were no longer viable. A number of these small properties have been abandoned. My father's has not been abandoned, but it has been allowed to revert to forest. That is where I live today. Many of the farms have disappeared. The only ones to have succeeded are those with a decent milk quota; this does not necessarily require a lot of land, and it allows you to make a living.

As we talk about forestry, I am going to go back into the past. My father used to tell me that, back then, a few hundred feet from our house, was a dairy that made cheese and butter, and that almost every village had one. People in the surrounding area could live on these local products and services. It is the same in forestry. Rationalization, the need to have plants that are ever more efficient, means that little village sawmills no longer exist today. Those little mills that provided employment for ten or so

doivent sortir de la ville pour pouvoir consulter un spécialiste. Cela coûte cher. Les gens n'ont pas l'argent. Il est également difficile d'envoyer ses enfants dans un établissement d'enseignement postsecondaire. J'ai une fille et un garçon, et cela me coûte 2 500 \$ par mois pour couvrir leurs besoins essentiels en ville. Les gens dans cette région ne peuvent se permettre ce type de dépense.

Personne ne nous offre de l'aide. Comment s'attendre à ce que ces gens sortent de leur misère s'ils n'obtiennent aucune aide et s'ils n'ont pas les moyens de faire quoi que ce soit? Ils n'ont pas d'argent pour faire instruire leurs enfants. Ils n'ont pas d'argent pour des soins dentaires ou pour des soins hospitaliers privés.

Je pourrais continuer encore longtemps, mais je crois que je vous ai décrit ce qu'il y avait de pire dans notre situation.

[Français]

Georges Lafontaine, attaché politique de la députée de Gatineau, Mme Stéphanie Vallée, à titre personnel : Madame la présidente, je n'avais pas prévu prendre la parole aujourd'hui, alors je n'ai rien de préparé. Je suis originaire de la région. Je suis attaché politique de Mme Stéphanie Vallée, députée de Gatineau et auparavant, j'ai été attaché politique du prédécesseur de Mme Vallée, M. Réjean Lafrenière. J'ai été journaliste dans la région principalement et auteur. J'ai été un observateur, et la situation de la région est difficile à expliquer.

Ce que je peux vous dire c'est que mon arrière grand-père a eu dix enfants. Neuf enfants se sont tous établis ici. Dans la génération suivante, il y en a seulement trois ou quatre, sur une dizaine d'enfants, qui sont restés dans la région. Les autres sont partis vers la ville parce que les opportunités étaient plus intéressantes, et que ça prenait beaucoup de plus grandes terres pour faire vivre une famille. Je suis le seul de ma génération, qui est resté dans la région, non pas pour vivre sur la terre.

Vous parlez d'agriculture. C'est intéressant d'en parler parce qu'ici, on avait ce que certains ont appelé une agriculture de subsistance; de petites terres, mais qui permettaient à une certaine époque, à une famille de survivre.

L'agriculture s'est développée avec des moyens de plus en plus importants ce qui fait que les petites fermes qui n'avaient qu'un lot, ne devenaient plus rentables. Plusieurs de ces terres ont été abandonnées. La terre de mon père n'a pas été abandonnée, mais elle a été laissée au reboisement. C'est là où j'habite aujourd'hui. Beaucoup de ces terres ont disparu. Les seules qui ont réussi sont celles qui avaient des quotas de lait payants, qui ne demandaient pas nécessairement d'immenses terres, mais qui permettaient de vivre.

Pour parler de foresterie, je vais faire un détour dans le passé. Mon père me racontait, qu'à l'époque, à quelques centaines de pieds de chez nous, il y avait une fromagerie, une beurrerie, et qu'il y en avait une par village pratiquement. La population environnante pouvait vivre de ces produits et services. Dans le domaine de la forêt, c'est un peu la même chose. La concentration, la nécessité d'avoir des installations de plus en plus performantes a fait que les petits moulins de villages

people are gone. Now giant mills processing huge quantities of wood provide work for fewer people; in any given region, there is far more lumber, but far less employment than in the past.

Darlene brought up the question of health services. The same process is at work. We are told that health services are going to be concentrated in one place, and now health care is a problem. The same philosophy is being used in agriculture and forestry: we are told that we need to consolidate in order to be profitable, so that one plant can do better than the others. Meanwhile, our agricultural land is being abandoned. Our forests, the birthright of everyone in the region, have been left in the hands of big business. And it seems that no one can say a thing about it. That agricultural land with all its potential is still here in the region. It is often abandoned, but it is still here, and so is the potential.

You asked what we would do if we were president or prime minister. First of all, I would find a way of making that land valuable again. Of course we can forget subsistence agriculture, but perhaps there are other options. The world has changed; people no longer just eat their own beef and their own vegetables as they did in years past. Consumers' tastes have greatly evolved.

The same thing happens with the forestry. I tell myself that to sustain development in regions like ours, it is just like Ms. Denise Julien was saying, we need access to new technologies.

It is also important to consider education. Our young people have to go elsewhere to be educated, and then we lose them. When it is possible for one end of the world to communicate with the other via the Internet, with the cameras and all those things, how is it that we are not able to bring education to our remote regions, by providing technical resources, to offer CEGEP and university courses in our region rather than our sending our people out? I think that it would save in human resources, and waste less time and money.

[English]

Hon. Wayne Easter, P.C., M.P., as an individual: Like Darlene and Georges, Senator Fairbairn asked me to come here and listen. This does not seem like we are listening, does it? Thank you for the opportunity to get involved in the discussion.

As a bit of background, I am a former Canadian farm leader. I have been Solicitor General of Canada and I am well aware of the issues that you talk about Darlene, and they are increasingly serious, especially crystal meth.

In the Martin government, I was responsible for the Rural Secretariat. I do not know whether you people have met with the rural sector. You should get to know the people in that department as they have some good programs. Currently, I am

n'existent plus aujourd'hui. Ces petits moulins fournissaient du bouleau à une dizaine de personnes n'existent plus. Maintenant, ce sont des super moulins avec des quantités énormes de bois qui fournissent de l'emploi à moins de gens, ce qui fait que dans une région donnée, pour beaucoup plus de bois coupé, on fournit beaucoup moins d'emploi que par le passé.

Darlene a évoqué la question des services de santé. C'est le même principe. On a dit qu'on va concentrer les services de santé dans un seul endroit, et là, il y a toute la problématique des services de santé. On a appliqué la même philosophie dans l'agriculture et dans la foresterie, où l'on a dit qu'on va concentrer pour rentabiliser, pour avoir un centre qui soit mieux que les autres. Pendant ce temps, on a abandonné nos terres agricoles. On a laissé aux mains de la grande entreprise notre forêt qui est le bien commun de tout le monde de la région. Et pour lequel on a l'impression qu'on n'a aucun mot à dire là-dessus. On a le potentiel de toutes ces terres agricoles qui sont encore présentes dans la région, laissées en friches souvent, mais elles sont encore là. Le potentiel est là.

Vous demandiez si on était président ou premier ministre, ce que l'on ferait. D'abord, il me semble qu'il faut trouver un moyen de revaloriser ces terres agricoles. Il est certain que l'agriculture de subsistance, il faut l'oublier, mais il y a peut-être d'autres options. Le monde a changé, on ne consomme plus que du bœuf et les légumes qu'on cultivait il y a quelques années. Les goûts des consommateurs ont beaucoup évolué.

Même chose pour la foresterie, je me dis que pour soutenir le développement des régions, c'est un peu ce que Mme Denise Julien disait, il faut avoir accès à de nouvelles technologies.

Il est aussi important de penser à l'éducation. Nos jeunes doivent aller à l'extérieur pour de la formation et on les perd. Dans un monde où l'on est capable de communiquer d'un bout à l'autre du monde, avec Internet, les caméras, et tout ça, comment se fait-il qu'on ne soit pas capable d'apporter l'éducation dans nos régions éloignées, en fournissant des moyens techniques, pour offrir des cours de cégeps et universitaires dans les régions plutôt que de les envoyer à l'extérieur? Je pense que ça coûterait moins cher en ressources humaines, en temps perdu et en ressources perdues.

[Traduction]

L'honorable Wayne Easter, C.P., député, à titre personnel : Comme pour Darlene et Georges, le sénateur Fairbairn m'a demandé de venir ici et d'écouter. Il semble que nous faisons plus qu'écouter, n'est-ce pas? Merci de me donner l'occasion de participer à la discussion.

Pour vous situer, je suis un ancien dirigeant du secteur agricole canadien. J'ai été Solliciteur général du Canada et je suis bien conscient des problèmes dont vous parlez, Darlene. Ils sont de plus en plus graves, surtout la méthamphétamine.

Dans le gouvernement Martin, j'étais responsable du Secrétariat rural. Je ne sais pas si vous avez rencontré les représentants du secteur rural. Vous devriez communiquer avec les gens de ce ministère car ils ont de bons programmes. À l'heure

Agriculture Critic with the Official Opposition. While rural is certainly much more than agriculture, I want to mention a couple of points.

Two years ago I did a fairly major study on low farm income. One thing is for certain, if there are consistent losses in the farm sector in rural Canada, it is going to have a spin-off effect right through the rural economy. If farmers have money, it does not exactly burn a hole in their pockets; it is spent, it flows into the economy and it assists in many ways.

Although I do not have that report with me, I do have some figures that will tell you the magnitude of the problem. These figures are only up to 2003.

I think you ought to keep in mind in terms of rural Canada versus rural American; the Americans are coming off with their three best farm income years in history. Canada is coming off with its three worst years in part because we were looking to the WTO as a solution while the U.S. went merrily along its way with its U.S. Farm Bill policy.

Here are the figures: George Brinkman put together figures in constant dollars. The best year in Canadian farming was 1975. In constant dollars, net farm income in 1975 was \$3.3 billion, with farmers carrying a debt load of \$7.8 billion. Now, these figures are net farm income from the marketplace, no government subsidies or anything. These figures also include supply management which is doing well.

In 2003, net farm income was negative \$2 billion; that is without government payments, negative \$2 billion, with a debt load of \$47.7 billion. By now, that debt load is I believe \$52.6 billion or somewhere around there at the end of 2006.

Here is what happened between 1975 and 2003. Our net farm income went from \$3.3 billion from the market to negative \$2 billion. Our debt load went up from \$7.8 billion to \$47.7 billion.

The message in that is that there is a big problem in terms of Canadian agriculture policy. In the report entitled *Empowering Canadian Farmers in the Marketplace*, I wrote that when we look at Canadian farms we see that every economic indicator is positive, production, revenue, exports, output per acre, output per farmer, cost per unit, et cetera. Every indicator is positive except net farm income. As farmers produce more, export more and produce more efficiently, farmers are rewarded less.

I would ask the question, if that is the case, if those are the facts and I submit they are, does the farm income problem have its genesis on the farm? I would suggest it does not.

actuelle, je suis porte-parole de l'opposition officielle en matière d'agriculture. Bien que le secteur rural ne se limite certainement pas à l'agriculture, j'aimerais faire valoir quelques points.

Il y a deux ans, j'ai fait une étude assez importante sur le faible revenu agricole. Une chose est sûre : s'il y a des pertes constantes dans le secteur agricole au Canada rural, c'est toute l'économie rurale qui en subira les effets. Quand les agriculteurs ont de l'argent dans leurs poches, cet argent n'y reste pas; il est dépensé et réinjecté dans l'économie, produisant ainsi de nombreuses retombées.

Même si je n'ai pas le rapport sous la main, j'ai quelques chiffres qui vous donneront une idée de l'ampleur du problème. Ces chiffres ne remontent que jusqu'à 2003.

Je crois qu'il faudrait garder à l'esprit la comparaison entre le milieu rural au Canada et celui aux États-Unis; les Américains connaissent les trois meilleures années de revenu agricole dans toute leur histoire. Pour le Canada, c'est le contraire et cela s'explique, en partie, parce que nous avons misé sur l'OMC pour trouver une solution, alors que les États-Unis ont joyeusement suivi leur propre voie avec leur politique du Farm Bill.

Voici les chiffres : George Brinkman les a rassemblés en dollars constants. La meilleure année pour l'agriculture canadienne a été en 1975. En dollars constants, le revenu agricole net en 1975 s'est élevé à 3,3 milliards de dollars, le niveau d'endettement des agriculteurs se situant à 7,8 milliards de dollars. Il faut dire que ces chiffres représentent le revenu agricole net du marché, sans subvention gouvernementale ou quoi que ce soit d'autre. Ces chiffres comprennent aussi la gestion de l'offre, qui se portait bien.

En 2003, le revenu agricole net affichait un manque à gagner de 2 milliards de dollars et ce, sans les paiements gouvernementaux : un manque à gagner de 2 milliards de dollars, avec un niveau d'endettement de 47,7 milliards de dollars. À l'heure actuelle, plus exactement à la fin de 2006, ce niveau d'endettement s'élève, je crois, aux alentours de 52,6 milliards de dollars.

Voici ce qui s'est passé entre 1975 et 2003. Notre revenu agricole net est passé de 3,3 milliards de dollars, sans les subventions gouvernementales, à un manque à gagner de 2 milliards de dollars. Notre niveau d'endettement est passé de 7,8 milliards de dollars à 47,7 milliards de dollars.

Le message à retenir, c'est qu'il y a un grand problème au chapitre de la politique agricole canadienne. Dans le rapport intitulé *Un pouvoir de marché accru pour les producteurs agricoles canadiens*, j'ai écrit que lorsque nous examinons les données concernant notre agriculture, nous constatons que tous les indices économiques sont favorables : production, recettes, exportations, production par hectare, production par agriculteur, coût par unité, et cetera. Tous les indices sont favorables, excepté le revenu net des agriculteurs. Ils produisent davantage, exportent davantage et font des gains d'efficacité, mais ils reçoivent de moins en moins en retour.

La question suivante se pose : si tel est le cas, si tels sont les faits, et j'affirme qu'ils le sont, le problème du revenu agricole découle-t-il du secteur agricole? Je dirais que non.

You will hear whether it was us when in government or whether it is the current government, you will hear them say it must be a farm management problem. It is not a farm management problem. It is a farm policy problem and our place in the world. I raise that from the agriculture side.

There are 40 recommendations in the report. The bottom line is the farm community needs to be empowered in a marketing sense in order to gain its fair share from the marketplace.

The last comment I want to make relates to rural as a whole. There is no question; there is a rural/urban divide. My own estimation of what is wrong with rural Canada, simply put, is that rural Canada is exploited by damn near everyone, from businesses in the resource industry, from the processing industry and the agricultural industry, from the fish packers and the fishing industry, from the multinationals in the forestry industry, you name it.

These figures that I will give you are not up to date. They are two years old, taken before the last Census. The calculations that I made at that time to put rural Canada into perspective are as follows. Rural Canadians make up approximately 31 per cent of our population and make up 24 per cent of the total employment in Canada. Rural Canada contributes 22 per cent to the GDP and, in fact, is responsible for 40 per cent of Canada's total exports in forestry, mining, fisheries, agriculture and energy. Unfortunately, rural Canadians are not accumulating the benefits of that massive resource development in those major commodities in rural Canada. Somebody else is accumulating that wealth rather than rural Canada. The other interesting thing is the productivity in the resource-based sector is 33 per cent higher than the Canadian average. On a productive basis, we are doing well, but we are not doing well on the wealth-accumulation basis.

The last point is this: In the new age that we find ourselves in, 95 per cent of Canada's natural and environmental resources are in rural Canada. I think as we move ahead, that is an extremely important issue that we must look at closely. Somehow, governments, both federal and provincial, have to seize the opportunity and ensure in the new green age, or whatever you want to call it, that we benefit from some of the policy development.

Senator Segal: Darlene, Senator Pierre Claude Nolin chaired a committee that called for the abolition of the legal interdiction for the use of marijuana on the assumption that if it were legal, it would not be a business. I have always worried that part of the reason why we do not enforce our drug laws as strictly as we might is we cannot afford to as we do not have the resources and it is a way to look the other way when people in poverty find the only way they possibly can to make a living.

Peu importe le gouvernement au pouvoir, que ce soit nous de l'opposition ou le gouvernement actuel, les gens diront que cette situation est liée à un problème de gestion agricole. Ce n'est pas le cas. Il s'agit d'un problème de politique agricole et de notre place dans le monde. Je souligne ce point du point de vue du secteur agricole.

Le rapport contient 40 recommandations. Au fond, la communauté agricole a besoin d'un pouvoir de marché pour conquérir sa juste part du marché.

La dernière observation que je veux faire concerne le secteur rural dans son ensemble. Nous ne pouvons le nier : il existe un fossé entre les régions rurales et les régions urbaines. Voici ma propre hypothèse de ce qui ne va pas au Canada rural : simplement dit, le Canada rural est exploité par pratiquement tout le monde : depuis les entreprises du secteur des ressources, du secteur de la transformation et de l'industrie agricole, des emballeurs de poisson et de l'industrie de la pêche, des multinationales de l'industrie forestière, et j'en passe.

Les chiffres que je vous ai donnés ne sont pas à jour. Ils sont vieux de deux ans, car ils ont été recueillis avant le dernier recensement. Voici ce que j'ai trouvé en faisant mes calculs à l'époque pour mettre le Canada rural en perspective. Les Canadiens ruraux représentent environ 31 p. 100 de notre population et 24 p. 100 de l'emploi total au Canada. Le Canada rural contribue à 22 p. 100 du PIB et, en fait, est responsable de 40 p. 100 des exportations totales du Canada dans les domaines des forêts, des mines, de la pêche, de l'agriculture et de l'énergie. Malheureusement, les Canadiens ruraux ne profitent pas des avantages de cette énorme mise en valeur de ressources dans tous ces produits. Ce n'est pas le Canadien en milieu rural qui accumule cette richesse, mais quelqu'un d'autre. Autre fait intéressant, la productivité dans le secteur des ressources est supérieure de 33 p. 100 à la moyenne canadienne. Sur le plan de la productivité, nous affichons de bons résultats, mais il n'en va pas ainsi sur le plan de l'accumulation de la richesse.

Le dernier point que je veux faire valoir est le suivant : dans cette nouvelle ère, 95 p. 100 des ressources naturelles et environnementales du Canada se trouvent dans les régions rurales. Je crois qu'il s'agit d'une question extrêmement importante que nous devons examiner de près, au fur et mesure que nous avançons. D'une manière ou d'une autre, les gouvernements, tant fédérale que provinciaux, doivent saisir l'occasion et s'assurer que dans la nouvelle ère écologique, ou peu importe comment vous l'appellez, nous profitons d'une partie de l'élaboration des politiques.

Le sénateur Ségal : Darlene, le sénateur Pierre Claude Nolin a présidé un comité qui préconisait l'abolition de l'interdiction légale de la marijuana, en partant du principe que la légalisation de cette drogue annulerait le besoin d'en faire le commerce. J'ai toujours craint qu'une des raisons pour lesquelles nous n'appliquons pas nos lois en matière de drogues aussi rigoureusement que nous le devrions, c'est que nous n'en avons pas les moyens, faute de ressources. C'est une façon de se fermer les yeux lorsque c'est le seul moyen pour les gens vivant dans la pauvreté de gagner leur vie.

I would like you to reflect on whether we have to come at that issue in some other way if you assume that there is no will to deal directly with the poverty issue. If you look at the history and what Wayne Easter has suggested, it certainly does not appear to have been much will to address the poverty issue.

A question for Wayne, and I thank you very much for being here, you are from Prince Edward Island, you could be other places today, and I really appreciate your coming and the work that you have done on this issue as a member of Parliament and as an agricultural representative.

In the work that you did on rural incomes, I would be interested in your perspective of the public servants who work in this area at Agriculture and Agri-Food Canada. I have a high regard for their integrity, their commitment and their determination. I think as a group, they share the view that food is a commodity. If we act too quickly to help the farming community, it will actually cost us too much. Productivity is going up. The efficiency is superb. The longer we wait the fewer farmers we will have to deal with and therefore, we should just wait these politicians out. They come and they go. They get elected, they get defeated. In the meantime, we are losing our farming population. If we wait longer, frankly, the population will disappear.

That is part of why the facts which you have, which I assume they have in the Department of Finance and in the Department of Agriculture and Agri-Food, have not produced the kind of policy shifts that they would normally suggest.

I would appreciate your comments on those two perspectives.

Ms. Lannigan: I would go back to the roundtable that we had. There was a woman who was there who worked with social services. She thanked Mr. Cannon and the Conservative government for raising the age of consent for sexual activity. One of her observations was why do we not do the same thing with drugs, especially with the pushers to get them off the streets and the schoolyards.

I understand that it involves a lot of money and you need a lot of policemen to enforce laws, which we do not have. I think we have to come down harder on the pushers. We should have a law that if a pusher is found in the schoolyard; he or she is fined and depending on the number of offences the sentence would become stiffer.

To me, it seems unethical, immoral, I could think of many other words that I would not dare say here, for someone 22 or 23 years old, to sell drugs in a schoolyard to children who are nine, 10 or 12 years of age. The punishment should be extremely severe. We have to get them out of our schoolyards. I think that is the first thing.

J'aimerais que vous vous demandiez si nous devrions aborder le problème autrement, si vous supposez qu'il n'y a aucune volonté de s'attaquer directement au problème de la pauvreté. Si vous regardez le passé et ce que Wayne Easter a dit, il ne semble certainement pas y avoir eu une grande volonté de s'attaquer au problème de la pauvreté.

Wayne, je vous remercie beaucoup d'être des nôtres aujourd'hui. Vous venez de l'Île-du-Prince-Édouard, vous pourriez être ailleurs aujourd'hui, et je vous remercie de votre présence et du travail que vous avez accompli sur cette question à titre de député et de représentant du secteur agricole.

Dans le cadre de votre travail sur le revenu agricole, j'aimerais savoir ce que vous avez pensé des fonctionnaires qui travaillent dans ce secteur au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Je les respecte énormément pour leur intégrité, leur dévouement et leur détermination. De façon générale, je crois qu'ils sont d'accord pour dire que la nourriture est un produit. Si nous intervenons trop rapidement pour aider la collectivité agricole, les coûts que nous devons assumer seront trop élevés. La productivité augmente. Le rendement est excellent. Plus nous attendons, moins nous aurons d'agriculteurs avec qui traiter et, par conséquent, nous devrions juste attendre que ces politiciens aient fait leur temps. Ils vont et viennent. Ils se font élire et ils se font battre. Entre-temps, nous perdons notre population agricole. Si nous attendons plus longtemps, honnêtement, la population disparaîtra.

C'est en partie la raison pour laquelle les faits que vous avez, et que les gens du ministère des Finances et du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ont aussi j'imagine, n'ont pas suscité le genre de changements d'orientation politique qu'ils auraient proposés en temps normal.

J'aimerais connaître votre opinion sur ces deux points de vue.

Mme Lannigan : Je vais revenir à la table ronde que nous avons eue. Il y avait une femme qui travaillait dans le secteur des services sociaux. Elle a remercié M. Cannon et le gouvernement conservateur d'avoir augmenté l'âge du consentement pour les rapports sexuels. Dans l'une de ses observations, elle a demandé pourquoi nous ne faisons pas de même avec les drogues, surtout avec les revendeurs pour les sortir des rues et des cours d'école.

Je comprends que cela requiert beaucoup d'argent et que vous avez besoin d'un grand nombre de policiers pour faire appliquer les lois, ce qui nous fait défaut. Je crois que nous devons sévir plus durement contre les revendeurs. Nous devrions avoir une loi en vertu de laquelle, si on surprend un revendeur dans une cour d'école, il recevra une amende et, selon le nombre d'infractions, la sanction s'alourdira.

Il me semble immoral et contraire à l'éthique, je pourrais penser à beaucoup d'autres mots que je n'oserais pas dire ici, qu'un individu de 22 ou 23 ans vende de la drogue dans une cour d'école à des enfants de 9, 10 ou 12 ans. La sanction devrait être extrêmement sévère. Nous devons les sortir de nos cours d'école. Je crois que c'est la première étape.

When children go to school, the teachers are responsible. They are acting in the place of the parents. We also need to educate our school administrators. Teachers are not law enforcement officers and yet, when they report the drug activity they are not helped. We are going to have to go through the basics and educate our school administrators.

Mr. Easter: I might say for Darlene's question as well, I really think one has to look at the causes of crime beyond the poverty issue itself. Poverty is part of it, but in terms of the senior public service, there is no question we have a very professional public service. I really think there is a problem in terms of how senior managers, your deputy ministers, your assistant deputy ministers and, to a certain extent, your director generals, are brought into some departments. Having a deputy minister who has good managerial experience in an administrative sense is, in my view, an entirely different kettle of fish when it is Treasury Board, Finance Canada or Health Canada, than it is in terms of Agriculture and Agri-Food Canada, DFO and Natural Resources Canada.

Our problem is ever since Sid Williams in my view, and I will be blunt about it, was the last deputy minister we have not had a deputy minister who knows the people on the ground. Mr. Williams left public office in the early 1970s and I met with him a number of times. Sid Williams knew the primary producers; he knew the people that he administered. The ministers of today do not know who is on the ground; it is as though they do not consider the people they administer.

There is no question that your comments in terms of the numbers are correct. Even when we were the government, I remember Ralph Goodale saying we have to hit a target of exports at \$24 billion and we went higher than that. When the export numbers went up to \$24 billion, while we are exporting more, farm incomes are going in the other direction. There is something wrong with that policy. That to me means we are exporting our wealth out of Canada.

There is another point I would mention when it comes to Canada. I have spent a lot of time in the last three or four years in the United States, meeting with agricultural committees, senators, congressional representatives and others. I do not know why we have to be the Boy Scouts on the world stage. I really cannot understand why we are.

One of the other problems is you cannot make agriculture a national media issue. It is too complicated for them to understand. They know they can go to the grocery store and pick up whatever they want; it is a non-issue for them. No matter how tough it gets out there, it does not seem to be an issue.

Recently, the press reported that Canada is looking at lowering its regulatory requirements on pesticide residues on fruits and vegetables coming from the U.S. Tell me why we would lower our

Quand les enfants sont à l'école, ils sont sous la responsabilité des enseignants. Ces derniers remplacent les parents. Nous devons également sensibiliser nos administrateurs d'école. Les enseignants ne sont pas des agents d'exécution de la loi, et pourtant, lorsqu'ils signalent des cas de trafic de drogues, on ne les aide pas. Nous allons devoir commencer à la base et sensibiliser nos administrateurs d'école.

M. Easter : En réponse à la question de Darlene également, je pense vraiment qu'il faut examiner les causes de la criminalité, mais pas uniquement sous l'angle de la pauvreté. La pauvreté fait partie du problème, mais pour les hauts fonctionnaires, il ne fait aucun doute que nous avons une fonction publique très professionnelle. Je crois vraiment qu'il y a un problème dans la façon dont les cadres supérieurs, vos sous-ministres, vos sous-ministres adjoints et, dans une certaine mesure, vos directeurs généraux sont recrutés dans certains ministères. Avoir un sous-ministre qui possède une bonne expérience d'administrateur est, à mon avis, tout à fait différent quand il s'agit du Conseil du Trésor, du ministère des Finances ou de Santé Canada que dans le cas d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, du MPO ou de Ressources naturelles Canada.

À mon avis, notre problème persiste depuis le départ de Sid Williams, et je ne mâcherai pas mes mots, car nous n'avons pas eu de sous-ministre qui connaît les gens sur le terrain depuis. M. Williams a quitté la vie publique au début des années 1970 et je l'ai rencontré à plusieurs occasions. Sid Williams connaissait les producteurs primaires; il connaissait les gens qu'il administrait. Les ministres actuels ne connaissent pas les gens sur le terrain; c'est comme s'ils ne prenaient pas en considération les gens qu'ils administrent.

Il ne fait aucun doute que les chiffres que vous avez présentés sont exacts. Même lorsque nous étions au pouvoir, je me rappelle que Ralph Goodale a dit que nous devions atteindre un objectif d'exportations de 24 milliards de dollars, que nous avons dépassé. À l'époque où les chiffres sur les exportations ont atteint les 24 milliards de dollars, même si nous exportions davantage, les revenus des agriculteurs ont décliné. Il y a quelque chose qui cloche dans cette politique. À mon avis, nous exportons notre richesse à l'extérieur du Canada.

Je soulignerai un autre point concernant le Canada. Au cours des trois ou quatre dernières années, j'ai passé beaucoup de temps aux États-Unis à rencontrer des membres des comités agricoles, des sénateurs, des représentants du Congrès, et cetera. J'ignore pourquoi le Canada doit jouer les boy-scouts à l'échelle mondiale. Je ne comprends vraiment pas pourquoi.

Par ailleurs, vous ne pouvez pas faire de l'agriculture un sujet médiatique national. C'est un sujet trop difficile à comprendre pour les citoyens. Les gens savent qu'ils peuvent se rendre à l'épicerie pour se procurer tout ce qu'ils veulent; ce n'est pas un problème pour eux. Même quand la situation est difficile, le problème ne semble pas se poser.

On a fait récemment état dans les journaux du fait que le Canada envisage d'adoucir les exigences réglementaires concernant les résidus de pesticides sur les fruits et légumes

regulations. We should be asking them to raise their regulations to our standards. If they do not meet our standards, their products just do not come to Canada. We are so soft.

It is the same with the WTO. We just do not seem to have the backbone as a country to stand up and argue. We do have the safest food system in the world in my view, but we will stand by and lower our standards to allow somebody else's products to get in here. It is the wrong way to do it.

[Translation]

Senator Lavigne: Ms. Lannigan, when you were speaking, you seemed very negative about almost everything. I agree with you completely. I think that the administration of justice here in Canada is pretty soft compared with the United States and other countries in the world. I think you are completely right when you speak negatively of the present systems; at school, municipal, federal or provincial levels, heads go into the sand any time that spades have to be called spades. As Senator Segal said just now, politicians are elected for four years, they come with a lot of good will, but four years later, someone else comes onto the scene, and changes a policy, or changes this or that. It is always the same, we go around in circles.

You mentioned the Sûreté du Québec just now. The RCMP is everywhere in Canada except in Ontario and Quebec. Instead of calling the RCMP in Maniwaki, you have to call the Aboriginal police, the Sûreté du Québec, the regional municipality police. I have experienced the problem in Quebec. I have called the local police. But they said: "No, you are a senator, you have to call the RCMP." So I called the RCMP and they said "No, we cannot come into Quebec, we have to ask permission. We cannot set foot in Quebec. The Sûreté du Québec handles problems there." Why can we not consider one police force for the entire country? Then we would not have to know which police force to call, and find that, with the 42 policies, no one ever does anything anyway.

Imagine Senator Segal not stopping at a stop sign. The police pull him over. He is well dressed, clean cut, a senator; two traffic tickets. But if they see a shady-looking guy with earrings and tattoos, the police look the other way, they do not want to deal with him. I feel we have a societal problem. You are right, madam. If our justice system took things a little more seriously, perhaps more services would be available to the public. Do you not think so, madam?

Ms. Lannigan: Yes. It is the same thing here. We have the Aboriginal police, the Sûreté du Québec, and the MRC de la Vallée. We have two reserves in our area and another that is not recognized by the Department of Indian Affairs. When I was young, we had two police forces. The Sûreté de Quebec patrolled the highways, stayed on the highways and did not come into the towns or villages. Then there was the RCMP and the municipal police. Now, we no longer have the municipal police, but we have two others. When you phone the RCMP, the call is not answered

provenant des États-Unis. Expliquez-moi pourquoi nous devrions assouplir nos règlements. C'est nous qui devrions demander aux États-Unis de resserrer leurs règlements pour qu'ils respectent nos normes. S'ils ne se conforment pas à nos normes, leurs produits n'entrent tout simplement pas au Canada. Nous sommes tellement laxistes.

Il en va de même pour l'OMC. Nous ne semblons tout simplement pas avoir le courage en tant que pays de défendre notre position. À mon avis, nous avons le système alimentaire le plus sûr au monde, mais nous allons rester passifs et abaisser nos normes pour permettre à des produits d'entrer au Canada. Ce n'est pas la bonne façon de faire.

[Français]

Le sénateur Lavigne : Madame Lannigan, quand vous parlez, vous semblez parler très négativement d'à peu près tout ce qui existe. Je suis complètement d'accord avec vous. Je pense que la politique de la justice ici au Canada est pas mal molle comparée aux États-Unis et à d'autres pays du monde. Je pense que vous avez entièrement raison quand vous parlez négativement des systèmes existants, que ce soit du domaine scolaire, municipal, fédéral ou provincial, dans lesquels on se met la tête dans le sable à chaque occasion où l'on aurait à dire des choses. Comme le sénateur Segal le disait tantôt, les politiciens sont élus pour quatre ans, ils ont une bonne volonté, mais quatre ans après, c'est un autre qui arrive, qui change de politique, change ceci ou cela. C'est toujours la même chose, on tourne en rond.

Vous avez parlé de la Sûreté du Québec tantôt. La GRC est partout au Canada sauf en Ontario et au Québec. Quand vous appelez la GRC pour venir à Maniwaki, il y a la police pour les Autochtones, il y a la police de la Sûreté du Québec, il y a la police de la MRC. J'ai vécu ce problème au Québec. J'ai fait venir la police municipale. On m'a dit, « Non, il faut appeler la GRC, vous êtes un sénateur. » J'appelle la GRC, ils disent, « Non, on ne peut pas venir au Québec, il faut demander la permission. On ne peut pas mettre les pieds au Québec. C'est la Sûreté du Québec qui règle les problèmes. » Ne pourrait-on pas penser avoir une police pour tout le pays? Ainsi, on n'aurait pas à appeler une ou l'autre et sur les 42 politiques, personne ne fait jamais rien.

Imaginez le sénateur Segal sur la rue, il ne fait pas son stop. La police l'arrête. Il est bien habillé, « clean cut », un sénateur, deux billets d'infraction. La police voit un gars tout croche, boucles d'oreille et des tatous, la police tourne la tête, elle ne veut pas le voir. Je pense qu'il y a un problème au niveau social. Vous avez raison, madame. Si on avait une justice un peu plus sérieuse, peut-être qu'on aurait plus de services pour la population. Ne pensez-vous pas, madame?

Mme Lannigan : Oui. Ici, on vit la même chose, on a la police amérindienne, la Sûreté du Québec et la M.R.C. de la Vallée. On a aussi deux réserves sur notre territoire et aussi une réserve qui n'est pas reconnue par le ministère des Affaires indiennes. Quand j'étais jeune, il y avait deux agences de protection. Il y avait la Sûreté du Québec qui surveillait les routes, se concentrait sur les routes et n'entrait pas dans les villes ou les villages. On avait aussi la GRC et la sûreté municipale. Aujourd'hui, on n'a plus de sûreté municipale, mais on a encore les deux autres. Quand on fait

in Ottawa, but in Saint-Jérôme. Because we are on that side of the line, most of our services come from Montreal or the Laurentian region. But we are not in the Laurentians, we are in the Outaouais and we want to stay in the Outaouais.

Mr. Grondin was mentioning Grand-Remous and Domtar. Grand-Remous has a population of 600 people. Grand-Remous is on Route 117, at the far end of the Outaouais. The municipality had an industry. They have a choice there. People from Grand-Remous often go to Mont-Laurier for their services instead of coming here. There is a medical clinic in Grand-Remous. There is no walk-in medical clinic in Maniwaki. Grand-Remous, a tiny municipality, has one. Why? Because it could go to the region next door to look for doctors. It is not right.

It is the same for the police. Why does my call go to Saint-Jérôme? My boss, the Honourable Lawrence Cannon, is protected by the RCMP. If I call them, do I call them in Ottawa because his office is there, or do I call them in Saint-Jérôme because he is here? I do not know any more. I cannot see any logic to it.

Senator Segal: Outside the present government!

Ms. Lannigan: I do not understand anything anymore. I wonder if there is anyone realistic out there, with two feet on the ground, who will be able to find a solution that is not so expensive. Sometimes people come up with solution after solution, each costing a fortune, when I could have told them what to do. You are wasting money with studies and such. What are our children doing while we are spending all this time talking about our policing problems? It is a nice day today. Go and take a walk around the village. Our kids are not in school. Spend an afternoon seeing how many Sûreté de Québec patrol cars go by. You will not see any. They are out on the highways. They cannot be everywhere. We have a major problem in the region.

We have to find solutions that do not cost a fortune and that are logical. I got a report last week that took perhaps six months to prepare. When I received the report, I said "How come they did this?" There were three representatives of the federal and provincial governments who sat around at the election and had no idea who had been elected. They paid a mediator to come and see. What do you think the mediator said? There were three federal and provincial representatives. It was done according to the law, they were all there, but they still paid for a mediator. It does not make any sense.

[English]

Gib Drury, President, Outaouais-Laurentides Beef Producers: I am a full-time beef farmer in Western Quebec, just south of here, in the Lakefield region. I am also President of the Quebec Farmers Association which represents the 2,100 English-speaking farmers in the province. I am the President of the Syndicat des producteurs de bovins de l'Outaouais et des Laurentides which represents the 2,000 beef farmers in the region going from Montreal up to the Abitibi.

un appel à la GRC, ce n'est pas Ottawa qui répond à l'appel, c'est Saint-Jérôme. Parce qu'on est dans ce secteur-ci, la plupart de nos services proviennent de la région de Montréal ou de la région des Laurentides. On n'est pas dans les Laurentides. On est dans l'Outaouais. On veut rester dans l'Outaouais.

M. Grondin parlait de Grand-Remous et la compagnie Domtar. Grand-Remous a une population de 600 personnes. Grand-Remous est sur la route 117, au bout de l'Outaouais. Cette municipalité avait une industrie. Là, elle a le choix. Souvent les gens de Grand-Remous, au lieu de venir ici pour recevoir les services, vont aller à Mont-Laurier. Il y a une clinique médicale à Grand-Remous. Il n'y a pas de clinique médicale sans rendez-vous à Maniwaki. Grand-Remous, une petite municipalité, en a une. Pourquoi? Parce qu'elle a été dans la région d'à côté pour aller chercher des médecins. Ce n'est pas normal.

Pour la police, c'est la même chose. Pourquoi me répond-on à Saint-Jérôme? Mon patron, l'honorable Lawrence Cannon, est sous la protection de la GRC. Si je dois les appeler, est-ce que je vais les appeler parce que son bureau est à Ottawa ou est-ce que je devrais appeler à Saint-Jérôme parce qu'il est ici? Je ne le sais plus. Je trouve qu'il n'y a rien de logique.

Le sénateur Segal : En dehors du gouvernement actuel!

Mme Lannigan : Je ne comprends plus rien. Je me demande s'il y a quelqu'un de réaliste, avec les deux pieds sur terre, qui trouvera une solution qui ne coûtera pas tant que ça. Parfois, je vois des gens qui trouvent des solutions qui n'en finissent plus et qui coûtent une fortune quand j'aurais pu leur dire que c'était ça. Vous gaspillez de l'argent avec des études, et cetera. Le temps qu'on passe ici à parler de nos problèmes avec la police et tout ça, nos enfants, qu'est-ce qu'ils font? Il fait beau aujourd'hui. Allez faire un tour dans le village. Nos jeunes ne sont pas à l'école. Passez un après-midi pour voir combien de voitures de la Sûreté vont passer. Vous n'en verrez pas. Elles sont sur nos routes. Elles ne sont pas capables d'être partout. On a un problème majeur dans la région.

Trouvons des solutions qui ne coûtent pas une fortune et qui sont logiques. J'ai eu un rapport la semaine dernière qui a pris peut-être six mois à faire. Quand j'ai reçu le rapport, j'ai dit, « Comment se fait-il qu'ils aient fait ça? » Il y avait trois représentants des gouvernements fédéral et provincial qui étaient assis lors de l'élection qui ne savaient pas qui était élu. On a payé un médiateur pour aller voir. Qu'est-ce que vous pensez que le médiateur a dit? Il y avait trois représentants du fédéral et du provincial. Ça a été fait selon la loi, ils étaient là, mais on a payé pour. Ce n'est plus logique.

[Traduction]

Gib Drury, président, Syndicat des producteurs de bovins de l'Outaouais et des Laurentides : Je suis un producteur de bœuf à temps plein de l'ouest du Québec, juste au sud d'ici, dans la région de Lakefield. Je suis également président de la Quebec Farmers' Association, qui représente les 2 100 agriculteurs anglophones de la province. Je suis président du Syndicat des producteurs de bovins de l'Outaouais et des Laurentides, qui représente les 2 000 producteurs de bœuf entre Montréal et l'Abitibi.

I am here primarily at the invitation of Senator Fairbairn who asked me to speak on the issue of rural poverty which I think has a great basis in the farm income crisis we are presently experiencing in Canada.

Right now, we are in the throes of developing a new farm policy, the Agricultural Policy Framework. The thing that most struck me when I read that report was that the bureaucrats in Agriculture and Agri-Food say that agriculture is no longer a major driving force in rural development and in a sense, they are right. When you are in negative net farming, a situation that we are in and have been in for the last few years in Canada, agriculture will not drive the rural economy. However, that does not mean that we should not have a policy to address that situation. The future policy does not seem to have any changes from what we have had the last three years, which frankly, has been a disaster, especially when you compare the situation to the United States where it has been the reverse.

To sum it up, farmers in general are asset-rich, heavily debt-burdened, not cash-strapped, but cash-broke. They do not have the money in their pockets and they have probably achieved the limit of what they can borrow at the bank.

The current generation of farmers are in bad shape. What concerns me even more is the future generation, our children, including my own, who look at farming and the number of hours we have to put in every day to produce more and more and get less and less. Wayne Easter is one of my heroes and I agree with everything he said. He paints a beautiful portrait that I will not even try to do. My children look at me and they think I am crazy to spend the hours I do on the farm to receive so little money.

The only reason that I am able to continue farming is because I have a wife who works off the farm. That seems to me to be a poor situation.

I go to a lot of farm meetings. I am in these two farm organizations, including l'Union des producteurs agricoles, and I am by far not the exception. All the farmers seem to be in the same situation. We are going to have a very serious problem in the future in attracting people to take over our farming in this country. That is a very great concern of mine.

I could go on, but I have probably exhausted my three minutes. The only thing I would add is Quebec is almost an exception to the rule in the rest of Canada. The provincial government is extremely supportive in terms of its agricultural policy, in their whole approach to what farmers do. They have taken a page out of Wayne's book on empowering farmers. I will not say it is rosy, but it is an awful lot better for Quebec farming than in any other province in Canada.

Je suis ici principalement parce que le sénateur Fairbairn m'a demandé de venir parler du problème de la pauvreté rurale qui, je crois, est en grande partie à l'origine de la crise du revenu agricole que nous traversons à l'heure actuelle au Canada.

Actuellement, nous nous affairons à élaborer une nouvelle politique agricole, le Cadre stratégique pour l'agriculture. Ce qui m'a le plus frappé quand j'ai lu le rapport, c'est que les bureaucrates d'Agriculture et Agroalimentaire Canada disent que l'agriculture n'est plus un moteur important du développement rural et, dans un sens, ils ont raison. Quand vous enregistrez des revenus agricoles nets négatifs, une situation à laquelle nous faisons face depuis quelques années au Canada, il ne faut pas compter sur l'agriculture comme moteur de l'économie rurale. Toutefois, cela ne veut pas dire que nous ne devrions pas avoir une politique pour régler ce problème. La prochaine politique ne semble pas être différente de celle que nous avons eue ces trois dernières années et qui, franchement, s'est révélée un désastre, surtout si nous nous comparons aux États-Unis, où l'inverse s'est produit.

Pour résumer, les agriculteurs sont généralement riches en actifs, croulent sous les dettes, ne sont pas à court de liquidités, mais sont à sec. Ils n'ont pas d'argent dans leurs poches et ont probablement atteint leur limite d'emprunt à la banque.

La génération actuelle d'agriculteurs est en mauvaise posture. Ce qui me préoccupe davantage, c'est la prochaine génération, nos enfants, y compris les miens, qui regardent l'agriculture et le nombre d'heures qu'il faut consacrer chaque jour pour produire toujours plus et en retirer toujours moins. Wayne Easter est l'une de mes idoles et j'approuve tout ce qu'il a dit. Il brosse un magnifique portrait de la situation, ce que je n'essaierai même pas de faire. Mes enfants croient que je suis fou de consacrer autant d'heures à la ferme pour recevoir si peu d'argent.

L'unique raison pour laquelle je peux continuer de pratiquer l'agriculture, c'est que ma femme travaille en dehors de la ferme. Cela me paraît déplorable.

J'assiste à de nombreuses réunions d'agriculteurs. Je fais partie de ces deux organismes agricoles, y compris l'Union des producteurs agricoles, et je suis loin d'être le seul dans cette situation. Tous les agriculteurs semblent être dans le même bateau. Nous aurons beaucoup de mal plus tard à attirer une relève en agriculture au pays. C'est un sujet qui me préoccupe énormément.

Je pourrais continuer, mais mes trois minutes sont probablement écoulées. J'ajouterais seulement que le Québec est presque l'exception à la règle au Canada. Le gouvernement provincial appuie fortement sa politique agricole, dans son approche à ce que les agriculteurs font. Il s'est inspiré de Wayne pour donner des moyens aux agriculteurs. Je ne dirai pas que la situation est idyllique, mais le secteur agricole se porte drôlement mieux au Québec que dans toute autre province du Canada.

Instead of having a steamrolling federal policy where every province has to come to the lowest common denominator, maybe we should take the best province and bring everybody else up to their standards.

[Translation]

Fabienne Lachapelle, Executive Director, L'Entraide de la Vallée: Madam Chairman, I am the Executive Director of L'Entraide de la Vallée, an organization that works in the area of food security in the Gatineau Valley region. I am also chair of the issues table on social development in the Outaouais. I have come to speak to you about issues of food security for people living below the poverty line.

At L'Entraide de la Vallée, we believe that the right to healthy and balanced nutrition is a fundamental right. Food security at a personal level is having access, at all times and in a climate of respect, to food in sufficient quantity and appropriate quality, respecting cultural values and thereby allowing the enjoyment of all fundamental rights. By way of illustration, in a city, it costs six or seven dollars per day for an adult to follow Canada's Food Guide. In the country, the same basket of groceries costs nine dollars per day. So it is almost impossible for a person living on minimum wage, and even more so for someone living below the poverty line, on welfare or unemployed, to eat according to Canada's Food Guide. Impossible or very difficult. The government should assume its role of protector of its citizens' right to adequate nutrition. This right implies looking after nutrition in all its aspects.

I would like to make a few observations: 80 per cent of the production from Quebec's agricultural activity takes place in the St. Lawrence Valley. That leaves 20 per cent for the rest of Quebec. In this region, arable land is relatively uncommon in the Gatineau Valley and in the Outaouais. The traditional view that our region is all about forestry limits agricultural development initiatives. Agriculture is seen as an ancillary activity. There are few market gardeners in the region. Agricultural operations are not diversified to any extent. For the most part, subsidies are available to large concerns that grow only one crop on a large scale and the subsidies are tailored more to the needs of the market than to the needs of the people. Restaurant owners have difficulty buying fresh vegetables locally. Distances between the regions in Quebec unfairly affect the price that the consumer pays for the product because of the transportation. A tomato, for example, can leave Maniwaki and drive all around Quebec before coming back here. After all its travels, it is now an expensive tomato.

In addition, people can find it physically difficult to get to food markets or food banks. We have two food banks, in Maniwaki and in Gracefield. Someone living in Grand-Remous,

Plutôt que d'avoir une politique fédérale prépondérante où chaque province doit en arriver au plus petit dénominateur commun, nous devrions peut-être prendre la province qui a la meilleure politique et élever les normes des autres provinces à son niveau.

[Français]

Fabienne Lachapelle, directrice générale, L'Entraide de la Vallée : Madame la présidente, je suis la directrice générale de l'Entraide de la Vallée, un organisme qui œuvre dans la sécurité alimentaire sur le territoire de la Vallée de la Gatineau. Je suis également présidente de la table de concertation de la fin du développement social de l'Outaouais. Je viens vous parler de l'aspect sécurité alimentaire pour les personnes vivant sous le seuil de la pauvreté.

Selon nous à l'Entraide de la Vallée, on croit que le droit à une alimentation saine et équilibrée est un droit fondamental. La sécurité alimentaire pour une personne, c'est avoir accès en tout temps et avec respect à un approvisionnement alimentaire en quantités suffisantes et de qualités adéquates qui respectent ses valeurs culturelles et qui favorisent ainsi l'exercice de tous ses droits fondamentaux. Pour vous donner un exemple, en ville, cela coûte environ six à sept dollars par jour par adulte pour manger selon le Guide alimentaire canadien. En région, un panier d'épicerie, par adulte, coûte neuf dollars par jour. Donc, c'est presque impossible pour une personne vivant avec un salaire minimum, et encore moins vivant sous le seuil de la pauvreté, l'Aide sociale ou sur le chômage, de manger selon le Guide alimentaire canadien. C'est impossible ou très difficile. L'État doit assumer son rôle de protecteur des droits du citoyen face à son alimentation. Ce droit implique de veiller à toutes les dimensions de l'alimentation.

J'aimerais faire une couple de constatations : 80 p. 100 de la production des activités agricoles du Québec se déroulent dans la Vallée du Saint-Laurent. Donc, il reste 20 p. 100 pour le reste du Québec. Dans cette région, les terres fertiles sont relativement moindres dans la Vallée de la Gatineau et dans l'Outaouais. La vision traditionnelle de notre région comme étant forestière limite les interventions favorisant le développement de l'agriculture. Celle-ci est perçue comme une activité économique accessoire. Il y a peu de maraîchers en région. Les entreprises agricoles sont peu diversifiées. Les subventions sont surtout accessibles aux grandes entreprises pratiquant la monoculture et les subventions visent à répondre aux besoins du marché plutôt qu'aux besoins des populations. Les restaurateurs ont peine à s'approvisionner en légumes frais locaux. Les distances à parcourir au Québec entre les régions influencent les prix des denrées de façon inéquitable pour le consommateur à cause du transport. Par exemple, une tomate peut partir de Maniwaki et faire le tour du Québec avant de revenir ici. Cela nous coûtera plus cher pour cette tomate à cause du transport qu'elle a dû subir.

Également, en région, la population a des problèmes d'accès physiques aux marchés d'alimentation et aux centres de dépannage. On a deux centres de dépannage à Maniwaki et un

Montcerf, Lytton or Aumond does not necessarily have a way to get to them.

Here are some solutions that could be used to address these problems: First, guarantee access for all to quality foodstuffs and a quality establishment where food can be obtained within a reasonable distance. To reach this goal in a rural setting, appropriate and economically feasible means of transportation will have to be provided, such as special-needs transportation and public transportation. We have public transportation in the region. But each year it has to fight for the money it needs because it is so hard to find grants and adequate funding. This is the reality of all community organizations that are trying to help the most disadvantaged in the population.

A system of tax incentives should also be established to encourage grocery stores in areas abandoned by the large supermarket chains.

Direct contact between producers and consumers should also be encouraged, by increasing the number of farmers' markets, for example. There should be a concerted political effort to encourage market gardeners to set up in the region and to help them sell their products. This would support diversified production through the development of a more producer-centred food distribution network.

The social dimension of personal food security is also real and must figure prominently in any government decision likely to affect the agricultural and agri-food sectors. Agriculture and those working in it must be valued more highly. Financing programs must be established that allow farms to be easily transferred to new owners, both inside and outside the family. Local purchasing must be encouraged and, if I may beat my own drum, there must be increased support for organizations providing front-line support and cooperative food programs to help people in need.

Dominique Bherer, Veterinarian: Welcome to Maniwaki. We may be poor but we are rich in natural beauty. I have been a veterinarian in the region for 35 years. I have met hundreds of farmers. In 1990, I wrote a piece that I am going to summarize for you about the concerns I had about the realities facing agriculture. To begin, I am going to talk about agriculture in general, not specific to the region, then I am going to talk about the forests.

With a friend, I am a member of a small organization called Forêt Vive. For seven years, we have patrolled the forest trying to stop companies destroying everything. Without success.

I am going to start with agriculture. In our view, if we want a rural development policy, only an increase in farm-gate prices can slow down urbanization by improving the incomes of country-dwellers who are underpaid everywhere. About half of humanity still lives on farms, putting them in the best position to achieve sustainable development. Agriculture takes up 40 per cent of the world's land and has had a major impact for centuries. An increase in prices is only possible by overturning government policies which keep farm prices artificially low because of the

à Gracefield. Quelqu'un qui habite à Grand-Remous, à Montcerf, Lytton ou à Aumond n'a pas nécessairement les moyens de s'y rendre.

Voici des solutions qui pourraient être apportées pour contrer ces problèmes : premièrement, garantir l'accès de chaque personne à des aliments de qualité et à une source d'approvisionnement alimentaire de qualité à distance raisonnable. Pour atteindre cet objectif en milieu rural, il faut voir à l'offre de moyens de transport appropriés et économiquement accessibles, par exemple, le transport adapté, le transport collectif. On a le transport collectif en région. Chaque année, le transport collectif doit se battre pour subvenir à ses propres besoins parce qu'ils ont de la misère à avoir des subventions et du financement adéquats. C'est la réalité de tous les organismes communautaires qui essaient d'aider la population la plus démunie.

Il faudrait également instaurer un système d'incitatifs fiscaux à l'établissement de magasins d'alimentation dans les secteurs délaissés par les grandes chaînes d'alimentation.

Il faudrait également faciliter les contacts directs entre producteurs et consommateurs, par exemple, en multipliant les marchés publics. Il faudrait conjuguer les efforts politiques pour encourager et favoriser l'installation de maraîchers en région et contribuer à la mise en marché de leurs produits, donc soutenir les productions diversifiées par le développement d'un réseau de distribution alimentaire plus près des producteurs.

Également, la dimension sociale de la sécurité alimentaire des personnes est réelle et doit transparaître dans toutes les décisions gouvernementales susceptibles d'affecter le monde agricole et agro-alimentaire. Il faut valoriser le métier d'agriculteur et l'agriculture. Il faut mettre en place des programmes financiers facilitant le transfert des fermes aux nouveaux acquéreurs, qu'ils soient de la famille ou non. Il faut promouvoir l'achat local et également, pour prêcher pour ma paroisse, il faut augmenter le soutien aux organismes d'aide et d'entraide alimentaire qui sont la première ligne pour aider ces personnes.

Dominique Bherer, vétérinaire : Je vous souhaite la bienvenue à Maniwaki. On est peut-être pauvre, mais pas en paysage. Je suis vétérinaire dans la région depuis 35 ans. J'ai rencontré des centaines de fermiers. En 1990, j'ai écrit un texte que je vais vous résumer, sur l'inquiétude que j'avais devant la réalité en agriculture. Au début, je vais parler de l'agriculture en général, et non pas spécifique à la région et ensuite, je vais parler de forêts.

Avec mon ami, je suis dans une petite organisation qui s'appelle Forêt Vive. Depuis sept ans, on essaie de faire la police pour empêcher les compagnies de tout massacrer sans succès.

Je vais commencer par l'agriculture. Selon nous, si on veut avoir une politique de développement rural, seulement une augmentation des prix à la ferme peut freiner l'urbanisation en améliorant le revenu des ruraux qui sont sous-payés partout. Environ la moitié des humains vivent encore sur des fermes où ils sont les mieux en mesure d'atteindre le développement durable. L'agriculture occupe 40 p. 100 du sol de la planète et elle a un impact majeur depuis des siècles. Une augmentation des prix n'est possible qu'en renversant les politiques des gouvernements qui

thousands of subsidies that are often hidden in transportation, exporting, the production of agricultural surpluses or in importing them from other countries. They are unfair and they are destabilizing because they favour large farms, the culture of export, the race for production. Surpluses that are often produced at a loss, while we could be producing wood, milk and free-range meat, are killing traditional agricultures by driving all prices down and by replacing human and animal foods.

So governments are not helping, they are not raising prices; they are waging a war of attrition against farms in their own country and in others, and commercial interests are reaping the benefits. The same policy in forestry and fishing means that subsidies go to the deep-sea fishing companies and the forestry companies that are paying for the resource.

A long-term rural policy is needed because the present urban and industrialized model, with less than 3 per cent of the population living on farms, cannot even sustain or feed those people or maintain the soil's fertility. We have a real food security problem. If transportation comes to a halt, everyone in our modern society starves, farmers first. The policy must bring producers and consumers together and must ensure that work in the country is remunerated just like work in the city. We must also increase the number of small farms specializing in agroforestry.

To reach these goals, we must first make sure that the policy deals directly with the price, the true cost of production. Presently, because of subsidies, are prices half of what they should be, or one third? We do not know. It is completely ridiculous. The price must be paid entirely by the marketplace by eliminating all tax and financial subsidies for transportation, export and production. Every subsidy lowers every price. Today, because of global trade, it lowers them everywhere in the world. When we subsidize the cod fishery, the price of wheat is indirectly driven down.

We must put animals back on the land and eliminate factory farming. By limiting the number of animals to those that the land can sustain, we would increase the number of farms threefold and we would eliminate excess manure and the costs of trucking it away. Corn is now being shipped from the United States to China to feed to pigs. If Dreyfus Commodities had to ship the manure back to Iowa, they would find the business much less profitable.

The main problem of factory farming is that the farms that produce the feed for the animals are worse off because they have no manure.

Ownership of land must be reserved for those who work it, because the best fertilizer is the shadow of the owner. It was Virgil who said that a couple of thousand years ago. Cleared land must be made available in tracts of limited size so that it can be bought by young farmers 30 and younger. At 30, you do not have a million dollars to put into a farm.

maintiennent les prix à la ferme artificiellement bas grâce à des milliers de subventions souvent cachées au transport, à l'exportation et à la production de surplus agricoles ou en important ceux des autres pays. Elles sont inéquitables et déstabilisantes parce qu'elles favorisent les grosses fermes, la culture d'exportation et la course au rendement. Les surplus souvent produits à perte, alors qu'on pourrait faire du bois, du lait et de la viande sur pâturage, tuent les agricultures traditionnelles en abaissant tous les prix et en remplaçant les aliments des humains et des animaux.

Les gouvernements mènent ainsi, au profit des commerçants, une guerre d'usure, pas d'aide, pas de hausse de prix contre leurs fermes et celles des autres pays. La même politique en forêt et la pêche où on subventionne les pêcheurs hauturiers et les compagnies forestières qui paient la ressource.

Il faut une politique rurale à long terme parce que le modèle actuel urbanisé et industrialisé, et avec moins de 3 p. 100 des gens qui vit sur des fermes, ne peut même pas faire vivre, ni nourrir ces gens, et ni maintenir la fertilité du sol. Il y a vraiment un problème de sécurité alimentaire. Si le transport arrête, tout le monde crève, les fermiers en premier dans nos pays modernes. Il faut que la politique rapproche les producteurs et les consommateurs et que le travail rural comme le travail urbain soient rémunérés. Il faudrait aussi augmenter le nombre de petites fermes agroforestières.

Pour atteindre ces objectifs, il faut d'abord s'assurer que la politique touche directement le prix, le vrai coût de production. Actuellement, à cause des subventions, est-ce que le prix est la moitié ou un tiers de ce qu'il devrait être? On ne le sait pas. C'est complètement ridicule. Il faut qu'il soit payé directement par le marché en éliminant toutes les subventions fiscales et financières au transport, à l'exportation et à la production. Chaque subvention abaisse tous les prix. Aujourd'hui, à cause du commerce international, cela les abaisse sur toute la planète. Quand on subventionne des pêcheurs de morue, cela fait baisser le prix du blé indirectement.

Il faut ramener les animaux sur le sol qui les nourrit en interdisant l'élevage hors sol. En limitant le nombre d'animaux à ce que le sol peut nourrir, on multiplierait par trois le nombre de fermes et on éliminerait l'excès et le déficit du transport inutile de fumier. Actuellement, on transporte du maïs des États-Unis jusqu'en Chine pour faire des porcs. Si la céréalière Dreyfus devait ramener le fumier en Iowa, elle ne trouverait pas cela trop payant.

Le principal problème de l'élevage hors sol, c'est que les fermes qui produisent des aliments sont appauvries parce qu'il n'y a pas de fumier.

Réserver le sol aux propriétaires exploitants, car le meilleur engrais pour un sol, c'est l'ombre de son propriétaire. C'est Virgil qui disait cela il y a quelque mille ans. Il faut limiter la taille des fermes déboisées afin qu'elles puissent être rachetées par des jeunes exploitants de 30 ans et moins. À 30 ans, on n'a pas un million à mettre dans une ferme.

Arable land must be protected from erosion by paying attention to erosion indicators. In our latitudes, it takes 500 years to add an inch of soil, and 25 years of corn to destroy it. In some cases, it can be as little as five years. The politics of ethanol are not going to change that.

A good part of the \$500 billion in subsidies worldwide is spent on practices that degrade the soil. Monoculture and factory farming surely take \$400 billion of the \$500 billion. Our genetic heritage must also be protected from GMOs. There once was a scientist who did not work for Monsanto; he travelled all around the world 60 or 70 years ago and found 90,000 different varieties of wheat in every little valley. This is what we are going to lose with GMOs. GMOs were shown to be toxic right off the bat by the first researcher to test them, a Scot. He fed them to rats, and to his great surprise, they got sick.

Soils that are most suited to agricultural and forest production must be preserved in perpetuity by zoning laws which even governments themselves cannot overturn. We cannot forgive those responsible for these losses that doom us all, and those who come after us, to work harder so that less fertile soil can be made to produce.

I would say that there is little hope of changing the situation, because it is in the interest of all the lobbyists, the real members of Parliament these days, to eliminate small producers here and elsewhere and to keep prices artificially low. Wholesalers, transportation companies, large producers, politicians themselves dream only of exports. The only hope that we see is that the environmental crisis will force governments to apply the user-pay principle.

As for the forest, the best thing that you can do is to protect it, because it is vital. In Quebec, there would be no agriculture without the forest. Farmers look to the forest for income. They get income from their woodlots. At present, the situation is exactly like in Indonesia, politicians hand over the forests and let them be razed and destroyed. We found a place that had been logged; 30 per cent of the soil and the new growth had been destroyed, just for one road. It is absolutely beyond the pale. I have been working with farmers since I started, and, for 35 years, they have been telling me: "stop the destruction of the forests." We country folk try to tell politicians that, but our voice has never been heard.

I am going to let you hear from my friend from Kitigan Zibi, Fred McGregor.

[English]

Fred McGregor, as an individual: Good afternoon. I would like to welcome all the members to Kitigan Zibi territory. I am from the Kitigan Zibi community. How I got here is through Dominique. We have a friend in common, Mr. William Commanda and we discussed many things and one of them was forestry.

This is an interesting report, *Understanding Freefall and the Challenge of the Rural Poor*. When I look at my community, and the town of Maniwaki and the surrounding area and I look at

Il faut protéger les sols arabes en surveillant l'érosion grâce à un indice d'érosion des sols. Il faut sous nos latitudes 500 ans pour ajouter un pouce de sol et cela prend 25 ans de maïs pour le détruire. Dans certains cas, c'est aussi peu que cinq ans. Ce n'est pas l'éthanol politique qui va arranger ça.

L'essentiel des 500 milliards de subventions mondiales va à des pratiques qui appauvrissent le sol. La monoculture et l'élevage hors sol vont récolter sûrement 400 milliards de ces 500 milliards. Sur les OGM, il faut protéger aussi le patrimoine génétique. Il y a un savant qui ne travaillait pas pour Monsanto et qui s'est promené il y a 60 ans ou 70 ans et il a trouvé 90 000 variétés de blé différentes dans toutes les petites vallées partout dans le monde. C'est ce qu'on va perdre avec les OGM. Les OGM ont été montrés toxiques tout de suite au départ par le premier chercheur écossais qui les a testés sur des rats, qui sont devenus malades à sa grande surprise.

Il faut réserver pour toujours les bons sols à la production agricole et forestière par une loi de zonage que les gouvernements eux-mêmes ne peuvent contourner. On ne peut pas excuser les responsables de cette perte qui nous condamne tous, et ceux qui nous suivront à travailler davantage pour faire produire des sols moins fertiles.

Je dirais qu'il y a peu d'espoir de changer la situation parce que tous les lobbys qui sont les véritables députés aujourd'hui ont intérêt à éliminer les petits producteurs ici et ailleurs et à maintenir les prix artificiellement bas, les commerçants, les transporteurs et les gros producteurs. Les politiciens eux-mêmes ne rêvent que d'exportations. Le seul espoir que nous voyons c'est que la crise environnementale force les gouvernements à appliquer le principe utilisateur payeur.

Pour la forêt, ce que vous pouvez faire de plus, c'est de la protéger parce que c'est essentiel. Au Québec, il n'y aurait pas eu d'agriculture sans la forêt. Les fermiers vont chercher des revenus en forêt. De leurs boisés, ils obtiennent des revenus. Actuellement, c'est exactement comme en Indonésie, les politiciens donnent les forêts et ils les laissent se faire raser et détruire. On a trouvé un endroit où ils ont bûché et juste pour un seul chemin, ils ont détruit 30 p. 100 du sol et de la régénération. C'est absolument extraordinaire. Je travaille avec des fermiers depuis le début, et cela fait 35 ans qu'ils me disent, « Arrêtez le massacre des forêts. » Les ruraux essaient de le dire aux politiciens, mais cela n'a jamais été considéré.

Je vais laisser mon ami de Kitigan Zibi parler, Fred McGregor.

[Traduction]

Fred McGregor, à titre personnel : Bonjour. J'aimerais souhaiter la bienvenue à tous les membres dans la région de Kitigan Zibi. Je fais partie de cette collectivité. C'est par l'entremise de Dominique que je suis ici. Nous avons un ami commun, M. William Commanda, et nous avons discuté de nombreux sujets, notamment de foresterie.

Le rapport *Comprendre l'exode : lutte contre la pauvreté* est intéressant. Quand je regarde ma collectivité, de même que la ville de Maniwaki et ses environs, et que je regarde ce qui se passe dans

what is happening around the world, it gets really interesting because I see that rural poverty is coming to many of the regions in Canada.

A lot of studies from the UN, UNESCO and the World Health Organization show that a good percentage of the population in the rural areas is moving into the urban areas. There is a net migration. I think within the next decade or so, that is going to be surpassed. The majority of the population will be in the urban areas and we are starting to see some of that.

One of the interesting things I am seeing in the rural area is that education is different from the urban, not up to par. Health care is a serious challenge. It is getting to be more and more of a serious challenge, in that it is very difficult to find a family doctor, let alone in Quebec. We have interprovincial jurisdictions which is a serious problem in the rural area.

Darlene Lannigan mentioned that when the economy slows down, we are seriously affected. For example in the forestry in Maniwaki, we see the welfare rise, but that is not discussed publicly. The other issue that is not discussed publicly is the increase in suicide, the increase in social violence within the families. It is not discussed, but it is one of the effects. Mental health issues are not discussed.

People say we could use the internet for education, but it is patchwork in rural areas. I live in a community where one third of the community has high speed, one third has telephones and the other third barely has telephone, let alone the internet. In this day and age, that is our reality in the rural area.

In the Canada Food Guide, you have low employment or no employment you cannot meet the Canada Food Guide like Fabienne Lachapelle said. You cannot meet it, you have a difficulty. With the low employment, the welfare that is there is still insufficient. That is a serious reality.

Earlier, a gentleman was talking about farmers in bad shape, cash-strapped, but they are still on the land. I am from an Aboriginal community and I see the same thing, we are still on the land but we do not have any money.

I quickly read the committee's report, which Dominique gave me. It says:

... rural municipalities are creatures of provincial governments and that provincial jurisdiction extends over health care, education, many forms of income assistance directly affecting rural communities and rural citizens.

le monde, cela devient très intéressant parce que je vois comment la pauvreté rurale se répand dans les nombreuses régions du Canada.

De nombreuses études de l'ONU, de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la santé révèlent qu'un pourcentage substantiel de la population dans les régions rurales déménage dans les régions urbaines. Il y a une migration nette. Au cours des dix prochaines années environ, je pense que la population urbaine excédera la population rurale. La majorité de la population vivra en milieu urbain et nous commençons à le constater.

Il est entre autres intéressant de constater que l'éducation dans les régions rurales est différente de l'éducation dans les régions urbaines; elle laisse à désirer. Les soins de santé constituent un défi de taille et ce sera de plus en plus vrai, en ce sens qu'il est très difficile de se trouver un médecin de famille, à plus forte raison au Québec. Nous avons des compétences interprovinciales, ce qui pose un sérieux problème dans le secteur rural.

Darlene Lannigan a dit que nous sommes gravement touchés quand l'économie ralentit. Par exemple, dans le secteur forestier à Maniwaki, nous enregistrons une hausse du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, mais on ne discute pas du problème publiquement. On ne parle pas non plus publiquement de la hausse des cas de suicide et de l'augmentation de la violence sociale au sein des familles. On n'en parle pas, mais c'est l'une des répercussions d'un ralentissement de l'économie. On ne parle pas des problèmes de santé mentale.

Les gens disent que l'on pourrait utiliser Internet pour l'éducation, mais les moyens technologiques sont disparates dans les zones rurales. Je vis dans une localité où un tiers des résidents a une connexion à haute vitesse, un tiers a une connexion par ligne téléphonique et un tiers a à peine des téléphones, encore moins Internet. C'est la situation qui existe dans les zones rurales aujourd'hui.

Si le taux d'emploi est faible ou s'il n'y a pas d'emploi, il est impossible de suivre les recommandations du Guide alimentaire canadien pour manger sainement comme l'a dit Fabienne Lachapelle. On ne peut pas suivre ces recommandations, il est difficile de le faire. Compte tenu du faible emploi dans les zones rurales, l'aide sociale y est encore insuffisante. La situation est très grave.

Quelqu'un parlait plus tôt des agriculteurs en difficulté, à court d'argent, mais qui continuent à travailler la terre. Je suis originaire d'une collectivité autochtone et je constate la même chose, nous continuons à travailler la terre, mais nous n'avons pas d'argent.

J'ai consulté rapidement le rapport du comité que m'a remis Dominique. Il est écrit :

[...] les municipalités rurales relèvent des gouvernements provinciaux et que la compétence provinciale s'étend aux soins de santé, à l'éducation et à de nombreuses formes de soutien du revenu qui ont des effets directs sur les collectivités et les citoyens des régions rurales.

That is nice to say, but when the federal government and the provincial government cannot agree on many things, guess who falls through the cracks. The answer is the rural areas, all the marginalized people.

It makes it very interesting now because we have a minority government. The minority government is moving very little right now and I do not expect to see anything being done.

One of the important things here in Maniwaki is forestry. The biggest market is the U.S. Right now, no one is discussing softwood lumber. The Americans do not want to sign for softwood lumber. They are just waiting. They can wait it out. What happens is we see the fallout in the forestry-related areas. We see what happens to the economy. We see what happens in all the situations. It is not getting any better; it seems to be getting worse.

Another thing is the politics. Maniwaki is a Liberal area. Any other region is either the PQ or the Bloc. Sometimes because of the politics, we get penalized or we get chided for that.

Gib mentioned that Quebec has a good social net. How long can Quebec hold that social net if it relies on this stuff like British Columbia relies on forestry? Quebec relies on forestry for hydroelectric power. What happens when the markets change?

[Translation]

Bernard Fortin, Representative, Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada, as an individual: Madam Chairman, I am a union representative. I have been president of my local at Bowater for 12 years. You have heard very high-quality presentations. So what I am going to do is a simple wrap-up, a summary of what was said today around the table.

You came to discuss rural poverty. I feel that you were given good input. I agree with this morning's witnesses, Ms. Julien and Mr. Dansereau and company. It is true that the forestry is in a major crisis. It is not going to improve anytime soon.

I am sorry but I have some bad news for you. I represent eight companies in my local. Of the eight companies, one, Atlas in Gracefield, closed a little more than a year ago. As of next week, its sister company, Atlas in Low, will belong to Commonwealth Plywood and will close for several months. Twenty-four jobs are affected. Uniboard, in Lac des Îles, over by Mont-Laurier, is going to close for six months minimum, 150 jobs. Max Meilleur is getting ready to close again. We do not yet know if it is a complete and final shutdown, but it is 140 jobs. They are part of my local here in Maniwaki. It is a real shame, but these workers are now in a crisis situation.

C'est bien beau de le dire, mais quand le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial n'arrivent pas à s'entendre sur beaucoup de dossiers, devinez qui en souffre. Ce sont les zones rurales, les marginaux de tous bords.

C'est très intéressant maintenant, parce que nous avons un gouvernement minoritaire. Le gouvernement minoritaire progresse très lentement pour l'instant et je ne m'attends à voir des résultats.

À Maniwaki, la foresterie est l'un des secteurs importants. Les États-Unis sont le plus grand marché. Aujourd'hui, personne ne parle du bois d'œuvre. Les Américains ne veulent pas signer une entente sur le bois d'œuvre. Ils attendent tout simplement. Ils peuvent temporiser. Mais, nous voyons les répercussions sur les secteurs liés à la foresterie. Nous voyons les effets sur l'économie. Nous voyons ce qui passe dans toutes les situations. Les choses ne s'améliorent pas, elles semblent s'aggraver.

La politique est un autre point. Maniwaki est acquise aux libéraux. Les autres régions soutiennent soit le PQ soit le Bloc. Nous sommes parfois pénalisés ou réprimandés en raison de notre préférence politique.

Gib a mentionné que le Québec offre une bonne protection sociale. Pendant combien de temps encore le Québec pourra-t-il l'offrir s'il dépend de ce secteur comme la Colombie-Britannique dépend de la foresterie? Le Québec dépend de la foresterie et de l'énergie hydroélectrique. Que se passera-t-il quand les marchés changeront?

[Français]

Bernard Fortin, représentant, Syndicat canadien des communications, énergie et papier, à titre personnel : Madame la présidente, je suis représentant syndical. Cela fait 12 ans que je suis président de ma section locale pour la compagnie Bowater. Vous avez entendu des interventions de très haute qualité. Donc, ce que je vais faire c'est un simple résumé, un tour de table de ce qui a été dit aujourd'hui.

Vous êtes venus pour discuter de la pauvreté rurale. Je pense que vous avez été bien servis. Je suis en accord avec les intervenants de ce matin, Mme Julien et M. Dansereau et compagnie. C'est vrai que l'on est en pleine crise forestière. Elle ne va pas s'améliorer immédiatement.

Je suis désolé, mais je vais vous apprendre une mauvaise nouvelle. Je représente huit compagnies dans ma section locale. Sur les huit compagnies, il y en a une qui a fermé il y a un peu plus d'un an, Atlas à Gracefield. Sa compagnie sœur, à partir de la semaine prochaine, Atlas à Low, appartient à Commonwealth Plywood va fermer pour quelques mois. Quatre-vingts emplois sont affectés. Uniboard, au Lac des Îles, tout près de Mont-Laurier, va fermer pour six mois minimum, 150 emplois. Max Meilleur s'aligne pour une autre fermeture. On n'est pas certain encore si c'est une fermeture complète, définitive, mais c'est 140 emplois. Ils font partie de ma section locale ici à Maniwaki. C'est dommage, mais ces travailleurs sont en pleine crise.

We have been discussing this with the FTQ for a long time, and are trying to look for solutions. We saw the crisis coming four or five years ago. We have held conferences. We warned members of the federal and provincial parliaments. We saw the crisis coming. When it hit, we were told: "No one saw it coming" We said "No, hang on there, we saw it coming." We tried to find solutions to ward off the crisis. No one listened to us.

What I am asking you today, and Ms. Julien mentioned it too, is to build a bridge between the government and the industry in this time of crisis. But I am also proposing something else as a first step; when workers begin a job, they pay into the employment insurance scheme from the first day. When the time comes to get back what they have contributed, it takes a minimum of two weeks to find out if they are eligible. Then it takes another two weeks before they receive their first cheque, if they get a first cheque. Now we are up to a month. If this is the only support the family gets, whether it is a man or woman, it is a real shame, but look, they are a month behind. There are not many people who are able to have three months' savings at hand. Three months is the minimum you need in the bank to take care of all your payments, all your regular bills. Things like gas, electricity, food and housing. It is a minimum of three months. You need from \$5,000 to \$6,000. Not everyone has that amount. If you are a month behind, it is really difficult; the first to suffer will be the families, the children. We all understand what I mean. What I am proposing to the government is to change the law on employment insurance. Be the bridge. You must do it to help these families because the workers are in crisis and it is getting worse. We have to solve this.

It is true that, previously, there was some abuse on the workers' part. They went to work for three months, they got a year of unemployment, bingo, it was heaven. The government found out, and turned things around. I do not blame anyone, but now there is abuse from the other side.

I feel that elected people are smart enough now to find solutions by sitting down with people like those of us here today. This is a panel of real people, of workers. Let us sit down and find a way of coming up with a law. Of course, there will always be abuse on both sides. But if there is abuse, we can reduce it to a minimum. It is up to us to find the best way to arrange these laws so that they help the people who are paying into the pot. It has to be done, as quickly as possible, please, because we are in deep trouble. The crisis is getting worse and worse.

We can even go with the simplest solutions, if you like. Mr. Wayne Easter was talking about Prince Edward Island. This week I heard that potato producers were going to set limits for themselves so as not to produce too many potatoes because they would lose them otherwise. Those potatoes would end up as feed for livestock. So look, governments, the G8, come along and promise millions and millions of dollars to countries in difficulty. The government should help the potato farmers on PEI. Okay, you are saying, Fortin has potatoes for brains. Too simple. Help them to grow potatoes. The millions of dollars never get to Africa

On a discuté et cela fait longtemps qu'avec la FTQ, on essaie de trouver des solutions. On a vu venir la crise depuis quatre ou cinq ans. On a fait des congrès. On avait averti les parlementaires tant fédéraux que provinciaux. On la voyait venir la crise. Lorsqu'on est tombé dedans, on s'est fait dire : « On ne l'a pas vue. » On a dit : « Non, un instant, on l'avait vue. » On a tenté de trouver des solutions pour parer à cette crise. On n'a pas été entendu.

Aujourd'hui, ce que je vous demande, et Mme Julien en parlait, c'est de faire un pont entre le gouvernement et l'industrie en temps de crise. Mais je vous propose aussi comme un premier pas, que les travailleurs qui commencent à travailler cotisent à la Caisse d'assurance-emploi dès la première journée. Lorsque vient le temps de récolter ce qu'ils ont donné, cela leur prend un minimum de deux semaines pour savoir s'ils sont admissibles. Ensuite cela va prendre un autre deux semaines avant de recevoir un premier chèque, s'ils ont leur premier chèque. On est rendu à un mois. Si c'est le seul soutien pour la famille, qu'on parle d'un homme ou d'une femme, c'est bien dommage, mais là, il vient de prendre un mois de retard. Il n'y a pas beaucoup de gens capables d'avoir devant eux des économies de trois mois. Trois mois, c'est un minimum en banque pour subvenir aux besoins de tous les paiements, tout ce qui est récurrent. On parle du gaz, de l'électricité, de la nourriture et du logement. C'est un minimum de trois mois. On parle de 5 000 \$ à 6 000 \$. Ce n'est pas tout le monde qui a ce montant. S'ils sont un mois en arrière, c'est dommage, les premiers qui vont payer pour seront les familles, les enfants. On se comprend bien. Ce que je propose au gouvernement, c'est de changer la loi sur l'assurance-emploi. Faites le pont. Il faut le faire pour aider ces familles parce que les travailleurs sont dans la crise et elle s'accroît. Il faut trouver des solutions.

C'est vrai qu'auparavant, il y eut de l'abus de la part des travailleurs. Ils allaient travailler trois mois, ils avaient un an de chômage, bingo, c'était le paradis. Le gouvernement s'en est aperçu. Il a viré cela de bord. Je ne blâme personne, mais il y a eu de l'abus de l'autre côté.

Maintenant, je pense qu'on a des élus qui sont assez intelligents pour trouver des solutions en s'assoyant avec les personnes comme nous aujourd'hui. Un panel, c'est le vrai monde, ce sont les travailleurs. Qu'on s'assoit et qu'on trouve une façon de mettre en place une loi. C'est sûr qu'il va toujours y avoir de l'abus d'un côté comme de l'autre. Il va y en avoir de l'abus, mais ça va être minime. C'est à nous de trouver la vraie façon d'appliquer ces lois et faire en sorte d'aider les gens qui contribuent à cette caisse. Il faudrait le faire, s'il vous plaît au plus vite parce qu'on est dedans. La crise s'accroît de plus en plus.

On va y aller avec des solutions simplistes, si vous voulez. M. Wayne Easter parlait de l'Île-du-Prince-Édouard. Cette semaine, j'ai entendu dire que les producteurs de patates étaient en train de s'auto-bloquer pour ne pas trop produire de patates parce qu'ils étaient pour les perdre. Ces patates étaient pour aboutir en nourriture pour les animaux d'élevage. Regardez bien, les gouvernements, le G8, se promènent et ils promettent des millions et des millions aux pays en difficulté. Le gouvernement devrait aider les producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Là, vous allez dire, ça y est, Fortin est dans les patates. C'est simpliste.

or Afghanistan. So send them potatoes since the money never gets there. Then bring the money you save here to the Gatineau Valley. If you do, I guarantee that our crisis will not last. That is for sure.

I am going to end by thanking you for having come here, and for having listened to us all. We have tourist facilities. We have a really lovely valley, with beautiful things to see. Everyone in the valley invites you to spend your holidays here. Come visit, and help us. Thank you very much.

[English]

The Chairman: Thank you very much. This is precisely why we are having this town hall meeting at the end of our hearings. We have these meetings to be sure to hear all that the people have to say. Witnesses today are very much a part of the process.

Senator Segal: Mr. Drury, you spoke about Wayne Easter's reference to the farm price issue. Europeans pay a lot more for food, a lot more. They have very high demands in terms of quality. They are very concerned about GMOs and a whole bunch of related issues.

If we put policies in place to massively increase the cost of food so that the farmers got more, which I would not be opposed to, we would have to engage to assist the clientele of Ms. Lachapelle who are now having difficulty buying the food they need according to the Canadian Food Guide.

What is your view on that?

Mr. Drury: I think part of the problem with the farm net income crisis is not necessarily that there is not enough money in the food economy. There is a terrible distribution of that money. Right now, it is definitely not the farmer getting the bulk, yet he is putting in the most effort, the most investment. It appears that he does not even cover his cost of production. At the consumer level, they are paying I would not want to say through the nose, but they are paying enough already.

It is the distribution system, and this is where I agree with Mr. Wayne Easter. If you empower the farmers so they have a better negotiation with the distributors, the wholesalers and the retailers, that money will be better distributed without causing an increase of the consumer's price and Fabienne will still be able to feed her people.

[Translation]

Senator Segal: Ms. Lachapelle, that also applies to the other members of the panel who have told us about the quite serious problems they are facing. A number have suggested paying farmers and rural forestry workers a guaranteed income for what they do for the environment, using the example of countries like France or Germany.

Aidez-les à en cultiver des patates. Les millions ne se rendent pas en Afrique ni en Afghanistan. Prenez les patates et envoyez-leur les patates vu que l'argent ne se rend pas. Avec le surplus d'argent que vous allez économiser, amenez-le ici dans la Vallée de la Gatineau. Je vous garantis que la crise ne durera pas. Ça, c'est certain.

Je vais terminer en vous disant merci pour votre déplacement, de nous avoir tous écoutés. On a le récréotourisme. On a une vraie belle vallée. On a de belles choses à visiter. C'est toute la vallée qui vous invite durant vos vacances. Venez nous voir et aidez-nous. Merci beaucoup.

[Traduction]

La présidente : Merci beaucoup. C'est précisément la raison pour laquelle nous tenons ces assemblées publiques à la fin de nos audiences. Nous organisons ces assemblées pour être sûr d'avoir entendu tout ce que les gens ont à dire. Les témoins d'aujourd'hui sont un élément important du processus.

Le sénateur Segal : Monsieur Drury, vous avez mentionné les propos de Wayne Easter sur la question du prix à la ferme. Les Européens paient beaucoup plus cher leurs denrées alimentaires, beaucoup plus. Ils sont extrêmement exigeants au niveau de la qualité. Ils sont très préoccupés par les OGM et plein d'autres problèmes connexes.

Si nous appliquons des politiques pour augmenter considérablement le coût des aliments afin que les agriculteurs gagnent plus, et je ne suis pas contre, il faudra que nous nous engagions à aider les clients de Mme Lachapelle qui ont du mal à acheter les aliments nécessaires selon le Guide alimentaire canadien pour manger sainement.

Qu'en pensez-vous?

M. Drury : Je pense qu'une partie du problème lié au revenu agricole net ne signifie pas forcément qu'il n'y a pas suffisamment d'argent dans l'économie de l'alimentation. Cet argent est terriblement mal réparti. Aujourd'hui, ce n'est certainement pas l'agriculteur qui en reçoit la plus grande partie, pourtant c'est lui qui travaille le plus et qui investit le plus. Il semble qu'il n'arrive même pas à couvrir ses coûts de production. Et pour ce qui est des consommateurs, je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils payent le prix fort, mais ce qu'ils payent est déjà suffisamment élevé.

C'est le système de distribution, et c'est là que je rejoins M. Wayne Easter. Si vous donnez aux agriculteurs les moyens de mieux négocier avec les distributeurs, les grossistes et les détaillants, cet argent sera mieux réparti, il ne causera pas une hausse des prix pour le consommateur et Fabienne pourra continuer à nourrir sa clientèle.

[Français]

Le sénateur Segal : Madame Lachapelle, cela s'applique aussi aux autres membres du panel qui ont parlé des problèmes assez sérieux dans leur domaine. Plusieurs ont suggéré, de payer les fermiers et les forestiers dans les régions rurales, un revenu garanti pour ce qu'ils font au point de vue environnemental, en suivant l'exemple des pays comme la France ou l'Allemagne.

In English, it is called —

[*English*]

— a basic income floor for environmental stewardship.

[*Translation*]

Looking at the various programs available to your clients, do you think that it would help to have a guaranteed income for everyone to solve their present problems here, even if it is someone who has been out of work for a time, or do you think that it would be best to work with the programs that you presently have and make them better?

Ms. Lachappelle: I think that I would work with the programs we presently have and make them better. I think that it is essential for the region to make sure that we are self-sufficient in food. At the moment, we still have a problem. If farmers' incomes are stabilized, we still have no market gardeners here. We have very few. So it is a problem. We have to work so that a region can support itself, we have to work to diversify our production so that people here can use what we produce. If we cut out transportation costs, prices would be much more affordable. That is where we start. We must cut transportation costs. At the moment, our work is here in the region.

My clients often no longer have any income, no longer have anything. My clients are people on welfare, on unemployment. Even those who are below the poverty line have to prove that they are really poor in order to qualify for the food that we prepare at l'Entraide de la Vallée. So we have to increase the number of jobs, but, like the forest, they are being cut. I feel that it is a vicious circle. What has happened is that the number of customers at the region's businesses has gone down and the number of customers at community organizations that help the most disadvantaged has gone up.

[*English*]

Senator Harb: We talk about government assistance to the farmers. One thing comes to mind and that is the mad cow disease a few years ago. There was pressure by the farming community on the Government of Canada to pitch in and the Government of Canada contributed a substantial amount of money supposedly to help the farming communities, only to find out in the end that the farmers did not get that money. The money ended up being channeled to some of these corporate boys.

When one would say there was a surplus of beef because nobody was eating the beef. The farmers were selling it at a very, very cheap price. As a consumer, you would think that benefit will trickle down. You would go to the shops to buy your beef and nothing changed. The consumer did not benefit from that; the farmer did not benefit, but somewhere, someone in the middle, was reaping the benefit.

What is important in a sense, whatever we do federally or provincially, is that we have a mechanism where it goes through the pipes all the way down to the people who should really be

On dit en anglais —

[*Traduction*]

— a basic income floor for environmental stewardship.

[*Français*]

En termes des différents programmes que vous voyez auprès de votre clientèle, pensez-vous que ceci aiderait votre clientèle, d'avoir un revenu garanti pour tout le monde pour régler les problèmes actuels dans le domaine, même si c'est un chômeur pour une période de temps ou pensez-vous qu'il faut travailler avec les programmes qui sont là pour les enrichir?

Mme Lachapelle : Je crois que je travaillerais avec les programmes qui sont là présentement pour les enrichir. Je pense que ce qui serait essentiel en région, c'est d'assurer l'autosuffisance des aliments. Présentement, on a encore un problème. Si on stabilise un revenu pour les fermiers, on n'a pas de maraîchers en région. On en a très peu. Donc, c'est un problème. Il faut travailler à l'autosuffisance d'une région, travailler à la diversification des produits qui sont produits sur le territoire pour que les gens puissent y avoir accès. Si on coupe les coûts du transport, les prix seront beaucoup plus abordables. C'est la base. Il faut couper le transport. Présentement, il faut travailler en région.

C'est certain que ma clientèle n'a souvent plus de revenus, n'a plus rien. Ma clientèle, ce sont des gens qui sont sur l'Aide sociale, sur le chômage. Même ceux qui sont sous le seuil de la pauvreté, il faut vraiment prouver qu'on est très pauvre pour pouvoir bénéficier des aliments que nous préparons à l'Entraide de la Vallée. Donc, il faut augmenter les emplois, mais ça, ça vient couper avec la forêt. Je pense que c'est un cercle vicieux. Ce qui est arrivé, les chiffres d'affaires des commerçants de la région ont baissé et la clientèle des organismes communautaires qui aident les personnes les plus démunies a augmenté.

[*Traduction*]

Le sénateur Harb : Nous parlons de l'aide du gouvernement aux agriculteurs. Ce qui vient à l'esprit, c'est la maladie de la vache folle d'il y a quelques années. Les agriculteurs avaient exercé des pressions sur le gouvernement du Canada pour qu'il leur vienne en aide et le gouvernement a versé des sommes considérables pour aider supposément les collectivités agricoles, mais il a découvert après-coup que les agriculteurs n'avaient pas reçu cet argent. L'argent a fini par être canalisé vers certains de ces entrepreneurs.

Quand quelqu'un disait qu'il y avait un excédent de viande de bœuf parce que personne n'en consommait. Les éleveurs la vendaient à un prix très modique. Le consommateur pensait qu'il bénéficierait de cette baisse des prix, mais les prix restaient les mêmes dans les magasins. Le consommateur n'en a pas bénéficié; l'agriculteur n'en a bénéficié, mais quelque part, quelqu'un s'est rempli les poches.

Ce qui est important en un sens, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau provincial, c'est qu'il existe un mécanisme par lequel l'argent est canalisé vers les personnes qui doivent vraiment en

receiving that benefit. I think that is where we have the strangulation of the program that it is not coming down. Whenever we commit a lot of money, we hire a lot of bureaucrats in order to manage the money or we send it where it should not go in the first place.

Everyone who appeared before us talked about the poverty and about the problems, the lack of employment; it is all true. I am puzzled by the fact that Statistics Canada's report of 2006 indicated that you had a tremendous amount of growth to the tune of about 14 per cent. Normally, when there is economic depression and high unemployment the people leave the region to go to the urban setting. There is a reverse trend here. Can somebody tell me what is going on?

Mr. Bherer: It is because it is cheaper to live in the country. That is why even poor people from the city come to the country. In addition, many retirees come to live in their cottages. This could be an explanation. Some people have told me they moved from the city to live, for example, in Gracefield because it seemed to be cheaper or they have more access to health or social assistance.

Senator Harb: Is there a movement out of the town to the city? If we were to take those people out of the equation, is there an outflow of people in this region?

Mr. Bherer: Young people are going out to get work. A professor told us that in the next 15 years 1 million baby boomers will leave Montreal and buy cottages.

Mr. McGregor: To add to what Dominique is saying, you have an out-migration of youth but an in-migration of baby boomers. I do not think that has been looked at seriously. What is the discrepancy? What is the comparison of what is occurring?

Honourable senators, many of you are going to retire. You are in the baby boomer generation. You have dollars and you are definitely either staying within an urban setting or moving out to a cottage where you have always wanted to live.

What do you bring in? You bring in the RRSPs and all the rest with it. But in the rural area, all we see is the youth leaving for further training. What comes back in? I do not know what the difference is and how great the discrepancy. Is it negligible or is it considerable?

Statistics Canada is trying to look at the Aboriginal situation, trying to get a measure of the Aboriginal statistics. The joke here is that Statistics Canada always does its statistical reporting at the wrong time. You miss hockey tournaments and you miss powwows. That is when we have our biggest population. It is the running joke. But you have to think of the time you measure.

bénéficier. Je pense que c'est là qu'il y a un goulot d'étranglement et l'argent ne passe pas. Chaque fois que nous engageons de grosses sommes, nous recrutons des bureaucrates pour les gérer et nous envoyons cet argent où il ne devrait pas être envoyé pour commencer.

Toutes les personnes qui ont comparu devant nous ont parlé de la pauvreté et des problèmes, le manque d'emploi; et tout est vrai. Le fait que le rapport de 2006 de Statistique Canada indiquait que vous enregistreriez un taux de croissance énorme d'environ 14 p. 100 me laisse perplexe. Normalement, en temps de crise économique et quand le taux de chômage est élevé, les gens quittent la région pour aller dans des centres urbains. C'est le contraire qui se passe ici. Quelqu'un peut-il me dire ce qui se passe?

M. Behrer : C'est parce que la vie est moins chère à la campagne. C'est la raison pour laquelle même les citoyens pauvres viennent vivre en zone rurale. En plus, beaucoup de retraités viennent vivre dans leurs chalets. Ce pourrait être une explication. Des gens nous ont dit qu'ils avaient quitté la ville pour habiter à Gracefield, par exemple, parce qu'il semblait que la vie était moins chère ou qu'ils avaient un meilleur accès aux services de santé ou à l'aide sociale.

Le sénateur Harb : Y a-t-il un mouvement de population des villages vers les villes? Si nous ne tenons pas compte de ces gens, y a-t-il un exode dans cette région?

M. Behrer : Les jeunes partent à la recherche de travail. Un professeur nous a dit que durant les 15 prochaines années, un million de baby-boomers quitteront Montréal et achèteront des chalets.

M. McGregor : Permettez-moi d'ajouter aux propos de Dominique qu'il y a un exode des jeunes et une immigration des enfants de l'après-guerre. Je ne pense que cela a fait l'objet d'une étude. Quel est l'écart? Comment la situation actuelle se compare-t-elle à d'autres situations?

Honorables sénateurs, beaucoup d'entre vous vont prendre leur retraite. Vous faites partie de la génération des baby-boomers. Vous avez de l'argent et vous allez soit rester dans un centre urbain soit déménager dans un chalet où vous avez toujours voulu vivre.

Que proposez-vous? Vous proposez le REER et tout le reste avec. Mais tout ce que nous voyons dans les zones rurales, ce sont les jeunes qui partent pour suivre une formation de plus. Que gagne-t-on? J'ignore à la fois la différence et son ampleur. Sont-elles négligeables ou considérables?

Statistique Canada essaie d'étudier la situation des Autochtones, de mesurer les statistiques relatives aux Autochtones. Ce qui fait rire ici, c'est que Statistique Canada présente toujours ses statistiques au mauvais moment. Vous ratez les tournois de hockey et les pow-wows. C'est lors de ces manifestations qu'il y a le plus de monde. C'est une vieille blague. Mais vous devez penser au temps que vous mesurez.

[Translation]

Mr. Fortin: Ten years ago, Maniwaki had a population of over 6,000. Today, it is about 4,000. So there really is a migration.

[English]

Mr. Drury: I come from the southern region where it is just the opposite. People are flocking out of the city to live in the country, not to work in the country or do any development in the country, but just to live in a nice place.

The Chairman: Thank you very much all of you. This is a great way to finish the day.

Fred, I agree with you completely about the Pow Wows. I am from Southwestern Alberta and very close to Treaty 7, surrounded by Treaty 7 and I am an Honorary Chief of the Kainai. I wish more Canadians could see those parts of the culture and the enthusiasm of the population on reserves. It is great.

Mr. McGregor: Just to add to what Mr. Fortin said, I think there was the issue of tourism. The mindset is there within the rural areas, particularly in the Maniwaki area. Everyone knows forestry is on the decline and we do not know how long it will remain. We have tourist events such as the powwow and the water events in the month of August. The powwow in our community fills up the town and the surrounding areas. We should look at those avenues and cooperate with each other to see what is possible.

The mindset in the rural area is self-sustainability. How to achieve it? I do not know how and I think we should look at it seriously. It was not alluded to in the report. I think the report is superficial. It does not go into a lot of the informal economies.

Another running joke in this region is the informal economy. When they deforest or they do not replant fast enough, the marijuana growers go in and they replant something else. You have that kind of informal economy, but then you have all the problems that go with it. You have an overload on the justice system. You have racism with the police in dealing with various cultures. The gentleman here alluded to one police force, one province and one country. Unfortunately, that is not the reality.

Darlene Lannigan mentioned the big rumble. The small little community of Maniwaki that has barely 6,000 people hit Global Television because there was a standoff in town. The rumble was drug-related, but there was also racism and all the other stuff. That is sad, but that is not only in Maniwaki. I think that is throughout rural Quebec, rural Ontario, rural Canada and it is a serious problem.

The Chairman: I agree with what you are saying. I should make a point that the report that you are reading was a very basic beginning. We had been pulling together some of the things that

[Français]

M. Fortin : Il y a dix ans, Maniwaki avait une population d'au-dessus de 6 000 personnes. Aujourd'hui, on est environ 4 000 personnes. Donc, il y a effectivement une migration.

[Traduction]

M. Drury : Je suis originaire de la région sud où la situation est tout à fait le contraire. Les gens quittent la ville pour vivre à la campagne, pas pour y travailler ou développer quoi que ce soit, seulement pour vivre dans un bel endroit.

La présidente : Merci à tous. C'est une excellente façon de terminer la journée.

Fred, je suis tout à fait d'accord avec vous au sujet des pow-wows. Je suis originaire du sud-ouest de l'Alberta, tout près du Traité n° 7, entouré par le Traité n° 7, et je suis chef honoraire de la tribu Blood. Je fais le souhait que davantage de citoyens canadiens puissent connaître ces aspects de la culture et l'enthousiasme de la population des réserves. C'est quelque chose de merveilleux.

M. McGregor : Je voudrais ajouter quelque chose à ce qu'a dit M. Fortin, je pense qu'il y a la question du tourisme. Les gens y pensent dans les zones rurales, surtout dans la région de Maniwaki. Tout le monde sait que l'industrie forestière est en déclin et nous ne savons pas combien de temps elle durera. Nous avons des manifestations touristiques, par exemple le pow-wow et les épreuves nautiques au mois d'août. Les gens affluent dans notre ville et dans les zones avoisinantes pour assister au pow-wow. Nous devrions travailler ensemble pour voir quelles sont les possibilités dans ce domaine.

Les gens des zones rurales veulent être autosuffisants. La question est de savoir comment y arriver. Je l'ignore et je pense qu'on devrait étudier sérieusement cette question. Le rapport n'en fait pas mention. Je pense qu'il est superficiel, car il ne mentionne pas beaucoup d'économies parallèles.

L'économie parallèle est aussi une autre vieille blague dans notre région. Quand ils déboisent et qu'ils ne replantent pas immédiatement, les cultivateurs de marijuana en profitent pour planter quelque chose d'autre. Ce genre d'économie parallèle existe avec tous les problèmes qu'elle entraîne. Le système juridique est surchargé. Le racisme est présent parce que la police fait face à des cultures différentes. Le monsieur ici présent a fait allusion à une police, une province, un pays. Ce n'est malheureusement pas la réalité.

Darlene Lannigan a mentionné la grande bagarre. La petite localité de Maniwaki qui compte à peine 6 000 habitants a fait l'objet d'un reportage de Global Television à cause de l'affrontement qui y a eu lieu. La bagarre était reliée à la drogue, mais aussi au racisme et à d'autres choses. C'est triste, mais cette situation n'existe pas seulement à Maniwaki. Je pense que c'est le cas dans les zones rurales du Québec, de l'Ontario et du Canada et c'est un grave problème.

La présidente : Je suis d'accord avec ce que vous dites. Je dois souligner que le rapport que vous lisez est à peine une ébauche. Nous avons regroupé des sujets soulevés dans d'autres

were coming up in other hearings. We decided that we had to do something more. So we started with that, with the ideas that are in there and the purpose of that was to lay the foundation for the tour that we are now close to completing. That has been to get out on the ground in every province and later in the territories of Canada so that we can hear it from you and not just in the buildings in Ottawa.

We have heard a lot from you today and it has been important. We thank you for coming. We thank you for your patience. Most importantly, we thank you for hanging in there because we, on our side, will do everything we possibly can to try and bring forward something that will in some way cause not just one government, but governments at every level, and the people of Canada at every level to understand that our agriculture community, our farmers and their families and the little towns that grow because of our agriculture community cannot be left on the sidelines.

We hope that we will have some effect in helping at least at the federal level when we have our final report out perhaps by the end of this year. You will certainly be part of it. I thank you all.

The committee adjourned.

audiences. Nous avons décidé que nous devons faire plus et avons commencé par inclure des idées dans ce rapport afin de jeter les bases pour la tournée que nous sommes sur le point d'achever. Nous visitons toutes les provinces, et plus tard les territoires, du Canada pour entendre sur le terrain, et pas seulement dans les édifices d'Ottawa, ce que les citoyens canadiens ont à dire.

Vous nous avez dit beaucoup de choses importantes aujourd'hui. Merci d'être venus et d'avoir été patients. Mais, nous vous remercions surtout de ne pas avoir baissé les bras parce que, de notre côté, nous ferons notre possible pour présenter quelque chose qui incitera non seulement un gouvernement, mais tous les paliers de gouvernements et tous les citoyens canadiens à comprendre que notre secteur agricole, nos cultivateurs, leurs familles et les petites localités qui s'agrandissent grâce à notre communauté agricole ne peuvent pas être relégués aux oubliettes.

Nous espérons que notre rapport final qui sera peut-être publié à la fin de l'année aura une influence, du moins au niveau fédéral. Vous serez certainement mentionnés dans le rapport. Je remercie tout le monde.

La séance est levée.

Friday, June 8, 2007 (afternoon meeting)

As individuals:

The Honourable Wayne Easter, P.C., M.P.

Darlene Lannigan, Assistant — Maniwaki, Office of Lawrence Cannon, M.P.

George Lafontaine, Political Assistant for Stéphanie Vallée, M.N.A. for Gatineau.

Outaouais-Laurentides Beef Producers:

Gib Drury, President.

L'Entraide de la Vallée | Table de sécurité alimentaire:

Fabienne Lachapelle.

As individuals:

Dominique Bherer, Veterinarian.

Bernard Fortin, Representative, Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada.

Fred McGregor.

Le vendredi 8 juin 2007 (séance de l'après-midi)

À titre personnel :

L'honorable Wayne Easter, C.P., député.

Darlene Lannigan, assistante — Maniwaki, Bureau de Lawrence Cannon, député.

George Lafontaine, attaché politique pour Stéphanie Vallée, député de Gatineau.

Syndicat des producteurs de bovins de l'Outaouais et des Laurentides :

Gib Drury, président.

L'Entraide de la Vallée | Table de sécurité alimentaire :

Fabienne Lachapelle.

À titre personnel :

Dominique Bherer, vétérinaire

Bernard Fortin, représentant, Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier.

Fred McGregor.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Public Works and Government Services Canada –
Publishing and Depository Services
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada –
Les Éditions et Services de dépôt
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

WITNESSES

Friday, June 8, 2007 (morning meeting)

Fédération des producteurs de bois du Québec:

Jean-Pierre Dansereau, Director General.

Fédération Québécoise des coopératives forestières:

Gérard Szaraz, Strategic Development Adviser.

As an individual:

Jeannot Beaulieu.

Mani-Jeunes:

Gaston Robitaille, Chairman of the Board.

Centre Jean Bosco de Maniwaki:

Philippe Larivière, Coordinator.

Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forêt:

Denise Julien, Director General.

As an individual:

Jacques Grondin.

Centre local de développement:

Benoit Labrecque, Advisor, Development of Forestry Industry.

L'Équipe des bénévoles de la Haute Gatineau:

Dorothée St-Marseilles, Coordinator.

(Continued on previous page)

TÉMOINS

Le vendredi 8 juin 2007 (séance du matin)

Fédération des producteurs de bois du Québec :

Jean-Pierre Dansereau, directeur général.

Fédération Québécoise des coopératives forestières :

Gérard Szaraz, conseiller au développement stratégique.

À titre personnel :

Jeannot Beaulieu.

Mani-Jeunes :

Gaston Robitaille, président du conseil d'administration.

Centre Jean Bosco de Maniwaki :

Philippe Larivière, coordonnateur.

Centre des services aux réseaux d'entreprises du secteur forêt :

Denise Julien, directrice générale.

À titre personnel :

Jacques Grondin.

Centre local de développement :

Benoit Labrecque, conseiller au développement de l'industrie forestière.

L'Équipe des bénévoles de la Haute Gatineau :

Dorothée St-Marseilles, coordonnatrice.

(Suite à la page précédente)